

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Direction « Échanges commerciaux et développement »

ZAMBIE

Structures économiques et problèmes de développement

Août 1972

Z A M B I E
STRUCTURES ECONOMIQUES
ET
PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT

Page

CARTES ET GRAPHIQUES

<u>Cartes</u>	: Géographie générale (n° 1)	3
	Précipitations moyennes annuelles (n° 2)	5
	Répartition de la population (n° 3)	5
	Répartition des tribus (n° 4)	8
	Chemin de fer (n° 5)	8
	Productions vivrières (n° 6)	24
	Répartition du bétail et zones infestées par la mouche Tsetse (n° 7)	27
	Potentiel de production agricole et régions naturelles (n° 8)	27
	Réseaux routier et ferroviaire (n° 9)	31
	Voies de transport de l'Afrique Centrale et de l'Est (n° 10)	34
<u>Graphiques</u>	: P.I.B. et population	16
	Production de cuivre	30
	Termes de l'échange	59

Page

CARTES ET GRAPHIQUES

<u>Cartes</u>	: Géographie générale (n° 1)	3
	Précipitations moyennes annuelles (n° 2)	5
	Répartition de la population (n° 3)	5
	Répartition des tribus (n° 4)	8
	Chemin de fer (n° 5)	8
	Productions vivrières (n° 6)	24
	Répartition du bétail et zones infestées par la mouche Tsetse (n° 7)	27
	Potentiel de production agricole et régions naturelles (n° 8)	27
	Réseaux routier et ferroviaire (n° 9)	31
	Voies de transport de l'Afrique Centrale et de l'Est (n° 10)	34
<u>Graphiques</u>	: P.I.B. et population	16
	Production de cuivre	30
	Termes de l'échange	59

Données de base (1)Superficie : 752.500 km²Population : Total : 4,2 millions (1970)Densité : 6 hab/km²

Taux de croissance : 2,6 %.

Villes principales (1969)

Capitale : Lusaka : 238.000

Kitwe : 179.000

Ndola : 151.000

Mufulina : 101.000

Unité monétaire

1 Kwacha (100 Ngwee) = 1,4 U.S. \$

P.I.B.

Total (mio \$ au coût des facteurs) : 1.400 (est. 1971)

Taux de croissance (%) - prix courants : 11 (1960 - 70)

- prix constants : 7 (1960 - 68)

Par habitant (\$) : 330 (est. 1971)

Taux de croissance (%) : 8,5 (1960 - 70).

Echanges extérieurs

	<u>1966</u>	<u>1968</u>	<u>1970</u>
Importations (mio \$)	344,6	455,2	501,9
dont : CEE élargie (%)	30	36	33 (1969)
Exportations (mio \$)	690,8	762,2	1.009,6
dont : CEE élargie (%)	67	62	60 (1969)
Taux de couverture (%)	200	168	201
Concentration des exportations (cuivre %)	93,3	94,9	95,3

 (1) \$ = anciens dollars des Etats-Unis.

<u>Principaux produits exportés (t.)</u>	<u>1966</u>	<u>1968</u>	<u>1970</u>
Cuivre	645.900	733.000	761.700
Zinc	47.000	59.000	57.000
Cobalt	1.700	1.300	1.600
Tabac	7.300	6.900	5.300

Aide extérieure

(moyenne engagements 1965-70 en mio de \$)	<u>Valeur</u>	<u>%</u>
Aide publique totale	55,0	100
dont : BIRD	23,1	42
Royaume-Uni	6,1	11
Chine	2,7	5
Yougoslavie	2,7	5
Etats-Unis	1,6	3
Inst. financières privées italiennes	6,6	12

Aide publique en % du P.I.B. : 4,2

Aide publique par habitant (\$) : 9,4

Endettement

Encours de la dette extérieure (mio \$) : 329,7 (1970)
: 800,- (est. 1971)
(% du PIB) : 20,- (1970)

Service de la dette

en millions de \$: 68 (estim. 1971)
en % des exportations : 8 (estim. 1971).

Structures économiques et problèmes de développement : résumé

I. Population et infrastructure

Le Northern Rhodesia, après avoir fait partie de la Fédération de Rhodésie et Nyassaland entre 1953 et 1963, déclare son indépendance le 23 octobre 1964 et prend le nom de Zambie.

Ce pays, qui occupe en Afrique centre-méridionale 752.500 km² (presque 4 fois le Sénégal), a une population estimée à 4,2 millions d'habitants (comme la Côte d'Ivoire), avec une densité parmi les plus basses d'Afrique : 6 habitants/km². Le taux annuel d'accroissement démographique est de 2,5 %, ce qui correspond à un doublement de la population en 27 ans.

Plus de 20 % de la population est urbanisé, et le taux de croissance de la population urbaine est d'environ 8 % par an. Les mouvements migratoires (autant internes qu'externes) sont très importants.

Les villes principales sont : Lusaka (238.000 habitants en 1969 contre 109.000 en 1963), Kitwe (179.000 hab.), Ndola (151.000 hab.) et Mufulira (101.000 hab.).

Les grandes villes du pays sont toutes situées le long du "line of rail" (c'est-à-dire du chemin de fer qui coupe le pays en deux, du Sud au "Copperbelt"-ceinture du cuivre - dans le Nord-Ouest où est concentrée la moitié de la population, la presque totalité de l'activité minière et industrielle, une grande partie de l'agriculture commercialisée et les structures des transports routier et ferroviaire du pays.

Il y a 8 km de routes à viabilité permanente pour 1.000 km², une parmi les densités les plus basses d'Afrique. Sur 33.500 km de routes, seulement 1.600 km sont bitumés. Le parc automobile au contraire est parmi les plus développés de l'Afrique tropicale.

A la suite de la Déclaration Unilatérale d'Indépendance (DUI) de la Rhodésie en 1965, la Zambie a dû consacrer, pour des raisons surtout politiques, une partie énorme de ses ressources au secteur des transports, afin de réduire rapidement l'importance de ses routes commerciales traditionnelles vers le sud en les remplaçant par des liaisons de tous genres (routes, chemins de fer, oléoducs) dirigées vers le nord.

Le réseau ferroviaire du pays sera suffisant dès l'achèvement du chemin de fer "Tan-Zam" en 1976. Ce dernier trouvera, dans la mise en valeur des districts frontaliers de Zambie et Tanzanie, un trafic non négligeable.

N'ayant aucun accès direct à la côte, la Zambie doit utiliser des ports étrangers : Beira (Mozambique), Dar-es-Salam (Tanzanie), Benguela (Angola) et Laurenço Marquez (Mozambique), par ordre d'importance. L'importance du second est en croissance rapide, mais il est gravement congestionné.

II. Structures économiques

2.1. Agrégats macro-économiques

Le PIB est estimé à 1.400 millions de \$ (1971), ce qui situe la Zambie au quatrième rang parmi les pays de l'Afrique noire, après le Nigeria, le Ghana et le Zaïre.

Le PIB per capita à prix constants a augmenté de 8,6 % par an entre 1950 et 1968 et avait atteint environ \$ 400 en 1969. Il a cependant baissé à environ S/ 330 en 1971, à cause de la baisse des cours du cuivre.

Les mines et la métallurgie de base contribuaient à la formation du PIB pour 42 % en 1970 - le cuivre à lui seul intervenant pour environ 50 % - tandis que l'industrie (y compris la construction et l'énergie) y contribuait pour 18 %, l'agriculture pour 6 % (11 % en 1960) et les services pour 35 % (26 % en 1960).

Environ la moitié de l'accroissement du PIB entre 1964 et 1968 a été utilisée pour financer l'augmentation de la consommation et l'accroissement des services sociaux. La formation brute de capital fixe a été depuis 1954 très élevée (21 % du PIB en moyenne).

Finances publiques : A partir de 1965, la nécessité de donner une forte impulsion au développement du pays a entraîné une expansion substantielle des crédits au secteur privé, qui ont déclenché un processus inflatoire aggravé par les conséquences pour le budget zambien de la D.U.I. Rhodésienne.

Une politique d'austérité budgétaire, inaugurée en 1968, a permis de contrôler l'inflation. Cependant, l'épargne publique, qui jadis dépassait largement les investissements publics, n'en représente plus que de deux tiers à trois quarts.

Le recours à l'emprunt extérieur, jadis très réduit, est monté en flèche en 1970-71, surtout à cause de l'émission d'obligations Mindeco (292 mio \$) pour indemniser les compagnies minières des prises de participation par l'Etat et du prêt chinois (210 mio \$) pour le "Tan-Zam".

Les recettes publiques dépendent de manière décroissante (61 % en 1968) de l'activité minière dont le développement reste cependant un élément décisif de l'équilibre des budgets.

Commerce extérieur et balance des paiements : le taux de croissance annuel des exportations (prix courants) s'est élevé à 18 % entre 1964 et 1968 (3,6 % entre 1954 et 1963). L'expansion la plus récente est due exclusivement à la hausse des cours du cuivre, dont la Zambie dépend plus que jamais pour ses recettes en devises (95 % du total exporté en 1969, contre 88 % en 1964).

Quant aux importations, leur taux de croissance a été d'environ 15 % par an après l'indépendance.

Le taux de couverture des importations par les exportations a toujours été supérieur à 100, fluctuant entre un minimum de 140 % et des maxima dépassant 200 % (en 1964 et 1969).

En dépit de la chute récente des cours du cuivre, l'évolution à long terme des termes de l'échange n'a pas été défavorable au pays.

La balance des paiements a enregistré des bonis souvent substantiels, ce qui a permis une augmentation presque constante des réserves jusqu'en 1970. En août 1970, les réserves avaient dépassé 600 mio de \$, correspondant à plus de 12 mois d'importations, ce qui permit de considérer le Kwacha comme une "devise forte". Mais à peine 11 mois plus tard, les réserves ne comptaient plus que 312 mio de \$ (7 mois d'importations). Elles auraient baissé jusqu'à 153 mio de \$ en juin 1972.

Le service de la dette, dont le niveau était jadis modéré, absorbait en 1971 environ 8,2 % des exportations de marchandises.

2.2. Les principales productions

Agriculture : l'agriculture de subsistance constitue encore 60 % de la production agricole et repose surtout sur le maïs, l'arachide, le sorgho, le mil et les haricots. Presque 90 % de l'agriculture commercialisée consiste en : maïs, volaille, tabac et viande, mais on produit aussi de l'arachide, du sucre, du coton et du lait.

La diminution constante du nombre des fermiers européens a entraîné la réduction de certaines productions agricoles, notamment celle du tabac qui était, en 1962, le deuxième produit d'exportation.

Mines : la production minière, activité dominante du pays (98 % des exportations, 42 % du PIB, 60 % des recettes publiques), consiste surtout en cuivre dont la Zambie est le troisième producteur mondial (755.000 t. en 1969, contre 1.415.000 t. aux Etats-Unis et 875.000 t. en URSS). Parmi les ressources minières exploitées : le plomb (3ème producteur africain), le zinc (2ème producteur africain), le cobalt, le charbon, le fer, le cadmium, le manganèse, etc. Des licences récentes de prospection minière concernent plusieurs minéraux, l'uranium entre autres.

Depuis janvier 1970, suivant un accord signé avec les sociétés minières du cuivre (Nchanga Consolidated Copper Mines Ltd, Anglo-American Corporation), le gouvernement zambien participe, à travers la Mining Development Co (MINDECO) pour 51 % à ces sociétés.

Il est probable que le cuivre restera la principale richesse minérale du pays. Cependant, les perspectives concernant les cours n'étant guère encourageantes dans le moyen terme et le marché du cuivre étant très spéculatif, le gouvernement s'efforce de diversifier la production minière.

Industrie manufacturière : le secteur industriel a connu un taux de croissance rapide (V.A. à prix courants) : 21 % entre 1960 et 1968, 27 % depuis 1964.

Parmi les facteurs qui ont contribué à la performance du secteur manufacturier, il faut citer l'embargo sur les importations des produits manufacturés rhodésiens, l'importance croissante de la route commerciale reliant la Zambie à la Tanzanie où les produits sud-africains n'ont pas droit d'entrée, un marché local en expansion rapide notamment à la suite des occasions d'industrialisation perdues de la Rhodésie pendant la Fédération, et la main d'oeuvre qualifiée formée par l'industrie minière.

Les activités de substitution des importations ont été encouragées par le gouvernement, par la constitution de l'INDECO (Industrial Development Corporation) qui contrôle une bonne partie de l'activité industrielle, et par une politique fiscale favorable.

Energie : les principales ressources énergétiques du pays sont les installations de Kariba (exploitées en commun avec la Rhodésie) et le barrage de Kafué (récemment entré en fonction), auxquelles s'ajouteront bientôt la centrale hydro-électrique de Kariba-nord (capacité installée : 600 MW en 1975) et une deuxième centrale à Kafué (dont la construction devrait commencer en 1973).

Un oléoduc de 1.700 km (le plus long d'Afrique) reliant Dar-es-Salam à N'dola a commencé à fonctionner fin 1968, terminant une "fuel crisis" de deux ans et demi. Il pourra couvrir les besoins de la Zambie jusqu'en 1981. Une raffinerie est en construction.

III. Les déséquilibres du développement

3.1. Les structures de production

La structure sectorielle de l'économie zambienne est extrêmement déséquilibrée: le dualisme accentué dont elle souffre depuis les années 1930 n'a pas pu être réduit depuis l'indépendance.

L'agriculture a été négligée et souffre d'une productivité très modeste : en effet, elle ne contribue que pour 8 % au PIB, tandis que plus de la moitié de la population dépend d'elle. La production de subsistance prévaut encore. Cependant, l'effort de diversification agricole le plus récent, visant surtout à satisfaire la demande intérieure, est promoteur pour l'avenir.

L'activité minière demeure tout à fait dominante et axée sur un seul produit, dont les fortes variations des cours (s'agissant d'un marché extrêmement spéculatif) empêchent de prévoir l'ordre de grandeur des moyens financiers disponibles pour financer les plans d'investissement du pays.

Une partie substantielle des profits dérivant des cours soutenus du cuivre de la fin des années 1960 n'ont pas pu être réinvestis dans la diversification de l'économie nationale, ayant été transférés à l'étranger par les compagnies minières. La participation majoritaire que le gouvernement s'est assurée dans l'industrie du cuivre devrait lui permettre de mieux orienter les impulsions dynamiques du secteur minier vers la diversification des structures productives et l'intégration plus poussée de l'ensemble de l'économie nationale.

3.2. Disparités régionales

La Zambie se situe parmi les pays africains où les disparités dans la distribution des revenus sont les plus grandes, ce qui contribue à limiter la dimension du marché intérieur.

La province du Copperbelt concentrait à elle seule en 1964, 65 % du PIB total, avec un PIB par tête quatre fois plus élevé que la moyenne du pays et 20 fois plus

élevé que celui des provinces ne se trouvant pas sur la "line of rail". Ce déséquilibre régional s'est vraisemblablement aggravé depuis lors.

Le pouvoir d'achat de la population rurale s'est réduit d'environ la moitié pendant l'exécution du Plan 1966-1970 par rapport à celui des salariés urbains.

Une telle évolution a contribué, tout autant que l'expansion démographique, à stimuler le processus d'urbanisation. Le chômage frapperait environ un tiers de la force de travail.

Les difficultés financières dérivant de la chute des prix du cuivre en 1970 risquent d'aggraver dangereusement le malaise social entretenu par l'écart énorme entre les revenus des mineurs et ceux des paysans.

Les chances de mettre en oeuvre une politique des revenus efficace sont bien plus limitées que dans des pays comme la Tanzanie, où il existe une plus grande unité politique et sociale.

3.3. Dépendance du marché extérieur

La Zambie est, après l'Afrique du Sud, la Lybie, le Nigeria et l'Egypte, le cinquième exportateur africain (valeurs 1969).

La dépendance de la Zambie vis-à-vis de l'étranger est extrêmement élevée : la valeur totale du commerce extérieur correspond à peu près à celle du PIB (en moyenne). Elle s'est accrue depuis l'indépendance à cause de la nécessité croissante de moyens financiers pour financer une politique de développement accélérée.

Quant à la ventilation des exportations, l'effort de diversification n'a pas abouti à réduire, ne fût-ce que dans une petite mesure, la prépondérance écrasante des produits miniers (98 % du total), surtout le cuivre (95 %).

Le marché mondial de tels produits n'est pas assez encourageant pour pouvoir présenter une base continue pour la poursuite d'une expansion économique accélérée. La dépendance du marché extérieur doit par conséquent être réduite :

- a) par la poursuite de la politique de substitution aux importations, dont cependant les limites, propres à un marché local restreint, ne sont pas loin d'être atteintes, sauf pour le secteur agricole ;
- b) à travers une diversification des exportations (produits agricoles, notamment tabac ; produits miniers, notamment fer ; produits manufacturés).

Le succès d'une telle stratégie dépend en partie du degré d'intégration régionale que la Zambie saura atteindre surtout avec les pays de l'Afrique de l'Est, dont les économies ont un bon degré de complémentarité avec l'économie zambienne.

3.4. Conclusion

Parmi les obstacles qui entravent la croissance de l'économie zambienne, il faut mentionner :

- 1) un degré extrêmement élevé de monoproduction : les exportations sont axées sur le cuivre, dont les cours, objet d'une spéculation acharnée, sont difficiles à prévoir.
- 2) une disparité des revenus entre ville et campagne qui entrave la promotion de l'agriculture.
- 3) de fortes disparités régionales qui contribuent à limiter la dimension du marché intérieur.

Le gouvernement semble décidé à donner priorité :

- 1) à la diversification de la production minière,
- 2) à l'agriculture (d'exportation et surtout vivrière) et,
- 3) à une distribution plus équitable des revenus.

Le premier objectif est très aléatoire, dépendant des résultats des prospections minières. Le deuxième dépend en partie du troisième, qui semble très difficile à atteindre dans un pays ne jouissant pas d'une intégration politique trop élevée.

Si l'on veut élargir rapidement le marché, la participation de la Zambie au Marché Commun Est-Africain semble souhaitable.

Quant à la situation financière, la Zambie dispose encore de réserves de change confortables, ainsi que de quelques possibilités d'endettement à conditions normales. Cependant, une dépression prolongée des cours du cuivre alourdirait l'endettement et nécessiterait des conditions d'aide plus favorables.

Z A M B I EI. APERCU HISTORIQUE

La Zambie compte une cinquantaine d'ethnies dont beaucoup sont venues au XVIIe siècle de l'ensemble luba-lunda du Congo Méridional. Parmi les peuples d'origine lunda figurent notamment les Barotse (Lozi), Lovale, Kaonde, etc. Parmi ceux d'origine Luba, les Bemba (les plus nombreux), les Bisa, Senga, Anshi, Lola, Ambo, Lamba.

La Zambie (au contraire de la Rhodésie) a été acquise entre 1890 et 1899 par des voies pacifiques (1). L'Ouest, grâce au missionnaire français Coillard qui conseilla au Souverain Lozi Lewanika de demander la protection de S.M. Britannique (en effet de la British South Africa Company). L'Est, grâce à Mgr. Dupont, évêque des Pères Blancs qui, ayant gagné la confiance du chef Mwamba, donna le pays Bemba à la BSA, la compagnie organisée par Cécil Rhodes.

La grande entrée de la BSA date de 1890, quand la concession Lochner fut signée avec le Souverain Lewanika. La dimension du royaume Lozi varia cependant suivant les objectifs de la BSA qui assimilait le Barotseland à la "North Western Rhodesia" si bien que la zone de la future "Copperbelt" qui n'avait jamais payé tribut aux Lozi n'était en aucune façon comprise dans la concession Lochner. Par conséquent, les "droits" miniers touchés par la BSA dans le Copperbelt (160 millions de livres jusqu'en 1963) n'ont aucune justification historique, d'autant plus que la concession Lochner ne fut jamais ratifiée par le gouvernement britannique.

La BSA administra séparément les deux territoires du North Western et du North Eastern Rhodesia jusqu'en 1911, quand ils furent unifiés administrativement sous le nom de Northern Rhodesia.

En 1924 le gouvernement britannique prit la relève en nommant un gouverneur. La Rhodésie du Nord devint ainsi un protectorat, comme le Nyasaland, alors que la Rhodésie du Sud devenait colonie dotée du "Self Government".

En 1953 le pays fut inclus avec la Rhodésie du Sud et le Nyasaland dans la fédération de Rhodésie et du Nyasaland, en dépit d'une pétition signée en 1950 par 120 chefs traditionnels (sauf le Barotseland). La fédération fut dissoute en 1963.

(1) Le Ngoniland (dans l'Est) est la seule région qui fut militairement conquise et qui posa des problèmes fonciers dus à l'expropriation des terres fertiles au profit des colons européens.

L'indépendance est déclarée le 23 octobre 1964. Le succès écrasant du United National Independence Party (UNIP) correspond à l'audience favorable du président Kaunda. Cependant un vif séparatisme Lozi, réglé en surface, couve sous les cendres. Les Lozi, fiers de leur niveau d'instruction, accusent les Bemba moins instruits d'occuper tous les postes politiques. Leur parti, l'United Party, est interdit depuis août 1968, à la suite de troubles dans le Copperbelt. Il ne reste qu'un parti d'opposition, l'African National Congress (Leader : M. Harry Nkumbula), mais le président Kaunda a annoncé le 25 février 1972 que son gouvernement avait décidé de transformer la Zambie en un Etat à parti unique.

Jusqu'en 1927, date de la mise en exploitation des fabuleuses ressources en cuivre (1), l'économie stagne et les seuls événements importants sont l'achèvement en 1911 du chemin de fer par la BSA pour évacuer vers Beira le cuivre du Katanga et l'exploitation des mines de plomb (depuis 1906) et de zinc (depuis 1927) de Broken Hill.

A partir de la 2ème guerre mondiale le cuivre domine de façon fondamentale l'économie zambienne. Si aucun autre pays d'Afrique tropicale n'a été totalement dépendant d'un seul produit minier, aucun autre n'a connu un développement aussi phénoménal de sa production minière. Les exportations de cuivre, qui dépassent les 80 % de la valeur totale en 1946, atteignent 90 % en 1953 et 95 % en 1968. Les ventes de minéraux zambiens augmentent rapidement entre 1950 et 1953 (guerre de Corée et grève des mineurs chiliens). Après la baisse catastrophique de 1957-1958, la production continue à augmenter jusqu'en 1969.

(1) Bien qu'on ait toujours travaillé le cuivre en Zambie, puisqu'on pouvait exploiter certains gisements à ciel ouvert.

II. GEOGRAPHIE ECONOMIQUE

2.1. Terres et ressources

La Zambie occupe en Afrique centro-méridionale 752.500 km² (presque 4 fois le Sénégal).

Les pays limitrophes sont : la Tanzanie au Nord, le Zaïre au Nord-Ouest, l'Angola à l'Ouest, la Namibie, le Botswana et la Rhodésie au Sud, le Mozambique et le Malawi à l'Est.

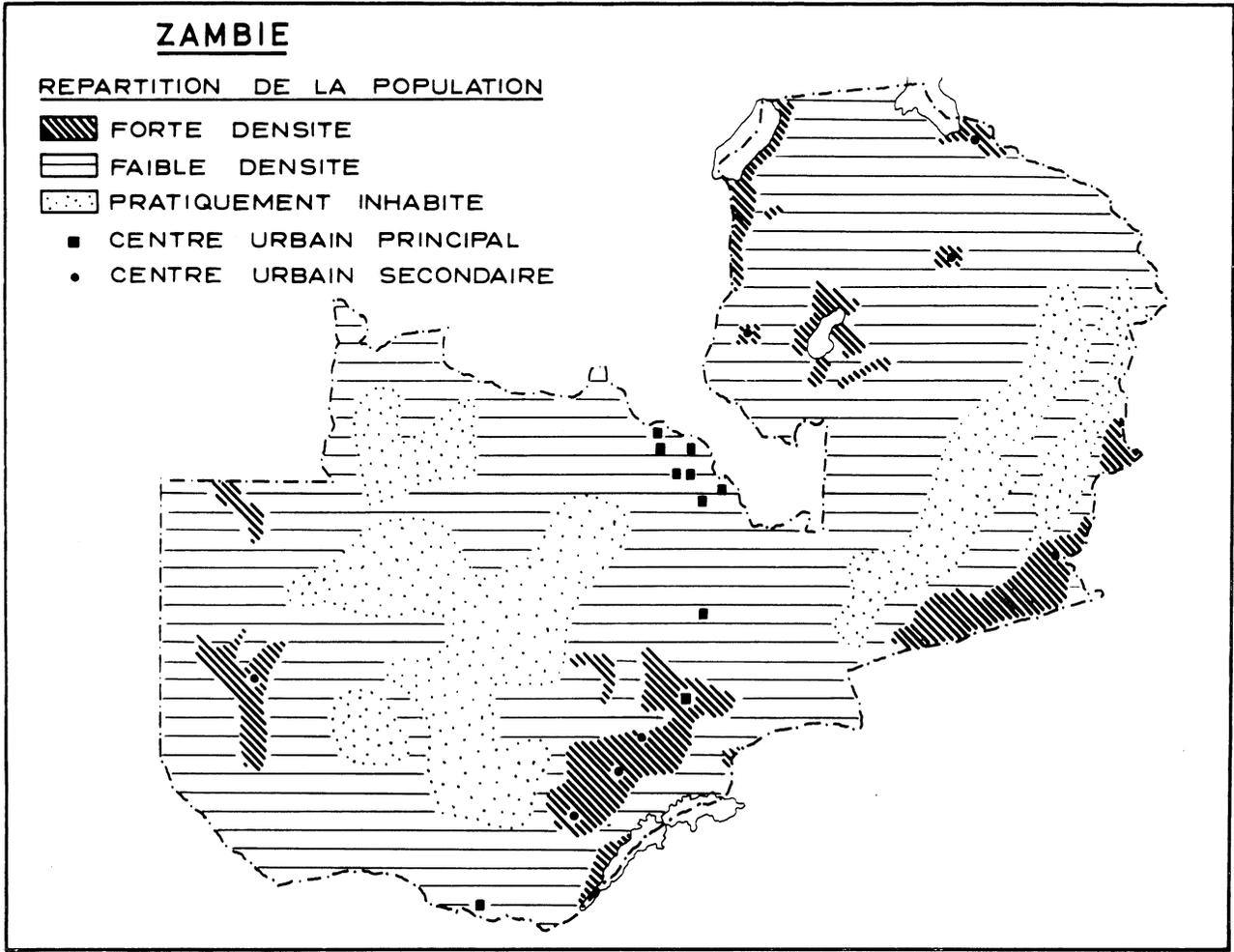
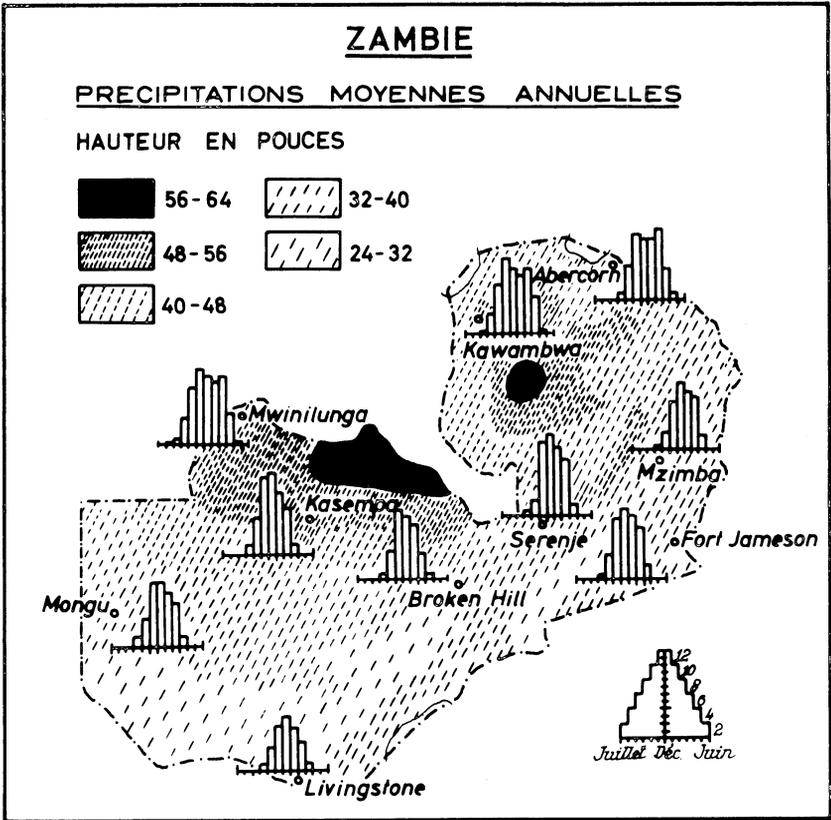
La Zambie est située sur un haut plateau ondulé dont l'altitude est généralement comprise entre 900 et 1.500 mètres. Dans l'Ouest le vent a déposé des couches profondes de sable du Kalahari. Six "rift valleys" causent des contrastes extrêmes avec le plateau. Toute l'aire appelée "excarpment zone" a représenté un obstacle majeur aux communications. Les fleuves coulant souvent dans des vallées et gorges profondes, ne sont d'habitude pas navigables. Il y a de nombreux lacs peu profonds, marais et vallées fluviales (la dépression du Bangweulu contient un des plus grands marais du monde). Les principaux fleuves sont le Zambeze (avec ses affluents majeurs le Luangwa et le Kafué), le Chambeshi et le Luapula. Ces derniers mettent en communication directe le lac Tanganyika avec respectivement le lac Bangweulu et le lac Mweru.

La Zambie se trouve entre 8° et 18° de latitude sud. S'agissant d'un haut plateau, le climat y est relativement tempéré. Une saison chaude et humide entre décembre et avril est suivie d'une saison froide et sèche jusqu'à août et d'une saison chaude et sèche jusqu'à novembre. Les moyennes mensuelles maxima et minima sont respectivement de 24°C en octobre et de 16°C en juillet. C'est seulement dans les vallées du Zambeze et du Luangwa que la chaleur et l'humidité deviennent insupportables.

Les précipitations, compte tenu de l'évaporation, ne sont pas très abondantes (variant entre 750 mm dans le sud et 1.300 mm dans le nord selon l'altitude), d'où l'origine de nombreux rituels magiques visant à favoriser la pluie.

La végétation est assez variée mais pas vigoureuse. Le plateau est dominé par la savanne boisée. Mais environ 40 % du pays est prairie ou marais, surtout dans la province Barotse, à l'ouest du Zambeze.

Les sols du plateau zambien ne sont pas favorables à l'agriculture. Le bas niveau de fertilité n'a pu être maintenu qu'à travers des systèmes de "bush rotation" et de "shifting cultivation". Tout cela a freiné le développement d'une population dense et stable. Cependant, quelques vallées et terrains en pente à la périphérie du plateau (notamment le bassin du Kafué, le Eastern Province et aux environs de la dépression de Bangweulu) sont constitués par des sols de très bonne qualité, capables de supporter une population relativement dense.



En dépit de la pauvreté des sols, plusieurs produits (tropicaux, sub-tropicaux et tempérés) sont cultivés, comme le maïs, le manioc, l'arachide, le mil, plusieurs sortes de fruits et légumes, le coton, le tabac et le sucre. L'agriculture, qui est essentiellement traditionnelle et emploie 70 % de la population, est limitée par la saison sèche. L'élevage traditionnel est limité par le fait que des zones très étendues sont encore infestées par la mouche tsé-tsé. Les richesses minières sur lesquelles s'est basé le développement de la Zambie, se trouvent essentiellement dans le "Copperbelt", une des zones les plus élevées et boisées du pays, à la frontière du Katanga (Zaïre).

2.2. Les hommes

La population totale de la Zambie est estimée à 4,2 millions d'habitants en 1970 (comme la Côte d'Ivoire), avec une densité parmi les plus basses d'Afrique : 6 hab./km² au lieu de 12 en moyenne pour l'Afrique tropicale.

Le pays est divisé en 8 provinces :

TABLEAU I

Province	Population (1.000)		
	1963	1969	1963/69 : %
Central	505	713	+ 41,2
Copperbelt	544	816	+ 50,0
Eastern	480	510	+ 6,3
Luapula	357	336	- 5,9
North-Western	211	232	+ 10,0
Northern	564	545	- 3,4
Southern	466	496	+ 6,4
Western (Barotse)	363	410	+ 12,9
Zambia	3.490	4.057	+ 16,2

Source : Monthly Digest of Statistics.

La distribution des provinces actuelles ne correspond pas aux régions naturelles. Ainsi le bassin de Bangweulu, la vallée inférieure de Kafué, la vallée de Luangwa et le bassin fluvial du Zambeze supérieur font partie chacun de plusieurs provinces.

La population rurale présente des densités très variables. De vastes zones sont virtuellement dépeuplées, alors que dans d'autres la production de l'agriculture traditionnelle ne suffit pas à nourrir la population. La plus forte densité se trouve dans la province de l'Ouest, la plus faible dans la province du Nord. Environ la moitié de la population vit le long du "line of rail" (1).

(1) La région desservie par la voie ferrée Livingstone - Lusaka - Copperbelt.

La population urbanisée (1966) (1) représente plus de 20 % de la population totale (elle est cependant de 80 % dans la "Western region"), proportion très élevée pour un pays africain. Un processus d'urbanisation trop rapide créé des problèmes sociaux croissants dans les villes.

Le taux annuel d'accroissement démographique de la population zambienne est rapide et tend à s'accélérer. Il est d'environ 2,6 % par an, avec un taux de natalité d'environ 4,2 % et un taux de mortalité d'environ 1,8 %, ce qui ferait doubler la population en 27 ans (2).

Entre 1963 et 1969, à cause de mouvements migratoires, la population a augmenté plus que la moyenne du pays (16,2 %) dans le Copperbelt (+ 50 %) et dans la région centrale (+ 41 %) (+ 81 % à Lusaka). Ces deux provinces constituent avec la "Southern" province, la line of rail (+ 33,5 %). Dans les autres régions il y a eu une augmentation inférieure à la moyenne du pays (2). Les provinces Luapula et "Northern" ont vu décroître leur population en valeur absolue.

Les villes les plus peuplées sont (1969) :

Lusaka	238.200 habitants	(109.300 en 1963)
Kitwe	179.300 habitants	(109.100 en 1963)
Ndola	150.800 habitants	(82.100 en 1963)
Mufulira	101.200 habitants	(73.400 en 1963)
Chingola	92.800 habitants	(53.800 en 1963)
Luanshya	90.400 habitants	(70.000 en 1963)
Kabwe (Broken Hill)	67.200 habitants	(52.600 en 1963)

98 % de la population est africaine, divisée en plusieurs groupes et langues Bantu. Les groupes linguistiques principaux sont les Bemba (35 % de la population totale), les Tonga (17,4 %), les Nyania (15,9 %), le Groupe linguistique du nord-ouest (12,4 %) et les Barotse (9,4 %). Les Européens, qui étaient 7.500 en 1927, 37.000 en 1951 et 77.000 en 1962, sont en voie de réduction (environ 50.000 estimés en 1970). Un tiers environ proviennent de l'Afrique du Sud. Les Asiatiques sont autour de 12.000. L'influence des minorités dans les affaires, le commerce et l'administration est en voie de réduction.

La plupart des Africains sont chrétiens. Les Asiatiques surtout hindous ou musulmans.

(1) La définition inclut les plus petits centres urbains.

(2) Ces pourcentages, dérivés des Monthly Digest of Statistics de la Zambie, ne correspondent pas aux taux d'accroissement de la population dérivés par le Demographic Yearbook des N.U. (3 %).

Il y a (et surtout il y a eu) des mouvements migratoires substantiels de Zambiens à la recherche d'emplois à l'intérieur de leur pays comme à l'étranger, et d'étrangers vers la Zambie.

Avec le développement de la Copperbelt, il y a eu une augmentation notable de travail africain étranger en Zambie et une diminution Zambiens travaillant à l'étranger.

En 1962 il y avait à peu près 93.500 Zambiens de sexe masculin à l'étranger (dont 46 % en Rhodésie, 17 % au Zaïre, 17 % en Afrique du Sud et 6 % en Tanzanie) - (vers la fin de la période coloniale le Barotseland à lui seul fournissait 6.000 travailleurs par an aux mines de l'Afrique du Sud). A la même date les travailleurs émigrants étrangers en Zambie étaient 44.000 (dont 50 % en provenance du Malawi, 15 % en provenance de la Rhodésie, 11 % en provenance de la Tanzanie).

Mais il est probable que récemment des changements notables ont eu lieu dans les courants migratoires en provenance et à destination de la Zambie, dus surtout à la déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie (novembre 1965), à la lutte de sécession au Katanga (1962), au redressement actuel de l'économie du Zaïre et aux difficultés politiques avec les pays de l'Afrique "blanche" (1).

Le recensement de 1963 indique que dans les zones rurales "africaines" il y a seulement 81 hommes pour 100 femmes, tandis que dans les zones rurales "européennes" il y en a 162 et dans les centres urbains 179, à la suite de migrations internes affectant la population masculine.

2.3. Transports et communications

A la suite de la déclaration unilatérale d'indépendance (DUI) de la Rhodésie en 1965, la Zambie a dû consacrer une partie énorme de ses ressources au secteur des transports afin de réduire rapidement l'importance de ses routes commerciales traditionnelles vers le sud (notamment les voies d'évacuation par les ports de Beira et Laurenço Marques)(2).

Ces dernières, qui en 1964, transportaient environ 90 % des échanges commerciaux de la Zambie, acheminaient en 1969 moins des 2/3 des importations et moins des 3/5 des exportations.

(1) Il y a en outre 16.000 réfugiés en Zambie (1971), en provenance surtout de l'Angola, de la Namibie et du Mozambique. D'autre part, il y a 13.000 réfugiés zambiens au Zaïre (secte Iumpa).

(2) Pour le réseau des transports, voir la carte n° 9.

Ce résultat remarquable, ainsi que coûteux, fut atteint grâce, en particulier, à l'amélioration et à la reconstruction de la grande route du nord vers la Tanzanie et de la grande route de l'est vers le Malawi (avec assistance BIRD) et à la construction de l'oléoduc entre le Copperbelt et Dar-es-Salaam (ENI - prêt italien).

Cependant, les délais de route des marchandises importées par Dar-es-Salaam sont tellement longs (environ 10 mois pour l'Europe, contre 2 à 3 mois par les ports de Beira et Benguela) que le gouvernement zambien a récemment relâché son interdiction jadis rigide d'importer par le sud (1).

2.3.1. Transports routiers

La Zambie disposait en 1967 de 33.500 km de routes, dont 1.600 km bitumées et 4.600 améliorées. Il y avait 8 km de routes à viabilité permanente pour 1.000 km², une des densités les plus basses d'Afrique.

Routes internationales

Dans l'attente de trouver un financement pour le chemin de fer "Tan-zam" on a renforcé le Great North Road de Lusaka à Dar-es-Salaam qui, en 1965, devint l'axe principal de transport de la Zambie. Une société d'économie mixte - la plus grande société de transports en Afrique (la Zambia - Tanzania Road Services) - créée en 1966 avec un capital supérieur à 5 millions de \$ (35 % de chacun des deux Etats, 30 % ENI) assure les transports avec une flotte de 450 trains routiers de 30 tonnes (sur 2.000 en service sur la route). Elle transporte du cuivre zambien, ainsi que de grandes quantités de marchandises importées (2). Encore qu'une section de cette route soit revêtue, la circulation y est difficile (les chauffeurs l'appellent "Hell run"). Elle est quasi impraticable en saison de pluies. Le débit n'a jamais dépassé 10.000 tonnes par mois. Cependant le bitumage de toute la route est en voie d'achèvement. Il est inutile d'épiloguer sur le prix de revient de la tonne kilométrique transportée ainsi sur 2.200 km. C'était là ce qui pouvait le mieux justifier la construction du chemin de fer.

Le bitumage de la Great East Road (vers le Malawi) vient d'être terminé (fin 1970). On envisage en outre de relier la Zambie avec le Botswana par une route à viabilité permanente.

Les événements politiques récents ayant abouti à concentrer les investissements routiers sur les routes internationales, le réseau routier intérieur a souffert, aussi bien pour son extension que vraisemblablement pour son entretien. Cependant, un effort a récemment été porté sur l'amélioration du réseau routier intérieur : les routes

(1) Le 31 janvier 1972, le Ministre des Finances a déclaré que, à cause de difficultés budgétaires, les licences d'importation seront dès maintenant octroyées seulement pour les achats sur les marchés les moins chers.

(2) Sur 3 camions qui reviennent de Zambie, un est vide du fait que ce pays ne remplit pas son engagement de faire transiter chaque mois 25.000 t de cuivre par Dar-es-Salaam.

Livingstone - Seseka, Lusaka - Kalomo, Kalomo - Mongu, ainsi que la liaison Feira - Great East Road seront terminées en 1972. En outre on envisage d'améliorer la route reliant Lusaka au Copperbelt, ainsi que les routes dans le Copperbelt lui-même et quelques routes de la province orientale (travaux en cours sur la route Chingola - Sowezi).

Si l'on veut augmenter la production vivrière, il semble urgent d'étendre le réseau des routes à viabilité permanente reliant les zones agricoles les plus prometteuses aux centres urbains et au chemin de fer ("feeder roads").

Le parc automobile en 1967 était de 70.000 véhicules de tous types (dont 30 % étaient véhicules commerciaux), plus important que ceux de la plupart des pays d'Afrique tropicale, Côte d'Ivoire incluse. Son taux d'accroissement est très élevé après l'indépendance : + 12,2 % entre 1965 et 1967 (contre 5,0 % entre 1960 et 1965).

2.3.2. Transports ferroviaires

La longueur des voies ferrées zambiennes est de 1.099 km de 1,067 m d'écartement, avec une densité de 1,5 km aux 1.000 km², une des plus basses d'Afrique (moyenne 2,6 km aux 1.000 km²).

La construction du réseau ferroviaire zambien, justifiée essentiellement par les rapports valeur/poids assez élevés des ressources minières de la région a commencé au début du XXe siècle avec la ligne Broken Hill - Livingstone, à travers la Rhodésie (qui disposait déjà d'un réseau ferroviaire développé). Successivement (1928) fut construite la ligne Broken Hill - frontière du Zaïre, dont la seule justification était d'approvisionner les mines de cuivre du Katanga en charbon rhodésien (gisements de Wankie). Cependant elle devint utilisable aussi bien pour l'évacuation du cuivre zambien vers la côte atlantique dès que la ligne reliant le Katanga à Lobito Bay (Angola) fut terminée (1931). En 1967, le tiers du cuivre zambien fut exporté par cette ligne. Deux embranchements, à la hauteur du Copperbelt, desservent des gisements cuprifères au départ de Ndola, l'un vers Roan Antelope, l'autre, qui bifurque à Chambisi, atteint Mufulira et Bancroft. Un seul autre tronçon ferroviaire fut construit depuis lors, celui reliant Livingstone à des exploitations forestières au nord-ouest de la ville, afin d'acheminer le bois vers les scieries du Zambeze. Il s'agit d'une ligne privée, la Zambezi Mills Railways. La prolongation de la ligne de Mulobezi à Sesheke (160 km) sera complétée à fin 1972 (coût 785 mio de \$). En outre, on a commencé la construction d'un tronçon ferroviaire reliant la mine de charbon de Maamba à Choma (2,8 mio de \$) (voir carte n° 5 à la p. 8).

Parmi les deux lignes internationales dont il était question depuis longtemps, c'est-à-dire celle de Sinoia (au nord de Salisbury) à Kafue (au sud de Lusaka) et celle de Ndola à Dar-es-Salaam, seule la seconde est en construction pour des raisons surtout politiques (1) (voir carte n° 5).

Les travaux du chemin de fer "Tan-Zam" ont commencé en 1971 avec l'aide et l'assistance chinoise, après une étude défavorable de la BIRD qui entraîna les refus de plusieurs pays de participer au projet. La longueur totale de la ligne serait d'environ 1.900 km (2.500 ponts et viaducs) car pour pallier les inconvénients résultant de la différence des écartements, une seconde voie parallèle à la ligne Kidatu - Kilosa - Dar-es-Salaam (faite par les Allemands avant la 1ère guerre mondiale, à voie métrique) a été construite. Le projet est financé par la Chine, qui a octroyé à cet effet un prêt sans intérêt de 420 mio de \$\$. Le projet emploie 4.700 experts chinois et 7.000 ouvriers recrutés en Zambie et Tanzanie. Le "Tan-Zam" trouvera, dans la mise en valeur des districts frontaliers de Zambie et de Tanzanie, tous deux laissés un peu à l'abandon jusqu'ici, un trafic non négligeable. La capacité de transport initiale sera de 2 millions de tonnes par an dans chaque direction avec 18 trains par jour (9 aller et 9 retour). Elle atteindra 3,5 millions de tonnes/an avec 34 trains par jour (17 aller et 17 retour).

La "Tan-Zam" dont les délais de construction sont estimés à 5 ans (2) devra être complétée par une extension du port de Dar-es-Salaam, dont le financement reste à trouver (la BIRD a cependant promis un prêt de 60 mio de \$ environ pour le développement des ports de l'est africain).

Une extension ultérieure du chemin de fer zambien pourrait être seulement justifiée par la découverte d'autres ressources minières exploitables placées loin du réseau actuel.

La Zambie est avec la Mauritanie le seul pays de l'Afrique tropicale "noire" où la densité du trafic ferroviaire marchandises a dépassé un million de tonnes/km au km de voie.

En 1957, la Rhodésia Railways devait 60 % de ses revenus zambiens à l'industrie du cuivre. En 1960 elle employait 5.875 africains en Zambie et payait les taux de salaire les plus élevés après l'industrie du cuivre. En 1970 le personnel ferroviaire comptait 7.000 agents.

(1) La Zambie ayant décidé d'atteindre une véritable autonomie économique et politique, des mesures de rétorsion furent en effet prises par les chemins de fer rhodésiens et sud-africains. Il paraît cependant peu probable que la Rhodésie exerce un blocage des transports vers la Zambie à cause de la part non négligeable de capitaux sud-africains investis dans l'industrie du cuivre.

(2) Cependant les premières livraisons du matériel roulant chinois sont attendues dans peu de temps ; les premiers 500 km de la ligne (Dar-es-Salaam - Mlimba) sont déjà ouverts au trafic.

Depuis quelques années la situation du chemin de fer s'est lentement dégradée, la presque totalité des cheminots qualifiés ayant regagné le sud au moment de la rupture de la Fédération de Rhodésie. Un vaste programme quinquennal d'expansion de l'équipement ferroviaire et du matériel roulant sera vraisemblablement financé par un prêt japonais (42 mio de \$). La Zambia Railways enregistre un déficit annuel d'environ 4,2 milliards de UC. Toute l'organisation des chemins de fer devrait être repensée si l'on voulait mettre fin à une telle situation financière. Entre juillet 1967 et juin 1968 il a été relevé 455 accidents (dont 364 déraillements, le reste collisions ou accidents à des passages à niveau). Une mission canadienne comprenant des spécialistes de la gestion et de l'exploitation ferroviaire, s'est installée à Kitwe. Des ateliers ferroviaires pour la réparation et l'entretien du chemin de fer, des locomotives et du matériel roulant ont été construits par une firme anglaise à Kabwe.

2.3.3. Transports maritimes

La Zambie n'étant dotée d'aucun accès direct à la côte, ne possède qu'un port lacustre sur le lac Tanganyka. Pour les échanges extérieurs elle doit donc utiliser presque exclusivement des ports étrangers : Beira (Mozambique), Dar-es-Salaam (Tanzanie), Benguela (Angola) et Laurenço Marquez (Mozambique) par ordre d'importance. L'importance du second est en croissance rapide (35 % des exportations de cuivre en 1969) mais il est gravement congestionné (1). On envisage d'en augmenter la capacité et de construire en plus un autre port en Tanzanie pour satisfaire aux nécessités zambiennes. Il est fort probable que dès 1973, après le doublement de la capacité du port Mozambicain de Ndola (150.000 t à présent), l'importance de ce dernier devienne notable.

L'East African Shipping Line, créée en 1966 avec la participation des gouvernements du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la Zambie et d'une compagnie de navigation privée, possède en propre 4 navires en plus des 8 navires affrétés, et a passé commande d'un autre navire.

2.3.4. Transport aérien

La Zambie possède trois grands aéroports à Lusaka, Ndola et Livingstone dont le premier est de classe internationale et les autres le seront bientôt et plusieurs aérodromes (Broken Hill, Bulowale, Nchanga, Kasama, Abercorn, Fort Jameson, etc.). La Air Zambie a le monopole du service intérieur.

(1) M.B. Sharma, président de la Chambre de Commerce de Lusaka, estime que si la National Transport Corporation n'améliore pas ses services, les 20.000 t de marchandises qui s'entassent actuellement à Dar-es-Salaam ne pourront être évacuées avant 1975, date prévue pour l'achèvement des travaux du chemin de fer Tan-Zam (cause principale de l'entassement). La Zambie pourrait, donc, se tourner (de nouveau) vers le sud pour trouver une solution, en particulier, si une voie ferrée était construite vers le Malawi donnant ainsi accès au port mozambicain de Nacala (Marchés Tropicaux 20 octobre 1971).

Le trafic aérien a augmenté substantiellement depuis l'indépendance. De 17.624 avions étrangers qui ont touché la Zambie en 1964, le trafic a atteint 25.023 avions en 1968 (+ 9 % par an), mais il s'est réduit pour la première fois en 1969 (23.964 arrivées). Le fret total chargé et déchargé (courrier exclu) était de 687 tonnes en 1964, mais de 5.318 tonnes en 1968 et de 8.787 tonnes en 1969 (dont 6.828 déchargées) signe des difficultés à l'importation relevant des moyens de transport alternatifs.

Un accord aérien à long terme a été signé le 11 janvier 1971 entre la Zambie et le Malawi, aux termes duquel, Air Malawi desservira Ndola et Lusaka via Chipata et Kafue, alors que les lignes aériennes zambiennes opéreront entre Blantyre, Tananarive, la Réunion et l'Ile Maurice.

III. EVOLUTIONS ET STRUCTURES ECONOMIQUES

3.1. Agrégats macro-économiques

Au début des années '20 la Zambie était sans doute l'un des pays les plus arriérés du monde. Sa véritable croissance économique commence seulement entre les années '20 et '30 avec le développement de l'industrie minière qui domine l'économie du pays depuis lors. L'entrée en production de nouvelles mines (comme en 1956 et 1959) ainsi que les prix internationaux des produits miniers (surtout le cuivre) ont eu des effets importants sur la formation du PIB.

Le PIB aux prix 1964 serait passé de 156 millions de \$ en 1938 à 248 millions de \$ en 1950 (+ 3,9 % par an), à 685 millions de \$ en 1964 (+ 7,5 % par an) et à 1.047 millions de \$ en 1968 (+ 10,5 % par an) (1). Le rythme de développement s'est ralenti pendant les années précédant l'indépendance (+ 3,5 % par an entre 1960 et 1964) surtout à cause de la DUI de la Rhodésie.

Le PIB s'étant accru depuis 1938 à un taux bien supérieur à celui de la population, le PIB per capita (aux prix de 1964) a augmenté rapidement, passant de 100 \$ environ en 1950 à 195 \$ en 1964 et à 260 \$ en 1968. Le PIB per capita aux prix courants du marché avait atteint 340 \$ en 1968, ce qui situe la Zambie au deuxième rang des pays d'Afrique tropicale après le Gabon (525 \$ en 1968) et avant le Liberia (310 \$), la Côte d'Ivoire (265 \$) et le Ghana (245 \$). Les estimations les plus récentes sur le PIB en 1969 indiquent une augmentation de 15 % par rapport à 1968 ce qui porterait le PIB per capita à plus de 400 \$. Cependant en 1971 le PIB aurait baissé à 1.400 millions de \$, ce qui reporterait le PIB per capita au niveau de 1968 (2).

Les données du tableau III.1. ne donnent pas une indication sur le développement de la production physique, à cause des effets des "termes d'échanges". Si ces derniers sont exclus, on verrait que la croissance de la production physique se réduit à 5,5 % par an entre 1965 et 1969 (elle est négative en 1966 : - 4,5 %, à cause de la DUI de la Rhodésie).

(1) Entre 1964 et 1968 plus de la moitié de l'accroissement du PIB dérivait de l'augmentation des prix du cuivre.

(2) Tous ces chiffres sont calculés aux taux de change officiels de 1968. Si l'on compare par exemple la Zambie avec les trois pays de l'Afrique de l'Est (PIB par tête entre 100 \$ et 120 \$) la Zambie, tout en étant plus riche, ne les devance pas autant que son PIB par tête de 400 \$ le suggère, à cause d'un niveau de prix beaucoup plus élevé.

ZAMBIE : P.I.B. ET POPULATION
(INDICE 1964=100) (1971 : ESTIMATION)

----- P.I.B. A PRIX CONSTANTS
——— POPULATION

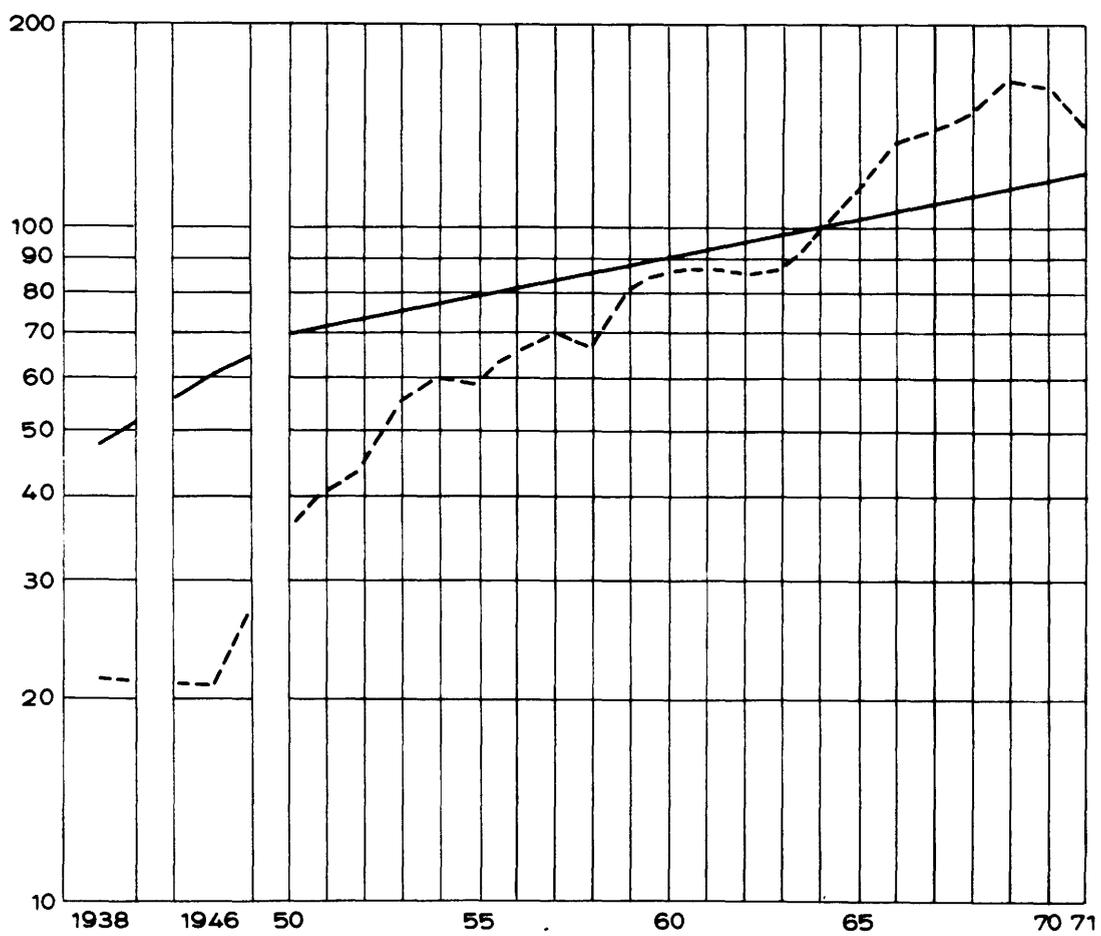


Tableau III.1

Evolution du PIB aux prix de marché (secteur monétaire)

Année	à prix courants		aux prix 1964	
	Millions ₤	Indice (1964 = 100)	Millions ₤	Indice (1964 = 100)
1938	35	5	156	23
1945	42	6	147	22
1950	164	24	248	36
1951	239	35	284	41
1952	270	39	308	45
1953	314	46	376	55
1954	391	57	413	60
1955	482	70	403	59
1956	538	79	451	66
1957	448	65	471	69
1958	399	58	459	67
1959	532	78	555	81
1960	586	86	597	87
1961	569	83	598	87
1962	561	82	592	86
1963	588	86	604	88
1964	685	100	685	100
1964 révisé	703	100	703	100
1965	910	129	831	118
1966	1.095	156	943	134
1967	1.247	177	991	141
1968	1.386	197	1.047	149
1969 (*)	1.620	230	...	...
1970 (*)	1.540	220	...	...
1971 (*)	1.250	178	...	...

(*) Chiffres estimés.

Sources : 1938 : Phyllis Deane, The Measurement of Colonial National Incomes, National Institute of Economic and Social Research, Occasional Paper, n° 12 (Cambridge University Press, 1948), cap. 3; and Colonial Social Accounting (Cambridge Univ. Press, 1953).

1945-1953 : National Income and Social Accounts of Northern Rhodesia, 1945-1953, Federation of Rhodesia and Nyassaland, Central Statistical office (Salisbury, Govt. Printer, 1954), Table 2.

1954-1957 : Monthly Digests of Statistics, Central Statistical Office, Lusaka.

1958-1968 : Monthly Digest of Statistics, Dec. 1970.

Les chiffres dérivés des sources ci-dessus sont basés sur les mêmes méthodes de calcul, sauf différences mineures (pour 1954-1959, le PIB du Monthly Bulletin of Statistics est entre 11 % (1954-1956) et 18 % (1957-1959) supérieur aux chiffres publiés dans le National Accounts of Rhodesia and Nyassaland, 1954-1959, Salisbury, Govt. Printer 1960).

Pour les données à prix constants avant 1954, on a retenu les estimations calculées par Robert E. Baldwin, Economic Development and Export Growth ; A study of Northern Rhodesia, 1920-1960, University of California Press, 1966, p. 30.

Tableau III.2

PIB par secteur d'origine au coût des facteurs

(en Mio de \$)

	1954		1960		1964		1968		1969 (*)		1970 (*)		1971 (*)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
1. Agriculture, sylviculture et pêche	43,2	11,3	62,4	11,0	74,6	11,5	92,0	8,3	95	5,5	102	6,3	112	8,0
2. Mines et métallurgie de base	220,8	57,8	295,1	51,8	309,1	47,5	353,5	31,7	922	53,3	676	41,6	428	30,6
3. Industrie	12,6	3,3	23,6	4,1	39,5	6,1	106,7	9,6	112	6,5	115	7,1	112	8,0
4. Construction	24,5	6,4	28,0	4,9	28,0	4,3	88,3	7,9	106	6,1	146	9,0	140	10,0
5. Energie	1,1	0,3	11,3	2,0	7,0	1,1	17,2	1,5	18	1,0	24	1,5	28	2,0
6. Administration	8,5	2,2	20,3	3,6	29,7	4,5	64,1	5,7	66	3,8	105	6,4	112	8,0
7. Education et santé	5,2	1,4	12,6	2,2	27,4	4,2	57,7	5,2	67	3,8	78	4,8	84	6,0
8. Autres services	65,8	17,2	117,0	20,5	135,6	20,8	334,9	30,1	343	19,8	380	23,4	385	27,5
dont :														
Commerce	(25,3)	(6,6)	(40,4)	(7,1)	(64,1)	(9,8)	(160,3)	(14,4)	(159)	(9,2)	(182)	(11,2)	(170)	(12,1)
Transports et communications	(13,5)	(3,5)	(29,4)	(5,2)	(28,8)	(4,4)	(67,3)	(6,0)	(76)	(4,4)	(85)	(5,2)	(98)	(7,0)
TOTAL	381,7	100,0	570,3	100,0	650,9	100,0	1.114,4	100,0	1.730	100,0	1.626	100,0	1.400	100,0

(*) Estimation (arrondis)

Les années 1969-1971 ne sont pas comparables avec les années précédentes, étant donné que les premières incluent dans le secteur 2 les "royalties" minières, la taxe minière et les taxes à l'exportation. Le chiffre du secteur 2 comparable pour 1968 est de 544 Mio de \$ et le PIB total de 1.300 Mio de \$.

Source : Monthly Digest of Statistics Dec. 1970 et Dec. 1964; Africa Development, oct. 1971 (pour 1969-1971).

Quant à la composition sectorielle du PIB, les mines et la métallurgie de base occupaient encore la première place en 1971 avec 31 % du PIB, suivies par l'industrie (y compris la construction et l'énergie) avec 20 %, le commerce avec 12 % et l'agriculture avec 8 % (cf. tableau III.2).

Pendant les années '60 l'économie zambienne a sans doute subi des transformations structurelles, mais pas aussi significatives que semble l'indiquer le tableau III.2 (cfr. la note 1 paragraphe 3.2.3.). Le déclin relatif des industries minières et de la métallurgie de base, ainsi que celui plus réduit de l'agriculture ont été compensés par l'augmentation substantielle de l'importance relative des services (surtout le commerce) et de l'industrie.

L'examen des formes d'utilisation du PIB montre depuis 1954 un accroissement relatif constant de la consommation publique (+ 20 % par an en termes absolus), tandis que la proportion de la consommation privée par rapport au PIB est restée presque constante. On peut considérer la croissance de la consommation totale comme raisonnable mais, puisque l'augmentation de l'emploi a été limitée, la consommation par employé a été trop rapide. Environ la moitié de l'accroissement du PIB entre 1964 et 1968 a été utilisée pour financer l'augmentation de la consommation et l'accroissement des services sociaux (cf. tab. III.3.).

De 1954 à 1968 le taux d'investissement se situait aux environs de 21 % du PIB. Celui-ci, s'étant accru pendant la même période de 6 % par an à prix constants (voir tableau III.1, dernière colonne), on peut en déduire que l'effort d'investissement consenti par la Zambie a été assez productif (coeff. de capital 3.5.)

Tableau III.3

Utilisation du PIB aux prix de marché

(en Mio de \$)

	1954		1960		1964		1968		1969 (*)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
1. Consommation privée	186	47,3	282	48,1	350	49,8	683	49,3	719	42,0
2. Consommation publique	26	6,7	59	10,1	83	11,8	177	12,8	209	12,3
3. Formation brute de capital fixe	103	26,8	106	18,2	107	15,2	343	24,7	325	19,1
4. Variation des stocks	- 17	- 4,4	+ 33	5,6	- 26	- 3,7	+ 79	5,7	+ 21	1,2
5. Solde de la balance commerciale	92	23,9	105	18,0	198	28,1	104	7,5	436	25,6
6. PIB (1 + 2 + 3 + 4 + 5)(1)	<u>385</u>	<u>100,0</u>	<u>586</u>	<u>100,0</u>	<u>703</u>	<u>100,0</u>	<u>1.386</u>	<u>100,0</u>	<u>1.710</u>	<u>100,0</u>
7. Revenus des facteurs transférés	- 64	-16,7	- 72	-12,4	- 97	-13,8	- 73	- 5,3	- 83	- 4,9
8. PNB	321	83,3	514	87,6	606	86,2	1.313	94,7	1.627	95,1
9. Dépréciation	16	4,2	32	5,4	40	5,7	83	6,0	75	4,4
10. PNN	304	79,1	482	82,2	566	80,5	1.230	88,7	1.552	90,7

(*) Estimations du Ministère du Développement et des Finances (le PIB diffère du tableau III.1 qui donne un chiffre plus récent.)

(1) Quand le total ne correspond pas, la cause est due à une discordance statistique avec les chiffres du PIB approchés par la production, qui ont été retenus ici.

Source : Monthly Digest of Statistics, 1970.

Après la dépression pré-indépendance, la reprise économique a été impressionnante, surtout grâce au programme d'émergence d'investissements publics en 1967 et 1968. Ces derniers se sont accrus de 52 % par an entre 1965 et 1968. Ce sont surtout les investissements dans l'industrie, le transport et le commerce qui ont progressé le plus. Les investissements ont baissé en 1969.

Comme le tableau III.4 l'indique, la part des salaires dans le PIB a augmenté de façon discontinue jusqu'à en représenter presque la moitié en 1968, ce qui signifie que la croissance économique a été accompagnée par une inégalité croissante dans la distribution des revenus. Les impôts indirects sont montés en flèche après l'indépendance (18,4 et 21,4 % du PIB respectivement en 1965 et 1966) contre 8 % en 1964.

Tableau III.4

PIB et PNB approchés par les revenus (à prix courants)

(en Mio de \$)

	1954		1960		1964		1968	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
1. Salaires	139	37,2	233	41,6	283	43,5	542	48,7
2. Amortissement	16	4,3	32	5,7	40	6,1	84	7,5
3. Revenus bruts d'exploitation : Auto-consommation	32	8,6	45	8,0	48	7,4	69	6,2
4. Autres	188	50,2	250	44,6	281	43,2	420	37,7
5. <u>PIB coût des facteurs</u>	<u>374</u>	<u>100,0</u>	<u>560</u>	<u>100,0</u>	<u>651</u>	<u>100,0</u>	<u>1.114</u>	<u>100,0</u>
6. Impôts indirects nets (1)	9	2,4	26	4,6	52	8,0	271	24,3
7. <u>PIB prix marché</u>	<u>385</u>	<u>102,9</u>	<u>586</u>	<u>104,6</u>	<u>703</u>	<u>108,0</u>	<u>1.386</u>	<u>124,4</u>
8. Revenus des facteurs transférés	- 64	-17,1	- 72	-12,9	- 97	-14,9	- 73	- 6,5
9. PNB prix marché	321	85,8	514	91,7	606	93,1	1.313	117,9

(1) Royalties inclus.

Source : Monthly Digest of Statistics, Dec. 1970 et nos calculs.

Quant à la répartition régionale du PIB, les dernières données disponibles remontent à 1964 :

Tableau III.4.a

PIB au coût des facteurs par régions (1964)

Provinces	TOTAL		Par tête	
	Mio \$	%	\$	Index (Pays = 100)
1. <u>Line of Rail</u>	<u>583,3</u>	<u>88,8</u>	<u>370</u>	<u>207</u>
Western (Copperbelt)	429,8	65,4	739	412
Central	103,0	15,7	199	111
Southern	50,5	7,7	104	58
2. <u>Autres provinces</u>	<u>73,6</u>	<u>11,2</u>	<u>36</u>	<u>20</u>
Northern	20,2	3,1	34	19
Eastern	20,6	3,1	39	22
Barotse (Western)	13,0	2,0	34	19
North Western	7,7	1,2	36	20
Luapula	12,1	1,9	34	19
3. <u>Zambia</u>	<u>656,9(1)</u>	<u>100,0</u>	<u>179</u>	<u>100</u>

(1) Ne correspond pas exactement au chiffre indiqué dans le tableau III.4

Source : Premier Plan Quinquennal (1966-1970). Entre parenthèses, l'ancienne dénomination

La province du Copperbelt concentre à elle seule (1964) 65 % du PIB total, avec un PIB par tête quatre fois plus élevé que la moyenne du pays et 20 fois plus élevé que celui des provinces ne se trouvant pas sur le line of rail. Toutes les autres données qu'on peut rassembler confirment ce déséquilibre (1). Un tel déséquilibre régional s'est probablement aggravé depuis lors, étant donné que le premier plan quinquennal (1966-1970) prévoyait de concentrer 77 % des investissements (2) dans le line of rail et avait prévu que, sur une augmentation du PIB d'environ 550 Mio de \$, 80 % de l'accroissement proviendraient des régions sur le line of rail (notamment plus de 270 Mio de \$ dans le Copperbelt).

3.2. Les grands secteurs de production

3.2.1. L'agriculture

a) Agriculture proprement dite

Près de la moitié de la population zambienne dépend de l'agriculture, mais cette dernière ne contribue que pour presque 8 % au PIB. Environ 60 % du produit agricole (y inclus l'élevage et la pêche) n'est pas commercialisé. Les produits agricoles représentent à peu près (moyenne 1967-1969) 1,3 % des exportations (notamment tabac, maïs, arachide et bois), mais presque 10 % des importations (notamment viande, produits laitiers, blé, sucre). Le déficit de la balance commerciale des produits agricoles tend à s'aggraver (3).

La valeur de la production de subsistance (largement estimée) se serait accrue de 41 à 54 millions de \$ entre 1964 et 1967, compte tenu de l'accroissement de la population et d'une correction pour l'augmentation des prix. Les produits principaux sont : le maïs, l'arachide (dans l'Eastern Province), le sorgho, le mil et les haricots.

La plus grande part de la production agricole commercialisée est concentrée le long du "line of rail" dans les provinces du Centre et du Sud, mais des quantités notables proviennent aussi de la province de l'Est (notamment arachide) et du Copperbelt. La moitié est produit par quelques centaines d'agriculteurs commerciaux, surtout expatriés, le reste est dû à quelques agriculteurs africains modernisés et à la masse des agriculteurs traditionnels dont les niveaux de productivité sont très réduits (voir tableau III.5 et, pour la production vivrière, la carte n° 6).

(1) Par exemple, un quart des écoliers primaires et secondaires se trouvent dans la province du Copperbelt, où le taux d'accroissement de la population dépasse 15 % par an.

(2) 90 % si l'on inclut les investissements privés.

(3) Les exportations de produits agricoles étaient de 18 millions de \$ en 1967, 10 millions de \$ en 1968 et 7 millions de \$ en 1969; pendant la même période, les importations de produits vivriers (les huiles comestibles incluses) augmentaient de 25 % pour atteindre 42 millions de \$.

Les efforts déployés avant l'indépendance par les agriculteurs modernisés pour diversifier la production - portant, notamment, sur le coton, le café, le blé, l'arachide, les agrumes et le tabac - n'ont pas eu un succès incontestable, à cause des conditions climatiques, du sol (la terre "cultivable" constitue une part négligeable de la superficie totale du pays), des maladies des plantes, etc. Seul le tabac est devenu un produit important, et il est le seul aussi dont le développement n'a pas dépendu directement ou indirectement de l'industrie minière.

Quant à l'agriculture commercialisée, la diminution constante des fermiers européens (environ 1.200 en 1964 et 600 en 1970) a eu un impact substantiel négatif sur la production, surtout pour le tabac, et dans une moindre mesure pour le maïs, le lait, le coton et le sucre. Mais les fermiers africains ont augmenté notablement leur production commercialisée surtout de coton, de maïs et de volailles, répondant ainsi favorablement aux incitations des prix et aux opportunités qui leur sont offertes d'utiliser des techniques améliorées. Au niveau de la production globale, des progrès ont été réalisés surtout dans la culture du coton et dans celle de la canne à sucre dont chacune permet, à l'heure actuelle, de couvrir la moitié des besoins locaux et, dans une moindre mesure, dans celles des volailles et du café (voir tableau III.5). La production de tabac qui avait augmenté substantiellement en 1971 semble de nouveau en voie de réduction à cause des prix plus attractifs fixés par le gouvernement pour le maïs. La première production locale de thé est prévue pour 1974 (projet de Kawambwa), ce qui permettra de diminuer de 15 % les importations de ce produit. Quant au coton, on pense atteindre l'autosuffisance (9.000 t, correspondantes à la capacité de l'usine textile de Kafue) en 1972.

Le maïs, dont la consommation locale est estimée à 350 mille tonnes, est le premier produit agricole du pays. Sa production augmenta rapidement entre 1964 et 1966, grâce à un niveau de prix garantis (pré-planting prices) favorable et à l'introduction de semences sélectionnées, devenant même un produit d'exportation (avec profit vers le Zaïre, mais avec une sérieuse perte vers la Chine). Mais la réduction du prix garanti aux producteurs, ainsi que le départ de beaucoup de fermiers étrangers et de mauvaises conditions climatiques provoquèrent une forte réduction de la production de maïs en 1968-1970 obligeant la Zambie à en importer pour presque 12 millions de \$ en 1969 et en 1970. Cependant, la production de maïs a atteint un record de 4,5 millions de sacs en 1971, grâce à un climat meilleur, à des prix plus élevés aux producteurs (1) et à des coûts plus réduits pour les fertilisants (2).

Parmi les produits de moindre importance, les cultures maraîchères ont une valeur de production estimée entre 5 et 6 millions de \$. La production des fruits et légumes s'est fortement accrue en 1970 après l'interdiction d'importer des produits sud-africains

(1) Le prix garanti était de 3,50 kg par sac en 1970/1971 (contre 2,90 kg - 3,10 kg par sac précédemment), et pour une période de 3 ans (contre 1 an précédemment).

(2) En 1971, 87,865 t de fertilisants ont été vendues contre 42,282 en 1970.

décrotée en février de la mme année. Une bonne partie n'a cependant pas pu être commercialisée à cause du manque de moyens de transport, d'emmagasinage et de conservation par le froid de l'organisme acheteur, le National Marketing Board (NAMCO). On a dû recourir à des importations (couteuses) d'Europe et du Kenya. Les goulots d'étranglement mentionnés sont en train d'être réduits par le NAMCO. A partir de juillet 1971 un prix garanti est offert pour les fruits et légumes.

Les résultats des ressources publiques affectées au secteur rural après l'indépendance ont été limités à cause du manque de travail qualifié, des insuffisances du système de distribution, des transports et du développement rapide du secteur urbain qui a provoqué la migration vers les villes d'une proportion élevée des agriculteurs les plus entreprenants.

Le système de coopératives (1.014 en 1972), en dépit de difficultés parfois graves de fonctionnement, a joué un rôle vital dans le secteur rural touchant environ 50.000 agriculteurs et ouvrant 20.000 hectares à la culture. La production des coopératives est estimée à 5,6 millions de \$ par an.

Le Gouvernement est en train de revoir les programmes d'assistance aux agriculteurs pour les rendre plus sélectifs et distribuer les subsides et crédits seulement aux agriculteurs qui sauront les utiliser avec plus d'efficacité et se passer de toute assistance ultérieure.

La Rural Development Corporation a prévu une série de projets directement productifs qu'elle entend transmettre à différents types de coopératives. Il est, cependant, possible que plusieurs projets de développement agricole soient envoyés à une date ultérieure, à moins que les cours du cuivre ne remontent.

CARTE N° 6

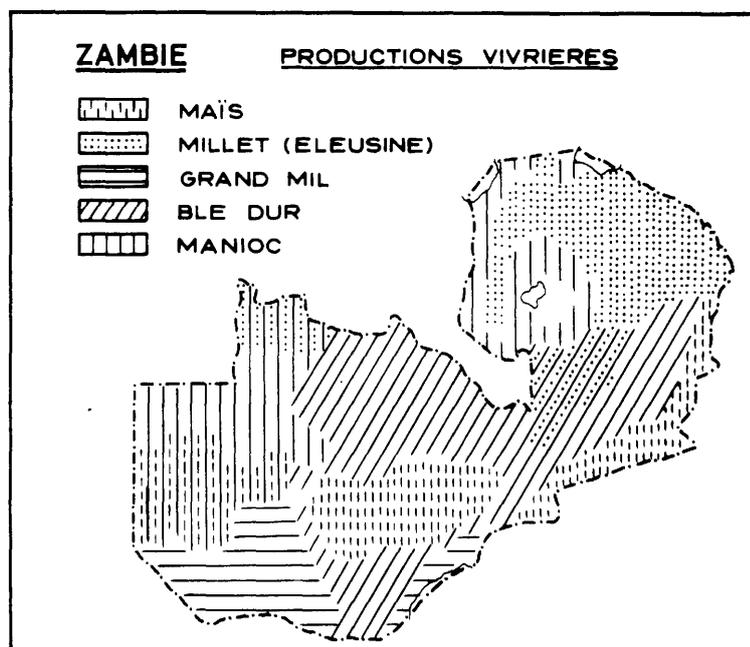


Tableau III.5

Production agricole commercialisée (1964-1969)

Produit	Valeur commerciale : moyenne 1967-1969: 000 \$ et % du total	Unité de mesure	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Maïs	13.800 : 35 % (1)	000 bags	2.139	2.802	4.162	4.131	2.748	2.750 (1)
Tabac (2)	5.860 : 15 %	000 t	12,1	7,3	7,3	5,4	6,9	5,6 (8)
Sucre	1.360 : 3 % (3)	000 t	-	-	-	-	24,0	33,5 (10)
Arachide	1.710 : 4 %	000 bags	132 (4)	73	137	201	72	100
Coton	880 : 2 %	000 t	1,8	2,5	3,6	2,0	4,7	7,6 (9)
Bétail	5.490 : 14 %	000 c (5)	67,5	...	53,4	59,7	51,1	48,3
Lait	1.790 : 5 % (6)	000 hl	179	150	146	141	142	125
Volaille et Oeufs	8.590 : 22 %							
dont : Poussins 1 jour		000	...	900	1.700	2.200	3.400	4.200
Volaille		000	...	900	1.400	2.100	3.200	4.000
Oeufs		(7)	...	1,9	2,3	3,0	4,5	8,2
Total	39.930 : 100 %		-	-	-	-	-	-

(1) Consignes au Grain Marketing Board (1 bag = 90 kg). 4,5 mio bags en 1971 (2 mio bags estimés en 1970).

(2) 98 % flue-cured.

(3) Non raffiné sur la base de K 6 par tonne de canne.

(4) Moyenne 1960-1964.

(5) Carcasses (équivalent à une moyenne de 200 kg l'une).

(6) Ventes au Dairy Production Board.

(7) Millions de douzaines.

(8) 5,3 en 1970.

(9) Environ 13,3 en 1971 contre 6,0 en 1970.

(10) 44,0 estimés en 1970 et 59,0 en 1971.

Sources : Economic Report 1969, Ministry of Development and Finance & Ministry of Rural Development; "A Review of Developments in the Zambia Poultry Industry", P.R. Francis, Senior Poultry Office; Africa Contemporan Record 1970-1971.

b) Production forestière

La production forestière zambienne ne suffit pas à satisfaire la demande intérieure en bois, surtout de conifères, dont l'importation s'élève à 450.000 m³. Cependant, elle exporte 230.000 m³ d'autres bois (1965). Depuis l'indépendance, on est en train de développer les plantations de pins (et eucalyptus) au taux de 2.000 ha par an.

c) L'élevage

L'élevage est essentiellement concentré dans les zones isolées de la province du Sud, dans les plaines de la province de l'Ouest et dans le plateau de la province de l'Est. Il y a 1,4 million de têtes de bétail dont 90 % se trouvent dans le secteur traditionnel (voir carte n° 7). Il est probable que l'exploitation ("offtake-rates") ne dépasse pas 3 %, tandis que le taux d'accroissement des troupeaux a été estimé à 4 %.

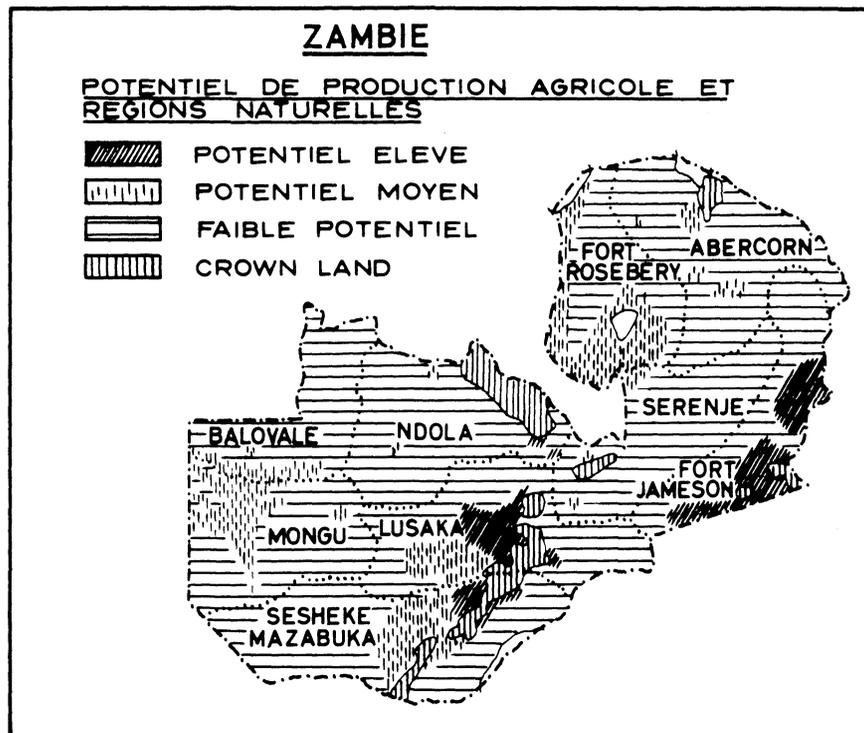
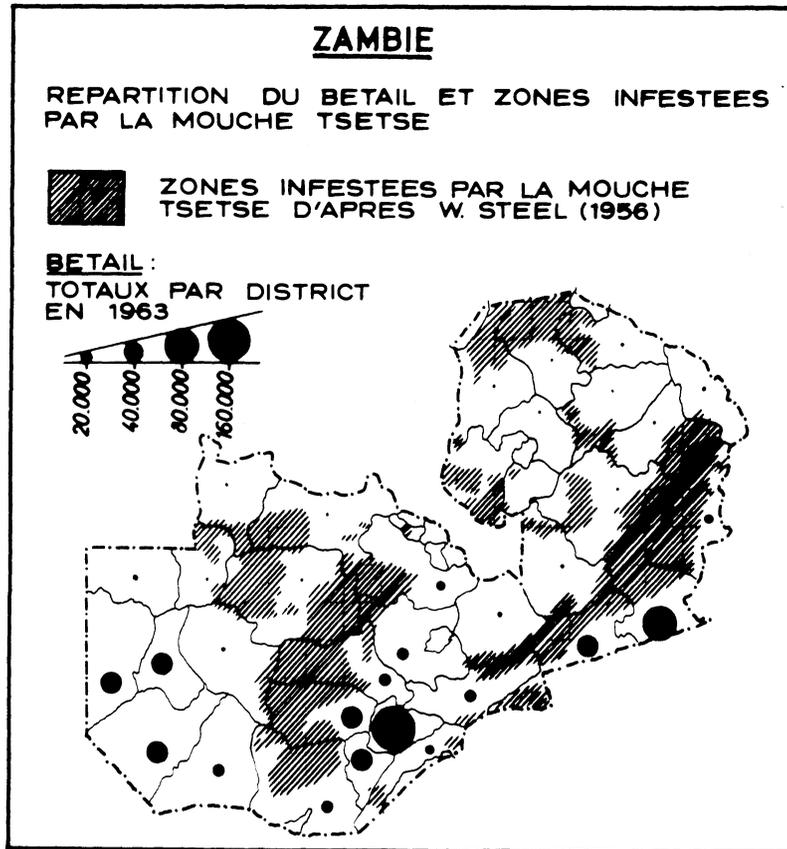
La production locale de carcasses a récemment diminué (de 60.000 en 1967 à environ 48.000 en 1969) surtout à cause de la réduction du troupeau commercial. Par conséquent, les importations ont plus que doublé entre 1967 et 1969 (66.000 carcasses en 1969). La consommation de viande augmente de plus de 10 % par an et il y a aussi une grave insuffisance de produits laitiers par rapport à la consommation du pays. Des possibilités d'investissements intéressantes existent donc probablement dans ce domaine. En 1968, la National Meat Board a augmenté de 38 % le prix offert pour la viande, le rendant ainsi égal au prix d'importation (le prix sera encore augmenté en 1972). Telle mesure vise à valoriser le bétail de boucherie et à combattre la conception traditionnelle du cheptel, symbole de richesse immobilisée ; son effet sur les éleveurs traditionnels n'est pas encore connu.

Le Gouvernement a en outre décidé d'intensifier ses efforts pour accroître le nombre de vaches laitières dans les fermes d'Etat ou subventionnées par l'Etat.

L'industrie de la volaille a rapidement accru sa production de poussins, volailles et oeufs et produit un surplus qui est exporté.

d) Pêche

La production de poissons stagne depuis l'indépendance aux alentours de 31-32.000 tonnes, dont presque la moitié provient des lacs Bangweulu et Tanganika, 35 % environ des lacs Mweru (et fleuve Luapula) et du fleuve Kafue, et le reste du lac Mweru-Wa-Mtipa et du lac Kariba.



e) Problèmes et perspectives

Le potentiel du pays pour la culture des agrumes, du coton, du riz, du tabac et d'autres produits n'a pas été encore entièrement exploité (voir carte n° 8).

Dans une mesure importante, les perspectives de production agricole en Zambie dépendent des institutions qui desservent le secteur agricole.

1) Tout d'abord, le gouvernement pourrait donner des droits d'occupation dans certaines zones des 57 millions d'ha (90 % du total) classées "trust or reserve land" utilisées à présent selon des droits coutumiers, pour encourager les fermiers et les éleveurs (ranchers) à effectuer des investissements d'amélioration.

2) Il faudrait aussi renforcer le personnel des coopératives pour améliorer leur fonction de marketing avant qu'elles ne perdent le support populaire.

3) Il est urgent d'améliorer le système de crédit agricole. A cet effet, l' Agricultural Finance Corporation a remplacé la Credit Organization of Zambia, dissoute en 1970.

4) Il faudrait parfois compter moins sur les soutiens des prix et plus sur une distribution efficace et ponctuelle des inputs de la production agricole.

5) L'établissement volontaire de paysans, sur quelques terres dépeuplées et relativement riches, mais jusqu'à maintenant dépourvues d'eau et de communications, pourrait être encouragé.

6) Quelques projets à grande échelle sont réalisables dans certaines zones favorables à la culture de produits bénéficiant de bonnes perspectives de marché, notamment le coton et l'arachide dans les provinces de l'Est, du Sud et de l'Ouest.

7) Le gouvernement pourrait développer quelques-unes des 75 à 100 "fermes abandonnées" par les Européens totalisant 40.000 ha le long du "line of rail" (bien que beaucoup aient une potentialité marginale et souffrent de mauvaises communications). Il existe un projet pilote en cours (assistance FAO).

3.2.2. Mines

En 1968, la production minière constituait 98 % des exportations et 42 % du PIB et fournissait 60 % des recettes publiques et 15 % de l'emploi salarié.

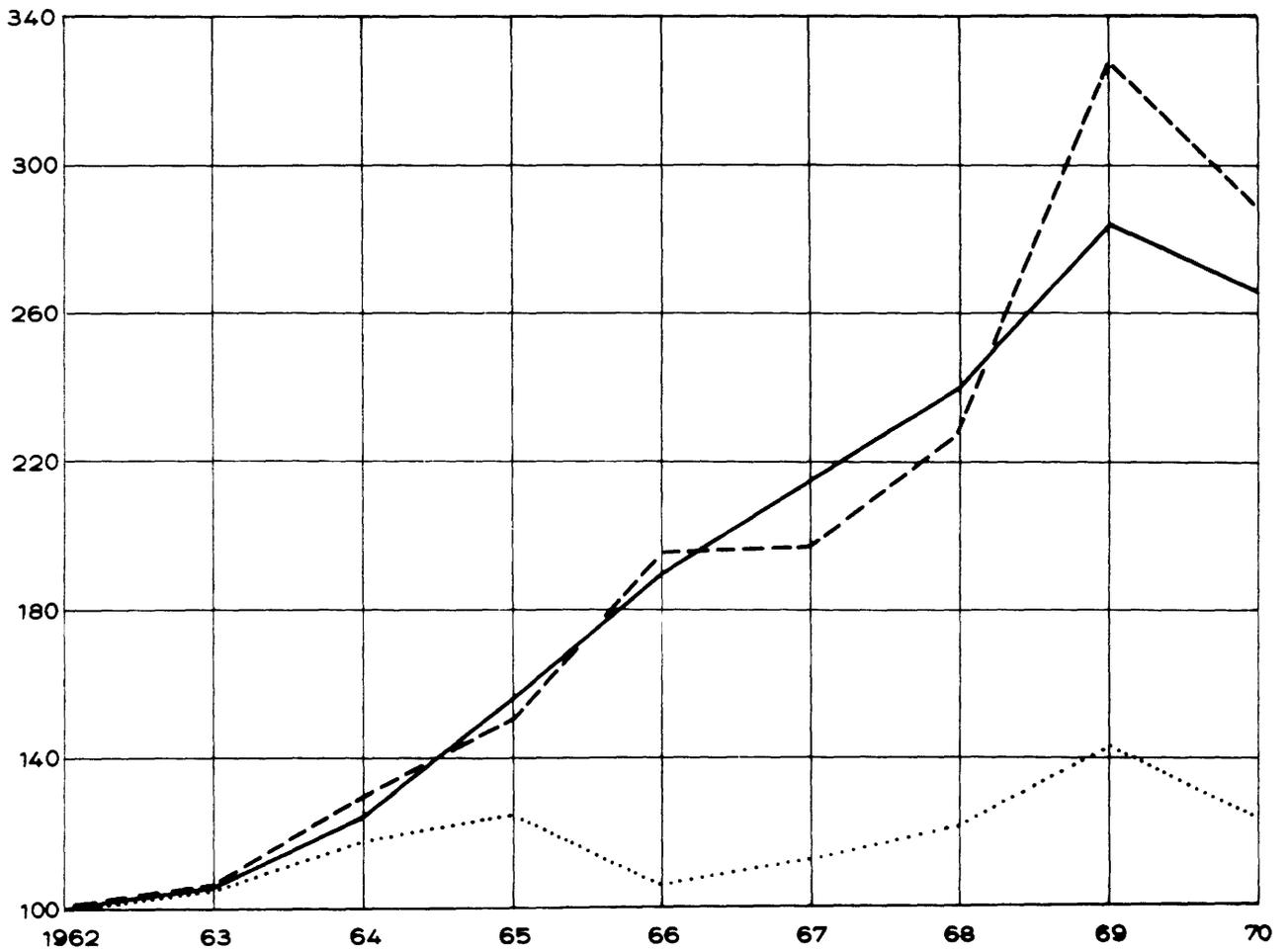
Cuivre

La Zambie vient au troisième rang des producteurs de cuivre (2ème exportateur) après les Etats-Unis et l'URSS, ayant produit 755.200 tonnes en 1969, contre 1.415.000 tonnes aux Etats-Unis et 875.300 tonnes en URSS. Le cuivre zambien représente environ 12 % de la production mondiale du cuivre. La Zambie assure avec le Zaïre plus de 90 % de la production de cuivre de l'Afrique en voie de développement.

Le "Copperbelt" zambien constitue la plus forte concentration mondiale d'industries minières du cuivre. Une surface de 110 km de long sur moins de 50 km de large renferme sept mines (dont trois quarts sont souterraines, totalisant plus de 10.000 km de tunnels), qui produisent ensemble plus de 800.000 tonnes de cuivre par an. Leurs réserves ont été évaluées à 800 millions de tonnes de minerai (13 % des réserves mondiales), avec une teneur en cuivre moyenne de 3,4 % (moyenne mondiale : 1,5 %). Les récents progrès techniques ont conduit à la découverte de quelques gisements notables dans le nord-ouest, en particulier à Kalengwa et Lumwada. Il est vraisemblable que les dépôts majeurs sont maintenant localisés, sauf peut-être dans le nord-ouest de la Zambie. Aucune des 7 villes du Copperbelt n'existerait sans les mines, qui emploient 45.000 zambiens et 5.000 expatriés, et font vivre, directement ou non, plus d'un demi-million d'habitants.

ZAMBIE : PRODUCTION DE CUIVRE
(INDICE 1962 = 100)

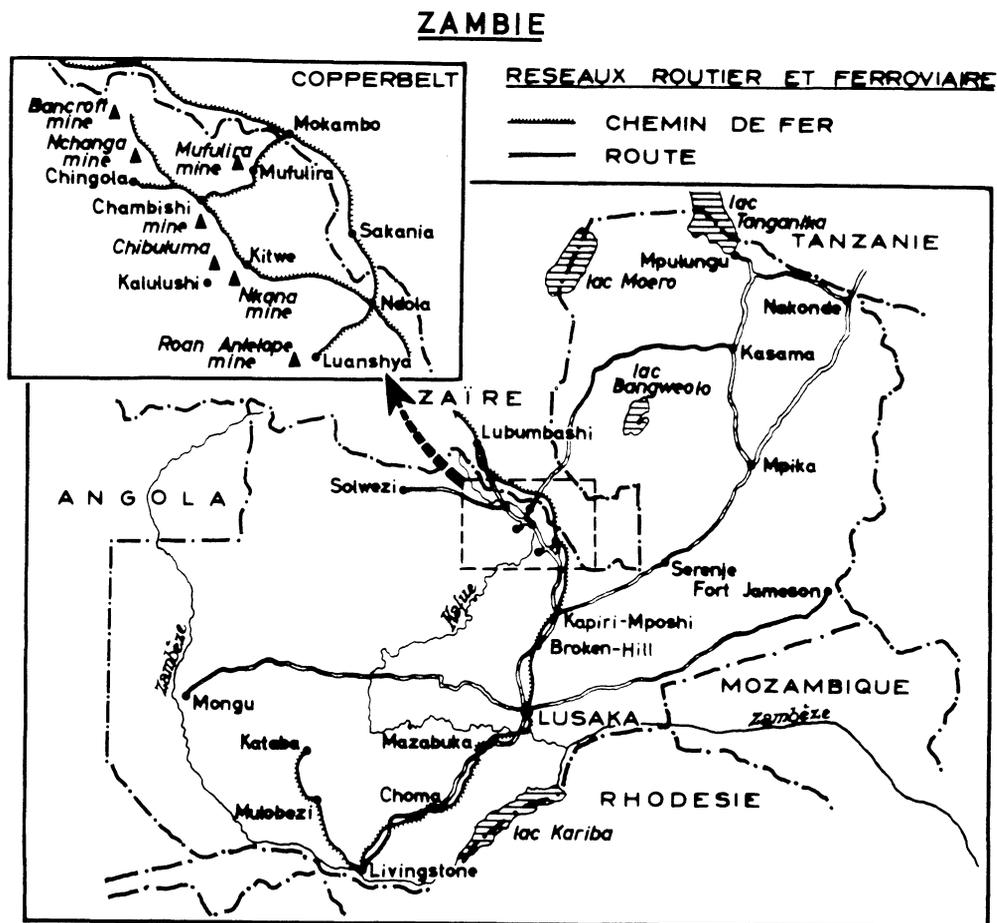
— P.I.B. AUX PRIX COURANTS
- - - PRODUCTION DE CUIVRE - VALEUR
..... PRODUCTION DE CUIVRE - TONNAGE



Les mines les plus importantes sont celles de :

- Chingola, la plus importante du Commonwealth et la seconde du monde pour la production de cuivre. En production depuis 1934, elle donne actuellement 250.000 tonnes de cuivre par an et ses réserves sont estimées à 224 millions de tonnes contenant en moyenne 4 % de cuivre.
- Mufulira, en production depuis 1933 avec une capacité de 190.000 tonnes par an en 1971 et des réserves évaluées à 163 millions de tonnes, avec une teneur en cuivre de 3,28 %. Cependant, un accident minier, qui s'est produit à la fin de septembre 1970, a réduit la production à 40.000 tonnes par an pour le proche avenir (avec une perte de production annuelle de 150.000 tonnes).
- Rokama, gisement à ciel ouvert exploité depuis 1931, qui produit actuellement 90.000 tonnes de cuivre par an, avec des réserves estimées à 124 millions de tonnes, avec une teneur en cuivre de 2,6 %. Toute la production du gisement ainsi que de plusieurs autres mines est fondue et raffinée sur place. En outre, comme sous-produit du cuivre, 1.900 tonnes par an sont produites d'un minerai de haute valeur comme le cobalt.

CARTE N° 9



Les mines de cuivre appartenaient à la Roan Consolidated Mines Ltd. (R.C.M.) et à la Nchanga Consolidated Copper Mines Ltd. (NCCM) (1). Depuis le début janvier 1970, suivant un accord signé respectivement avec la Roan Selection Trust et l'Anglo American Corporation, le gouvernement zambien participe (à travers la Mining Development Corporation - MINDECO) pour 51 % à ces sociétés. Sa participation est payée en bons (2) émis par la Zambia Industrial and Mining Corporation (ZIMCO) dont la MINDECO est une filiale.

L'accord avec les compagnies minières inclut deux clauses visant à stimuler la production minière :

- 1) le remplacement des droits de recherche à temps indéterminé octroyés aux compagnies minières sur une aire de 192.000 km² par de nouvelles concessions subordonnées à un minimum d'investissements et valables pour 3 ans sur une zone totale de 23.400 km². On espère ainsi attirer un plus grand nombre de compagnies minières;
- 2) une modification de la fiscalité, qui jadis consistait en des redevances et taxes à l'exportation (c'est-à-dire d'un système de taxation basé sur la production) aux prix de la bourse des métaux de Londres reposera désormais sur une taxe minière et sur un impôt sur les revenus, tous deux calculés selon les bénéfices (3). Ce système devrait contribuer à stimuler l'exploitation de minerais avec des teneurs en cuivre moins élevées et à ouvrir des mines nouvelles avec des coûts initiaux élevés. Les compagnies minières avaient en effet protesté contre le fait que le régime des redevances et des droits de sortie grevaient considérablement le coût des exploitations, ce qui empêchait d'extraire les minerais de faible teneur;
- 3) En outre:
si des minerais sont décelés, le permis d'exploitation est accordé pour une période n'excédant pas 25 ans;
- 4) l'"Anglo American" et la "Roan Selection Trust" doivent obligatoirement réinvestir en Zambie la moitié de leurs dividendes.

-
- (1) Il y a une troisième société, d'importance très limitée, le Kansanshi Copper Mining Co.
 - (2) Garantis par l'Etat, négociables, remboursables en US-\$ exemptes d'impôts et qui portent intérêts à 6 % l'an (la dette sera remboursée en 8 ans pour les achats au Roan Selection Trust, et en 12 ans pour ceux à la Zambia Anglo-American).
 - (3) Pour détails, voir Africa Contemporary Record, 1970-1971, et Industries et Travaux d'Outre-Mer, avril 1970.

La production du cuivre

La production du cuivre a une importance déterminante pour l'économie zambienne, comme il ressort du tableau suivant :

Contribution de l'industrie du cuivre au PIB, aux recettes publiques
et aux recettes d'exportation
1964-1969 (en pourcentage)

Année	Contribution au PIB au coût des facteurs	Contribution aux recettes publiques	Contribution aux recettes d'exportation
1964	44	44	88
1965	40	59	90
1966	45	65	94
1967	39	61	92
1968	40	58	95
1969	50*	59	95

* estimé

Sources : Monthly Digest of Statistics (Central Statistical Office,
Economic report 1969 ; Mining Year-Book of Zambia, 1969
(Copper Industry Service Bureau, Ltd.)

La production de cuivre a augmenté à un taux moyen de 3 % entre 1962 et 1970, mais d'une façon très irrégulière. D'abord, elle a été limitée volontairement (surtout à partir de 1960) par les deux compagnies minières dans un effort unilatéral de stabiliser les cours (ce qui réduit l'importance de la production zambienne de 27,4 % en 1954 et 15,7 % en 1963 par rapport à la production mondiale). Elle a connu une baisse marquée en 1966 et dans les premiers mois de 1967 quand la production a baissé de 15 % par rapport à 1965, par suite des difficultés d'approvisionnement en combustibles et de transport résultant de la D.U.I. de la Rhodésie (voir carte no. 10). En 1968, le manque d'huile et la pauvre qualité du charbon zambien ont limité les exportations de cuivre à 80 % de la capacité. La situation s'est redressée en 1969 (1), mais la production de cuivre a de nouveau baissé en 1970 (- 11 % par rapport à 1969) à cause du désastre minier de Mufulira, dont la mine est en partie fermée depuis lors (voir tableau III.6).

(1) Cependant, la production record de 1969, est due en partie à la réduction des stocks de concentré accumulés dans les années précédentes à cause des difficultés de transports et du manque de fuel dans les années précédentes.

VOIES DE TRANSPORT DE L'AFRIQUE CENTRALE ET DE L'EST

LEGENDE

- CHEMIN DE FER
- ROUTE
- - - CHEMIN DE FER EN CONSTRUCTION
- VOIE DE SORTIE POSSIBLE POUR LE CUIVRE ZAMBIEN
- TRANSPORTS FLUVIAUX ET LACUSTRES

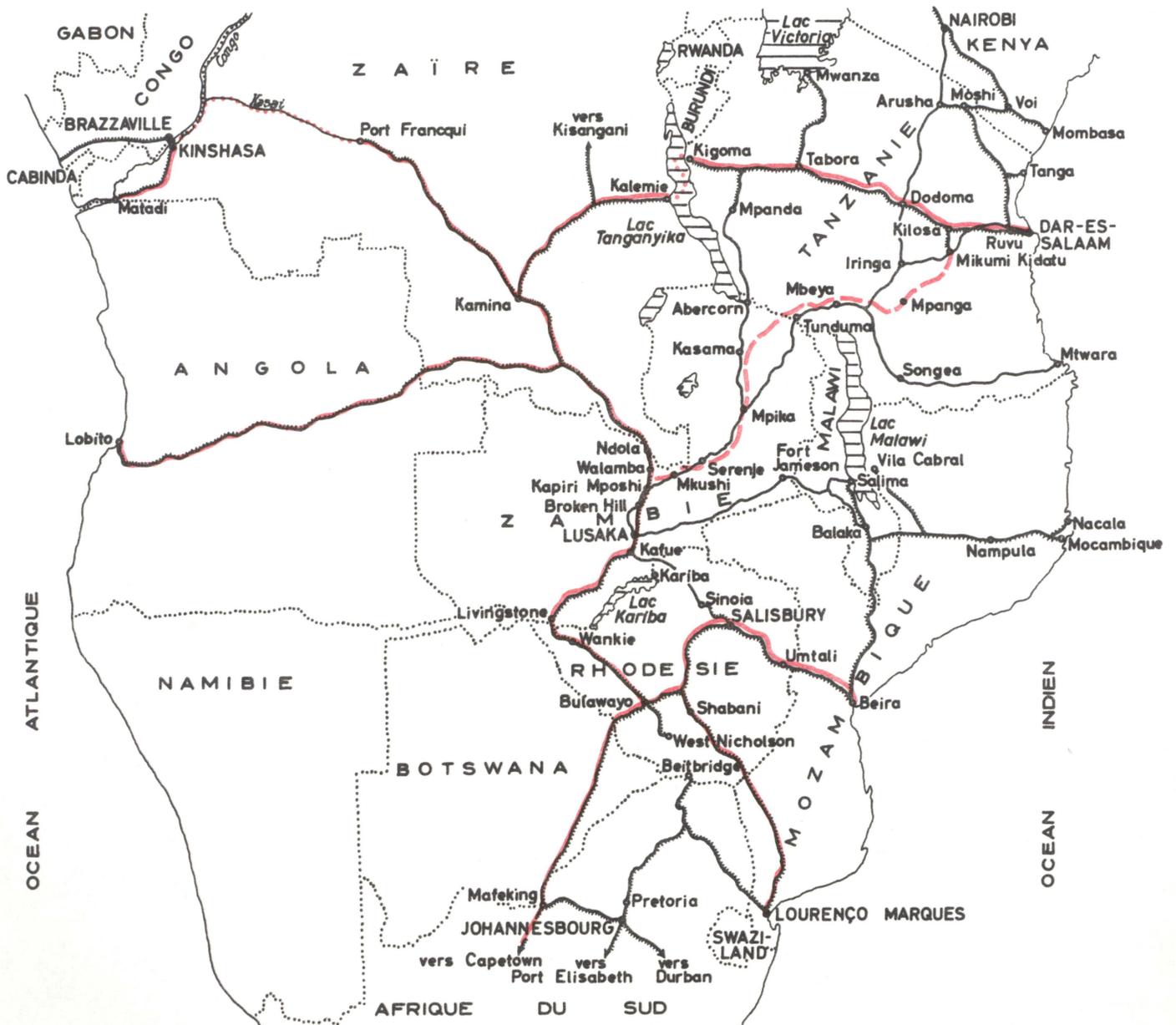


TABLEAU III. 6

Production de cuivre

Année	Valeurs en millions de \$						Tonnages en 1.000 tonnes			Index (1962=100)		
	Blisters			Electrolitique			Totaux			Val.	t	Val./t. \$
	Valeur	t	Val./t. \$	Valeur	t	Val./t. \$	Valeur	t	Val./t. \$			
1962	61,6	125,2	492	252,6	477,6	529	314,2	602,8	521	100	100	100
1963	74,5	151,2	493	255,9	483,9	529	330,4	635,1	520	105	105	100
1964	83,0	160,2	518	308,8	547,7	564	391,8	707,9	553	125	117	106
1965	108,0	180,3	601	367,5	574,5	640	475,9	754,8	630	151	125	121
1966	87,9	97,4	902	527,2	548,5	961	615,1	645,9	952	196	107	183
1967	79,1	90,5	874	541,1	588,8	919	620,2	679,3	913	197	113	175
1968	99,1	102,6	966	619,9	630,4	983	719,0	733,0	981	229	122	188
1969	142,1	115,6	1.229	891,0	708,3	1.258	1.033,1	853,5	1.210	329	142	232
1970	133,3	113,7	1.172	773,9	639,1	1.211	907,2*	761,7 (1)	1.191	289	126	229

*estimé (la valeur totale exacte récemment donnée par le Bureau Central de Statistique est de \$ 953.540.000)

Source : Monthly Digest of Statistics (1) La production en 1971 a atteint 633.200 t

Le coût de production et de commercialisation du cuivre a augmenté d'environ 60 % entre 1964 et 1969 (y inclus l'amortissement, mais exclues les royalties ainsi que la taxe à l'exportation), à cause des difficultés de transport et d'approvisionnement du fuel, sans compter les augmentations des salaires et des coûts de la fusion. L'accident de Mufulira a contribué à une augmentation ultérieure du coût de production.

Prix du cuivre

Le prix du cuivre a subi des hausses presque continuelles jusqu'en 1969, dûs aux disputes entre la Zambie et la Rhodésie, aux incertitudes dans la situation congolaise, à l'augmentation du prix de vente du cuivre chilien (en 1966) et à l'intention du Chili de nationaliser les mines appartenant aux sociétés américaines. Tous ces facteurs semblaient menacer les sources traditionnelles de l'offre du cuivre (1). On peut dire

(1) L'augmentation des cours du cuivre encouragea les importateurs principaux à réduire leurs achats en les remplaçant (si possible) par l'aluminium et le plastique. Les sociétés du cuivre commencèrent à réorienter leurs investissements vers l'aluminium, le principal concurrent du cuivre, pour distribuer leurs risques. Une telle solution n'était évidemment pas viable pour les pays producteurs d'Afrique, qui ne disposent pas des ressources minières ni du capital pour entreprendre une telle réorientation.

que jusqu'au début de 1970, les prix mondiaux du cuivre demeurèrent élevés, ce qui a donné à la Zambie une position financière très forte (1). Cependant, le prix mondial du cuivre tomba de 70 cents à 47 cents la livre entre mai et décembre 1970, et il fluctua autour de 50 cents la livre dans la première moitié de 1971 à cause de plusieurs raisons combinées comme la stagnation de l'économie américaine, du Royaume-Uni et de la CEE et l'interruption des achats de cuivre de la part de l'URSS et de la Chine (2).

L'élément le plus frappant pour le maintien des prix est bien l'importance des projets d'augmentation de la production conçus par les pays exportateurs. En 1974, quatre d'entre eux, le Chili, le Pérou, la Zambie et le Zaïre, comptent produire 2,8 millions de tonnes de métal au lieu de 2 millions environ en 1970, soit un bond de 40 %. La Zambie à elle seule compte d'atteindre les 950.000 tonnes de production. L'extension la plus importante serait le fait du Pérou, qui envisage de tripler sa production en 7 ans. De son côté, le Mexique compte devenir exportateur en 1974, de même que l'Iran, l'Océanie, la Mauritanie (où l'on vient de découvrir l'un des plus grands gisements du monde), le Botswana etc...

Perspectives du cuivre

Il est peu de marchés qui soient plus spéculatifs que celui du cuivre (3). Le prix du cuivre, qui était de K. 1.100 la tonne (68 \$ US la livre) en 1970, devrait se stabiliser à un niveau atteint en 1971, c'est-à-dire autour de 800 K. la tonne (50 \$ US la livre), qui semble bien correspondre au marché de l'offre et de la demande présent et prévu. Aujourd'hui, il semble bien, sauf accident, qu'une superproduction chronique deviennent la règle. Le porte-parole des producteurs zambiens prévoit un excédent permanent au cours des 5 prochaines années. En outre, les stocks sur le marché de Londres, qui étaient de 31.000 tonnes en juillet 1970 et de 100.000 tonnes en juin 1971, étaient, en mai 1972, les plus élevés depuis la guerre (150.000 tonnes).

-
- (1) En octobre 1970, la Barclays Overseas Review a commenté l'apparition du Kwacha parmi les monnaies fortes.
 - (2) C'est en fin de compte au cours du mois d'octobre 1970 que les cours du métal rouge ont enregistré la chute la plus vertigineuse à la Bourse des métaux de Londres. Il est à remarquer que cette baisse est intervenue précisément au moment où le Chili et la Zambie - les deux plus gros producteurs après les Etats-Unis et l'URSS - ont commencé à appliquer les mesures de nationalisation. Cette nationalisation partielle a été accompagnée d'une reconnaissance de compensation que la Zambie et le Chili se sont engagés à verser régulièrement aux sociétés minières pendant une période allant de huit à douze ans. Le marché avec les compagnies étrangères avait été conclu au moment où les prix du cuivre - et par conséquent les actions en bourse - étaient au plus haut. Avec la baisse des cours, ces transactions ont tout à fait l'apparence d'un marché de dupes dont le Chili et la Zambie peuvent faire tous les frais.
 - (3) En 7 ans, les cours du métal rouge sont passés de 240 livres sterling la tonne (au London Metal Exchange) à 40, après avoir dépassé 750 livres à plusieurs reprises tant la demande était forte.

Autres minerais

A part le cuivre, les ressources minières connues de la Zambie incluent le plomb (3ème producteur africain), le zinc (2ème producteur africain), le cobalt, le cadmium, le manganèse, l'or, l'argent, le selenium, le fer, le charbon et la pierre à chaux.

TABLEAU III. 7Produits miniers principaux autres que le cuivre

Tonnage : 1.000 tonnes

Valeurs : millions de \$

Année	Zinc			Plomb			Cobalt		
	Poids	Valeur	Val.unit. \$	Poids	Valeur	Val.unit. \$	Poids	Valeur	Val.unit. \$
1964	52	14,3	276	15	3,2	214	1,6	4,4	2.750
1965	52	13,5	260	24	6,2	259	1,7	4,8	2.800
1966	47	11,2	239	21	4,4	211	1,7	4,8	2.800
1967	50	11,7	235	21	3,7	178	1,6	4,6	2.882
1968	59	12,5	211	24	4,5	186	1,3	3,6	2.800
1969	55	12,5	227	25	5,6	225	2,0	5,6	2.800
1970	57	15,3	268	28	6,8	242	1,6*	...	...
1971	57	...	...	28	...	...	2,1	...	...

* Le monde diplomatique, août 1971

Sources : C.E.A. (pour 1964) et Monthly Digest of Statistics, Bureau Central de Statistique (pour les valeurs 1970) et Marchés Tropicaux - 3 mars 1972 (pour les quantités 1970)

Les gisements de plomb et de zinc se trouvent près de Broken Hill et sont exploités par la Zambia Broken Hill Development Company Limited (dans laquelle l'Etat participe pour 51 % depuis mai 1971).

Après la déclaration unilatérale d'indépendance de la Rhodésie, en novembre 1965, la Zambie prit la décision d'exploiter ses propres ressources charbonnières (1). La seule mine zambienne de charbon exploitée se trouve à Maamba, près de Lusaka. Elle produit assez de charbon pour satisfaire toutes les demandes du marché national. Récemment, la mine produisait 4.000 tonnes de charbon par jour et les stocks étaient d'environ 8.500 tonnes. Au total, la production de la mine atteint 1,1 million de tonnes de charbon par an, soit à peu près le montant de la demande. Le plan est d'augmenter la

(1) Bien qu'elles aient une valeur calorifique inférieure et un contenu en cendres supérieur à ceux du charbon rhodésien et nécessitent par conséquent un lavage pour éliminer les impuretés avant leur utilisation dans l'industrie du cuivre.

production de charbon jusqu'à un total de 1,6 million de tonnes, le maximum qu'on puisse atteindre avec la méthode "open cast". La Zambie, qui importait 1,3 million de tonnes de charbon rhodésien en 1965, a virtuellement atteint l'auto-suffisance en 1971 (1). Une telle auto-suffisance est devenue d'autant plus impérative que la Rhodésie a relevé (mars 1971) le prix de transport du charbon pour les 150 km séparant la mine de Wankie de Livingstone en Zambie de 7 sh. 6 d. à 27 sh. 6 d. la tonne (soit d'environ \$ 1 à \$ 3,7). D'autres gisements de houille ont été découverts dans les vallées de Luano et du Luangwa, et on estime les réserves totales du pays à 50 millions de tonnes.

La production de cobalt, obtenue comme sous-produit de l'industrie du cuivre à la mine de Rokana, a récemment atteint 2.000 tonnes par an. On prévoit que la production de ce minerai à haute valeur augmentera substantiellement dès l'ouverture (prévue en 1973) de la nouvelle mine de Baluba, dont le cuivre a un contenu élevé en cobalt. De l'argent et du selenium sont obtenus comme sous-produits du cobalt.

Pour compléter ce bref inventaire, il faut ajouter que la production de l'améthyste est suffisante pour constituer un revenu appréciable. Depuis 1969, un petit gisement d'émeraudes est en exploitation près de Luanshya. L'étain est extrait dans les districts de Choma et de Kalomo dans la province méridionale. Enfin, près de Mazabuka (dans la province du Sud) on a découvert des dépôts de nickel (2).

On trouve du fer à l'ouest de Lusaka et à Chililabombwe, près de la frontière zaïroise (réserves estimées à 30 millions de tonnes). Actuellement, des projets sont à l'étude pour entreprendre l'exploitation du minerai sur une grande échelle et l'installation d'un complexe sidérurgique qui couvrirait les besoins de la Zambie en fer et en acier.

Grace aux gisements de pierre à chaux (qui intervient dans la fabrication du ciment et de la chaux) et à des argilières importantes (qui permettent de faire des briques) on peut construire en Zambie sans faire appel à des matériaux étrangers.

Récemment, environ 120 licences de prospection et d'exploitation minière ont été délivrées pour la recherche du cuivre, de l'uranium et d'autres minerais.

En somme, bien qu'il soit probable que le cuivre reste la principale richesse minérale du pays, le gouvernement mène une sage politique de développement en diversifiant la production minière.

(1) Cependant, elle demeure dépendante de la mine de Wankie pour le coke.

(2) La Zambia Copper Investments Ltd. participe, par l'intermédiaire de Kalahari Investments Ltd., au projet de mise en valeur du gisement de cupro-nickel de Selebi-Pikwe au Botswana.

3.2.3. Industrie

L'industrie manufacturière zambienne s'est développée au fur et à mesure que se développait l'exploitation minière. Mais c'est seulement à la suite de l'indépendance que l'industrialisation a été considérée parmi les objectifs de développement prioritaires et qu'il y a eu un véritable essor du secteur industriel.

Le secteur manufacturier, stagnant dans la deuxième moitié des années 1950, a connu un taux de croissance de 14,1 % entre 1960 et 1964 et de 27,4 % entre 1964 et 1968 (contre 8,4 % entre 1960 et 1965 et 6,9 % entre 1965 et 1968 pour l'Afrique en voie de développement). La contribution du secteur à la formation du PIB, qui n'était que 3,7 % en 1956 et 6,1 % en 1964 avait atteint 10,7 % en 1968 (1).

Le dernier recensement industriel indique l'existence de 449 établissements en 1968, avec une production de 312,3 millions de \$ et une V.A. de 108,4 millions de \$. Les salaires se montaient à 50,9 millions de \$ pour 33.229 employés, et les investissements à 60,2 millions de \$ (2).

Le secteur manufacturier a souffert d'une petite recession en 1969 (l'index a perdu 2 points par rapport à 1968) probablement à cause des mesures anti-inflationnistes prises par le gouvernement entre avril 1968 et fin 1969, qui limitèrent la disponibilité des crédits. Des estimations prévisionnelles indiquent que la production industrielle a repris depuis mi-1970.

-
- (1) Mais le système de classification statistique sous-évalue l'importance du secteur dans l'économie nationale, mais d'autre part, sur-évalue sa croissance récente.

En effet, il s'est avéré trop difficile de relever la plupart des activités proprement industrielles directement liées à l'industrie minière (comme la fusion et le raffinage et les activités des ateliers des compagnies minières) séparément des activités minières. La seule tentative faite en 1956-57 a indiqué que si l'on avait adopté un système différent de classification, l'industrie manufacturière, qui constituait 9 % du produit brut combiné des mines, de l'industrie de la construction, de l'électricité et de l'eau, en aurait représenté 75 %. L'activité manufacturière de l'industrie minière surtout le raffinage électrolytique, constitue en effet l'activité manufacturière la plus importante.

D'autre part, la politique récente des mines (années 1960) visant à confier les activités manufacturières les concernant à des sociétés externes, donne la fausse impression qu'il y a eu un boom industriel surtout après l'indépendance et que de nouvelles branches de production locale ont apparu sur le marché.

- (2) Census of production, 1968, janv. 1971.

TABLEAU III. 8

Développement du secteur manufacturier

	1956	1960	1964	1966	1967	1968
Etablissements (nombre)	214	217	255	582	669	449*
Production brute (reventes exclues) (mio. de \$)	43,8	56,8	98,9	203,8	253,0	315,3
Valeur ajoutée (mio. de \$)	21,3	23,9	41,1	66,4	88,2	108,4

* Les établissements recensés en 1968 excluent beaucoup les mini-entreprises dont la production ainsi que la V.A. sont négligeables.

Source : Census of production 1968, Central Statistical Office Lusaka, janv. 1971

La structure de la production s'est modifiée pendant les années 1960 : face à un index de croissance du secteur manufacturier de 249 en juin 1970 (1961 = 100), les industries des minéraux non métalliques (index 309) ainsi que les boissons et le tabac (index 284) ont augmenté leur production plus que proportionnellement à la moyenne tandis que les textiles et les vêtements (1) (index 192) et les industries de fabrication métallique (index 196) l'augmentaient moins que proportionnellement (un cadre plus précis est donné dans le tableau III. 9).

TABLEAU III. 9

Structure de la production industrielle

(en % de la V.A. totale)

Secteurs	1965	1968
Industrie alimentaires	16,3	14,7
Boissons et tabac	14,8	17,1
Textiles et vêtements	9,5	9,2
Industries du bois	5,7	2,6
Industries du papier, de l'impression et édition	5,0	7,0
Industrie chimique	6,7	8,4
Industries de minéraux non-métalliques	15,3	10,1
Fonderies et industries de fabrication métallique	14,2	17,8
Industries mécaniques	3,0	5,4
Equipement électrique	1,0	2,9
Equipement de transports	6,2	2,4
Divers	2,8	2,5
	100,0	100,0

Source : Monthly Digest of Statistics, janv. 1971

- (1) L'industrie textile importe pour quelque 13 millions de \$ de vêtements de confection par an, bien qu'il y ait en Zambie quelque 80 entreprises en activité dans ce secteur. L'industrie locale a demandé au gouvernement de la protéger en majorant les droits de douane sur la confection (Industries et Travaux d'Outre-Mer, nov. 1971).

Parmi les facteurs qui ont contribué à la performance du secteur manufacturier, il faut citer l'interdiction d'importer des produits manufacturés Rhodésiens, l'importance croissante de la route commerciale reliant la Zambie avec la Tanzanie où les produits sud-africains n'ont pas droit d'entrée, un marché local en expansion rapide (notamment à cause des occasions d'industrialisation perdues à faveur de la Rhodésie pendant la Fédération), et le travail spécialisé formé par l'industrie minière.

Ces facteurs ont, en effet, fortement stimulé les activités de substitution des importations, qui ont été encouragées par le gouvernement soit à travers la constitution de l'INDECO (Industrial Development Corporation), filiale de la ZIMCO, soit à travers une politique fiscale favorable aux nouvelles entreprises et une disponibilité de crédits suffisante.

Les exportations de produits manufacturés sont très limitées (cigarettes, traverses de chemin de fer, lames de parquet, billes d'acier pour laminoires à tubes, chaussures en plastiques).

Quant à la politique industrielle du gouvernement, le président a déclaré en 1968 qu'il n'est pas de son intention "to use public funds to create huge, heavily-machinized production unites of any sort where a few, without contributing much in effort, make a good living".

La grande partie de l'activité industrielle est contrôlée par le gouvernement à travers l'INDECO, une organisation autonome, la seule responsable pour le secteur, disposant de plus de 140 millions de \$ en 1969 (constitués d'investissements publics, prêts et participations à entreprises étrangères).

L'INDECO représente plus de 80 sociétés affiliées et associées (participation de 50 % au moins), avec respectivement 14.000 et 9.000 employés en 1970 et un chiffre d'affaires total de 174 millions de \$ en 1969-1970 (106 millions en 1968-1969) et des bénéfices pour 8,4 millions de \$ (4,1 en 1968-1969) (1).

(1) Parmi les nouveaux projets de l'INDECO, il faut mentionner :

- la première usine d'engrais azotés de Zambie (25 millions de \$) ouverte à Kafue en mai 1970 et suffisante à satisfaire la demande intérieure. Environ 7.000 tonnes d'azote (27 % de la production annuelle prévue) seront utilisées dans la production d'explosifs dans la nouvelle usine de Kafisonda;
- la première usine textile du pays, entrée en production à Kafué en mars 1970. Elle connaît cependant des difficultés du côté de la demande, en dépit de l'embargo sur les importations compétitives, à cause d'une qualité insuffisante de ses produits;
- une usine de sacs de Kenaf (coût : 4,2 millions de \$), en production depuis octobre 1970 ;
- la Metal Fabricators of Zambia (51 % INDECO, 49 % société Americo-Suédoise) qui produit depuis 1970 des fils de cuivre ;
- SNAM Progetti (ENI) a été chargée de la construction de la première raffinerie de pétrole du pays (à Ndola) pour un coût prévu de 38 millions de \$ et une capacité de 1,1 million de tonnes/an (en 1980). Date d'entrée en fonction : fin 1972 avec 650.000 tonnes/an. Société gérante : INDECO-ANIC (50/50);
- la FIAT est en train de construire une usine d'assemblage d'automobiles près de Livingstone (coût 3,5 millions de \$) qui commencerait sa production au mois de septembre 1972, avec une capacité initiale de 5.000 véhicules/an, soit environ 70 % du marché automobile local. La capacité de production pourra être portée à 12.000 véhicules/an. Une nouvelle société a été créée pour ce but, la Livingstone Motor Assemblers Ltd. ;
- les programmes à court terme de la LENCO (Lusaka Engineering Co., une filiale de l'INDECO) avec 40 % de participation de deux sociétés italiennes) incluent une usine (2,8 millions de \$) pour produire des remorques et structures en acier. On prévoit de pouvoir construire bientôt des wagons;
- des appels d'offres ont été émis pour la construction d'une verrerie (51 % INDECO, coût : 5,6 millions \$).

Le système de l'entreprise mixte marche assez bien. Le management des entreprises étrangères a été retenu et on leur a assuré un intérêt financier assez large pour garder leur collaboration.

Il semble probable que le développement du secteur sera assez rapide dans le futur, mais moins que par le passé, à cause de l'épuisement progressif des possibilités de substitution des importations, surtout après l'achèvement des gros projets industriels récemment annoncés. Dans cette perspective, le gouvernement a décidé d'aggrandir son stand permanent à l'exposition de Nairobi, et de porter un effort accru à la commercialisation d'une large série de produits manufacturés d'exportations comme les radios et les meubles. Tout effort de diversifier les exportations sera favorisé par les nouvelles liaisons routières et ferroviaires avec la Tanzanie et le Botswana.

3.2.4. Construction

Un des effets interindustriels les plus favorables liés à la construction du barrage de Kariba fut l'expansion de l'industrie du ciment. Sa capacité de production passa en 1956 de 60.000 à 180.000 tonnes par an, donnant un emploi à environ 7.500 personnes dont 6.200 africains. Après avoir subi une baisse en 1960, à la fin de la construction du barrage, la production de ciment a rapidement augmenté, jusqu'à approcher 416.000 tonnes en 1970 (+ 12 % par rapport à 1969), c'est-à-dire un chiffre sensiblement égal à celui des ventes. Pour les seules ventes de ciment en vrac, elles ont atteint leur niveau record, essentiellement en raison des travaux de construction du barrage hydro-électrique de Kafué.

Il y a deux cimenteries, celle de Chilanga et celle de N'Dola, cette dernière de construction récente.

Malgré toutes les tentatives faites pour développer les ventes sur les marchés extérieurs, la compétition en ce domaine reste très difficile en raison de la position géographique de la Zambie et des coûts de production élevés. Cependant, vers la fin de l'année 1970, le ciment "Norcem" a été exporté sur le Zaïre voisin à une cadence de 1.000 tonnes par mois, avec des perspectives favorables de poursuivre la vente à l'avenir. Pour accroître les débouchés sur le plan national, l'industrie cimentière zambienne s'est efforcée de persuader le Gouvernement de construire des routes revêtues en béton ; jusqu'ici sans résultat.

3.2.5. L'énergie

Le développement des sources d'énergie a toujours présenté un problème d'importance fondamentale en Zambie, étant strictement lié aux nécessités de l'industrie minière : environ 90 % de toute l'électricité consommée en Zambie l'est par l'industrie minière du Copperbelt et par les mines de plomb et de zinc de Kabwe (les coûts de l'électricité représentent 12 % de la production minière totale).

L'électrification en est encore à un stade extrêmement peu avancé en Zambie en dehors de la "Line of rail" où est concentré l'essentiel de l'activité économique (99,2 % de la consommation totale d'électricité) et de quelques bourgs ruraux qui bénéficient d'un générateur diesel sur place. En dehors des 8 centres industriels et commerciaux majeurs, il existe 23 bourgs et 6 cités minières où la distribution de l'électricité est organisée.

Entre 1963 et 1969, la consommation totale d'électricité a augmenté de 7,3 % par an en moyenne (3.600 millions de kWh en 1969, dont 92 % utilisés par l'industrie minière), mais on prévoit un taux d'augmentation supérieur dans le futur - environ 7,5 % - (en dépit d'un rythme réduit d'augmentation de la production du cuivre) surtout à cause de transformations techniques dans l'industrie de ce métal.

L'importance de l'énergie hydraulique dans le total de la capacité installée n'a cessé de s'accroître : elle ne représentait que 19 % en 1954, mais 65 % en 1964 et presque 80 % (estimé) en 1970, les centrales thermiques n'étant plus que des sources d'énergie de pointe.

Sur le plan de la production, trois compagnies ont une importance notable :

- la Central African Power Corporation qui peut être considérée comme un producteur, puisqu'elle exerce pour le compte du gouvernement zambien les droits qu'il a sur 50 % des installations de Kariba qui se trouvent du côté Rhodésien. La CAPC produisait presque 3.300 millions de kWh en 1970, 80 % du total du pays (dont 80 % dus à Kariba);
- la Copperbelt Power Co. Ltd. (CPC), une filiale des deux compagnies minières opérant en Zambie, dispose d'installations thermiques dont la fonction essentielle est de pallier, le cas échéant, une éventuelle défection de Kariba, dont les fournitures pourraient être interrompues pour des raisons politiques. Le rôle principal de la CPC est la distribution aux grands consommateurs du Copperbelt de l'électricité en provenance de Kariba ;
- le Victoria-Falls Electricity Board, qui dispose de deux centrales hydro-électriques pour un total de 100 M W et dessert la ville de Livingstone et ses environs;
- la Broken-Hill Development Company, qui dispose d'installations hydro-électriques d'une puissance installée de 38 M W qui alimentent essentiellement la mine de plomb et de zinc de Broken-Hill et la ville de Kabwe.

TABLEAU III. 10

Fourniture d'énergie électrique en Zambie (millions de kWh)

Capacité installée (M W)

	1954	1963	1967	1969	1970(1)
<u>Fourniture d'énergie</u> (millions kWh)					
C.A.P.C.	-	1.581	2.638	3.245	3.266
Autres producteurs en Zambie	1.122	716	588	316	665
Importations (Zaïre)	-	279	9	79	116
Exportations (Rhodésie et Zaïre)	1	17	5	5	6
TOTAL fourni aux consommateurs Zambiens	1.121	2.558	3.230	3.635	4.040(4)
<u>Capacité installée (M W)</u>					
Hydro-électrique	37	49	448	548(2)	748(2)
Thermique	176	214	159	...	...
TOTAL	213	263	607(3)	...	...

Sources : Monthly Digest of Statistics-Zambia ; Industries et Travaux d'Outre-Mer, juin 1969, tous les chiffres sont arrondis

- (1) Chiffres estimés sur la base de 9 mois
 (2) Estimations
 (3) Puissance de pointe 486 MW
 (4) 7.800, si on y inclut la consommation des auto-producteurs (Monthly Bulletin of Statistics - U.N.).

La Zambie poursuit depuis son indépendance une politique énergétique visant à la rendre indépendante, surtout vis-à-vis de la Rhodésie.

A court terme, elle a eu recours à des mesures d'urgence pour répondre aux besoins croissants d'énergie, notamment la construction (1966-68) de deux usines souterraines à Victoria-Falls totalisant 100 M W et la remise en service des vieilles centrales thermiques.

A long terme, elle a envisagé la construction de plusieurs centrales hydro-électriques, dont la première, celle du barrage de Kafué (65 km de Lusaka) a une puissance de 200 M W et vient d'entrer en fonction (financement Yougoslavie). La production nationale d'électricité couvrira ainsi presque 50 % de la consommation en 1972 (18 % en 1969). Les importations d'électricité de la Centrale Le Marinel au Zaïre, commencées en 1956 et avec deux pointes de 744 et 314 millions de kWh, respectivement en 1959 et 1966, ne sont désormais plus nécessaires.

La centrale hydro-électrique de Kariba-Nord, qui est en construction avec un financement BIRD (39 millions de \$ sur un coût total de 57 millions de \$), ajoutera 600 M W à la capacité installée entre 1975, et pourra atteindre un maximum de 900 M W. La CAPC sera ainsi en mesure de satisfaire les besoins de la Zambie en électricité jusqu'en 1978. Un accroissement ultérieur de la production pourra être obtenu avec une deuxième centrale à Kafué, barrage de Itezhi-Tezhi, dont la construction devrait commencer en 1973. Cependant, le bas prix de l'énergie du barrage de Cabora-Bassa (Mozambique) qui sera liée par une ligne à haute tension avec Kariba, représente une grande tentation et pourrait faire renvoyer le projet.

La consommation de produits pétroliers a augmenté rapidement (+ 27,7 % par an entre 1965 et 1967) et avait atteint 310.000 tonnes en 1967, correspondant à 79 kg/hab. (moyenne Afrique en voie de développement : 60 ; Afrique de l'Est : 40).

Un oléoduc de 1.700 km (le plus long d'Afrique) reliant Dar-es-Salam à N'Dola, financé par un crédit italien (35 millions de \$ sur un coût total de 45 millions de \$) et construit par l'E.N.I., a commencé à fonctionner depuis le 24.8.1968, terminant une "fuel crisis" d'une durée de deux ans et demi. Son débit annuel est de 600.000 tonnes de pétrole raffiné, mais il sera accru par le doublement d'une partie de l'oléoduc (769km) et des stations supplémentaires de pompage jusqu'à 1.200.000 tonnes, ce qui correspond à la capacité prévue de la nouvelle raffinerie de N'Dola (1). Cette dernière répond aux besoins (jusqu'en 1981) de la Zambie.

Un gallon de pétrole met 35 jours pour arriver de Dar-es-Salam aux réservoirs de la N'Dola Oil Storage Co. Cette dernière règle le débit de l'oléoduc et distribue les produits pétroliers aux sociétés pétrolières (Agip, Esso, Caltex, Shell-B.P., Mobil, Total).

3.2.6. Tourisme

On estime à 20.000 les touristes en 1970 (2) (contre 250.000 au Kenya et 6.000 en Zambie en 1969); on s'attend à ce qu'ils soient 50.000 en 1976. Le nombre de lits sera doublé, pour atteindre 4.000, et les parcs nationaux seront développés.

(1) A N'Dola il y a déjà une raffinerie, exploitée par la Metro Eagle Oil Ltd. qui produit de la graisse pour freins, de la graisse et du savon liquide.

(2) Source : Marchés Tropicaux du 10 mars 1972. Une autre source (African Development, octobre 1971) indique qu'il y avait 23.167 touristes en 1965 contre 4.925 en 1969 et 6.000 en 1970. Le doublement des nuits d'hôtel entre 1969 et 1970 (1,5 millions en 1970) serait dû surtout aux passagers en transit.

La société charitable Wildlife Conservation International (W.C.I.) a signé un accord avec le gouvernement zambien pour louer pendant 25 ans, pour un dollar par an une surface de 2.500 km² dans le sud-est du pays afin d'y créer une réserve pour les animaux. Cette réserve longera sur une centaine de kilomètres la vallée du Zambèze. Elle contient actuellement 4.000 éléphants, 6.000 buffles, 7.000 impalas et des représentants de la plupart des animaux que l'on trouve en Afrique (1).

3.3. Monnaie et finances

3.3.1. Système monétaire et bancaire

Précédée par le Southern Rhodesia Currency Board (1938-1954), le Central Africa Currency Board (1954-1956) et la Bank of Rhodesia and Nyassaland (1956-1964), la Banque de Zambie fut fondée le 7 août 1964.

Jusqu'en 1956, l'émission fiduciaire du Currency Board était couverte à 100 % par des réserves en sterling échangées à taux fixe : la circulation monétaire dépendait surtout des recettes du commerce extérieur. Depuis lors, il existe un institut d'émission classique ayant les fonctions de banque centrale, de caissier de l'Etat et d'organe du contrôle des changes.

Les banques commerciales les plus importantes du pays sont la Barclays Bank, la National and Grindlays Bank et la Standard Bank, qui en 1968, avaient 52 succursales, 7 sous-succursales et 92 agences. En outre, depuis octobre 1969, il y a la National Commercial Bank, créée par le gouvernement avec comme but principal celui de pourvoir au secteur des petits commerçants africains. Cependant, on peut s'attendre à ce qu'une part croissante des opérations financières du gouvernement soit confiée à cette dernière banque.

Parmi les autres institutions financières, il y a une maison d'acceptation - la Merchant Bank -, l'Industrial Development Corporation (INDECO), la Financial Development Corporation (FINDECO), l'Agricultural Development Corporation, le Zambian Stock Exchange, la Post Office Savings' Bank, la Barclays Overseas Development Corporation et la African Loan and Development Company (ces deux dernières étant privées).

A partir du 1er janvier 1972, toutes les banques étrangères ont dû transférer leur siège social en Zambie et se trouvent sous la tutelle du Ministère des Finances (2).

(1) On estime que 200.000 animaux, dont 300 éléphants, sont abattus illégalement chaque année en Zambie. Ainsi, on dénombrait il y a vingt ans 130.000 antilopes d'eau contre 16.000 actuellement.

(2) Le projet de créer deux importants groupes bancaires (Barclays Bank et Standard Bank) dont le gouvernement détiendrait 51 % des actions, a été abandonné pour le moment.

Le 16 janvier 1968, la Zambie adopta le système décimal. La nouvelle unité monétaire est le Kwacha (= 100 Ngwee) (1), valant la moitié de la livre zambienne (2) et correspondant à 1,4 ₤ au taux officiel (3).

Le 5 décembre 1971, la Zambie a décidé d'aligner le Kwacha sur le dollar (dest-à-dire le taux de change reste inchangé), sans pour autant quitter la zone sterling. Cela correspond à une dévaluation d'environ 8,5 % par rapport à la livre sterling.

Comme le montre le tableau III. 11, la circulation monétaire a très largement augmenté après l'indépendance et surtout entre 1968 et 1970. Elle trouve son origine presque exclusivement dans l'endettement croissant du secteur privé et surtout du gouvernement entre 1965 et 1968, et dans l'augmentation des réserves de change entre 1968 et 1970. La croissance accélérée de la quasi-monnaie (83 % de la monnaie fiduciaire et scripturale en 1970 contre 38 % en 1965) dépend largement des rapatriements des balances des compagnies minières.

TABLEAU III. 11

Variations de l'offre de la monnaie (fin période)

(en millions de Kwachas)(a)

	1965 - 1968	1968 - 1970
<u>Circulation monétaire</u>	<u>+ 125,35</u>	<u>+ 148,36</u>
dont - monnaie fiduciaire	+ 30,10	+ 7,95
- monnaie scripturale	+ 68,29	+ 28,80
- quasi-monnaie	+ 26,96	+ 111,61
dont . dépôts quasi-monét.	(b)	(+ 66,09)
. dépôts à terme et d'épargne	(+ 26,96)	(+ 45,52)
<u>Origine des variations</u>		
- réserves de change	- 7,84	+ 240,44
- crédits bancaires	+ 105,10	- 73,27
. créances sur l'Etat (nettes)	(+ 56,60)	(- 119,40)
. créances sur le secteur privé	(+ 48,50)	(+ 46,13)
- autres postes nets (c)	- 19,73	+ 24,83
Variation des prix	+ 30,- % (d)	+ 5,- %

Source : International Financial Statistics, F.M.I. ; Monthly Bulletin of Statistics

(a) 1 Kwacha = 1,4 ₤

(b) Les dépôts quasi-monétaires avant 1969 sont inclus dans les dépôts à vue

(c) Contreparties d'aides étrangères, engagements à l'étranger à couvrir en devises ultérieurement

(d) Le chiffre du F.M.I. diffère de celui du Monthly Bulletin of Statistics (25 %).

(1) Kwacha signifie "aube" et Ngwee "brillante"

(2) La valeur de la livre zambienne correspond à la livre du Royaume-Uni avant la dévaluation de 1967, soit à 2,8 ₤. Elle a été l'unité monétaire officielle entre le 7 mars 1966 et le 15 janvier 1968, ayant remplacé la livre sterling du Royaume-Uni, mais conserve son cours légal pour le moment.

(3) Avant la dévaluation, le Kwacha était en parité avec le rand sud-africain et le dollar rhodésien.

Les prix ont augmenté très rapidement entre 1965 et 1968 (voir tableau III.12) à cause de l'expansion monétaire accélérée (+ 28 % par an) au cours d'une période dans laquelle l'offre de produits importés subit des délais assez importants à cause des coûts croissants dus à la diversification des sources d'importation et à cause de l'augmentation des salaires (+ 50 % pendant la période) par unité de production.

La politique d'austérité budgétaire inaugurée par le gouvernement en 1968, a clairement donné ses fruits : la diminution des créances sur l'Etat a contribué à réduire la hausse des prix dans des limites très satisfaisantes (5 % entre 1968 et 1970 contre 30 % entre 1965 et 1968). Les contrôles des prix des produits alimentaires adoptés entre 1966 et 1970 ont opéré dans la même direction.

A la fin 1971, on a adopté des mesures destinées à soutenir l'économie zambienne qui pâtit de la récente baisse du prix du cuivre, notamment des limitations sur les emprunts à l'étranger et sur les montants que peuvent rapatrier les expatriés en quittant la Zambie. En outre, les emprunts externes devront recevoir l'autorisation personnelle du ministre des Finances et les allocations de devises aux touristes seront également réduites.

TABLEAU III. 12

Evolution des indices des prix (1)

Janvier 1961 = 100

Année	Revenus élevés	Revenus bas (2)	Tous revenus
1962	100,7	101,8	101,1
1963	102,1	101,3	101,8
1964	106,2	104,5	105,7
1965	110,7	113,0	111,9
1966	116,3	124,5	120,7
1967	122,2	130,7	126,9
1968	132,7	144,9	139,5
1969	139,9	147,3	144,6
sept. 69	140,0	147,5	144,8
sept. 70	141,8	152,0	148,3

Source : Monthly Digest of Statistics, janv. 1971

(1) Indices globaux du coût de la vie (indices des prix à la consommation)

(2) Se réfèrent aux salariés africains urbanisés (60 % étant la part des vivres locaux)

3.3.2. Finances publiques

L'évolution des finances publiques zambiennes a été très positive pendant les années 1960, surtout jusqu'en 1966 (voir tableau III.13).

La consommation publique a pu être contenue dans des limites très acceptables, fluctuant entre 11 et 13 % du PIB, après l'indépendance.

TABLEAU III. 13

Finances publiques - rapports significatifs (en %)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Consommation publique/PIB	11,8	12,8	11,0	12,9	12,8	12,9
Investissements bruts de l'Administration /PIB (1)	4,3	6,9	10,2	11,2	11,8	...
F.B.C.F. Administration Centrale/Dépenses publiques	9,3	11,4	20,8	21,5	17,6	...
Epargne publique(4)/Investissements publics	142,2	185,9(2)	150,3(3)	63,2	77,5	...
Impôts sur le revenu des compagnies minières/Recettes publiques	...	...	23,2	21,1	14,6	14,2
Royalties minières et taxes-cuivre/Recettes publiques	8,6	37,8	46,1	40,1	46,2	46,4
Dette publique/PIB	25,0	17,1	15,3	15,8	13,5	12,3

(1) Gouvernement Central et Local + Entreprises publiques (excl.: sociétés d'Etat)

(2) Arrondi sur la base de la moyenne arithmétique de chiffres par années financières

(3) Arrondi. Chiffre pour janv.-juin est la moyenne arithmétique pour l'année 1965-66

(4) Epargne ordinaire

Sources: Monthly Digest of Statistics, 1970
Financial Statistics of the Government Sector 1967-68
National Accounts 1964-68
et informations diverses, Bureau Central de Statistiques, Lusaka.

L'importance des investissements bruts de l'Administration par rapport au PIB a presque triplé, augmentant de 4,3 % en 1964 à 11,8 % en 1968.

La formation brute du capital fixe de l'administration centrale, qui était inférieure à 10 % des dépenses publiques, avait dépassé 20 % déjà en 1966. Cependant, en 1968, elle a baissé quelque peu à cause d'une politique d'austérité budgétaire.

L'épargne publique, qui dépassait largement les investissements publics, n'en représentait plus que les deux tiers en 1967, mais est en reprise en 1968 (1).

Les recettes publiques dépendent en mesure décroissante (au moins directement) de l'activité minière (61 % en 1969), dont le développement reste cependant un élément décisif de l'équilibre des budgets (2).

TABLEAU III. 14

Structure des dépenses courantes (a)

	1964		1966		1968		1970		1964-68
	K.mio	%	K.mio	%	K.mio	%	K.mio	%	
Administration	50,7	67,2	81,1	61,4	116,8	58,4	...		+ 23,2
Salaires	35,0	46,4	49,3	37,3	83,3	41,7	...		+ 24,4
Achats biens et services (nets)	15,7	20,8	31,6	23,9	33,5	16,7	...		+ 20,8
Subsides	3,0	4,0	17,8	13,5	35,6	17,8	45,5	18,-*	+ 12 fois
Intérêts	9,2	12,2	10,7	8,1	12,9	6,4	...		+ 8,9
Transferts	12,5	16,6	22,5	17,0	35,0	17,5	...		+ 29,4
	75,4	100,0	132,1	100,0	200,3	100,0	253,0 (b)	100	+ 27,8
Dont :									
Services sociaux (Education)	20,6 (10,7)	27,4 (14,2)	36,6 (21,5)	27,7 (16,3)	49,2 (29,9)	24,6 (15,0)	64,7 (39,6)	25,5 (15,5)	+ 24,3 + 28,4
Services économiques	8,3	11,0	24,3	18,4	56,5	28,2	72,0*	29,0*	+ 7 fois
Défense	4,1	5,5	12,7	9,6	17,9	8,9	...	-	+ 44,5

* estimations

(a) Les données ci-dessus ne correspondent pas complètement avec ceux publiés dans le Monthly Bulletin of Statistics. La cause principale en est une différence de définition des dépenses courantes et de capital dans les chiffres du Bureau Central de Statistique et les Budgets, surtout à cause du fait que dans ces dernières, les paiements pour la dette publique sont inclus parmi les dépenses courants, tandis que le Bureau Central de Statistique les inclut parmi les dépenses de capital.

(b) Estimation. Le Budget 1970 porte le chiffre de K. 244,3 mio. et le Budget 1971, K. 329 mio.

(1) Quant à l'épargne intérieure brute, elle représentait 30 % du PIB en 1966-68

(2) On a calculé que si la production de cuivre augmente de 3 % par an et les taux d'imposition restent constants, les recettes fiscales dérivant de l'activité minière en 1974 auraient les ordres de grandeur suivants:
120 mio. \$ pour un prix de 40 ¢ la livre, 250 mio. de \$ pour 50 ¢ la livre, 380 mio. \$ pour 60 ¢ la livre de cuivre.

Les dépenses courantes ont connu une croissance de 19,6 % par an entre 1964 et 1970 (mais seulement de 5,3 % entre 1968 et 1970), les dépenses pour l'Administration étant en baisse relative (58 % du total en 1968) et celles pour les subsides (1) en hausse rapide (17,8 % du total en 1968, contre 14 % en 1964). Les dépenses pour subsides ont augmenté de 12 fois entre 1964 et 1968, en partie à cause de la D.U.I., notamment les subsides pour fuel pour contrebalancer les coûts plus élevés des transports et des dépenses pour le pont aérien. Mais il y a eu des augmentations notables en général dans les subsides aux sociétés d'Etat et à l'agriculture (1). Environ 29 % des dépenses courantes allaient aux services sociaux en 1970. Le secteur de l'Education, qui représentait 14,2 % des dépenses courantes en 1964, en couvrait 18 % en 1970. Les dépenses militaires ont plus que triplé en termes absolus entre 1964 et 1968 (8,9 % du total en 1968). Elles ont atteint environ 455 millions de \$ en 1971 et ont baissé à 415 millions de \$ en 1972 (budget).

Les dépenses d'investissements publics ont augmenté de 40,5 % par an entre 1964-65 et 1969-70 (année juillet-juin), bien plus rapidement que les dépenses courantes(2). Les dépenses d'équipement ont atteint 186 millions de \$ en 1972 (budget, contre 43 millions de \$ en 1964-65), restant plus ou moins au même niveau qu'en 1971. Elles sont en voie de réduction (1972) à cause de l'achèvement de plusieurs projets d'infrastructure rendus nécessaires par la D.U.I.

La composition de la dépense publique a récemment subi un changement substantiel : les dépenses courantes, qui constituaient 52 % de la dépense totale en 1968, en représentaient 61 % en 1970.

Quant aux recettes courantes, leur augmentation (28,6 % par an entre 1964 et 1970) a été bien plus rapide que les dépenses (env. 22 % par an entre 1969 et 1970), ce qui a permis la formation d'une épargne publique croissante. Les recettes prévues pour 1972 s'élèvent à 384 millions de \$ (contre 484 millions de \$ en 1971).

L'augmentation des impôts indirects a été particulièrement rapide (+ 45,0 % par an), à cause des royalties minières et de la taxe sur les exportations du cuivre (3) (introduite en 1966) qui se sont accrues de 18 fois en six ans (40 % contre 9 % des recettes courantes totales respectivement en 1970 et 1964).(voir tableau III.15.)

-
- (1) Notamment pour le maïs et les engrais. Les subsides pour le tabac et le coton sont en voie de disparition.
- (2) Surtout pour les secteurs plus affectés par la D.U.I. comme les routes, le fuel, l'énergie et les transports (ce qui n'a heureusement pas fait négliger le secteur de l'éducation)
- (3) Depuis le 1er avril 1970, la plupart des compagnies minières de la Zambie sont assujetties à deux taxes sur les bénéfices : la taxe minière et l'impôt sur le revenu. La taxe minière du cuivre est de 51 % des bénéfices imposables (20 % pour les mines de plomb et de zinc), elle remplace l'ancienne royalty et la taxe d'exportation. L'impôt sur le revenu est dû par les compagnies minières, au taux de 45 % sur les bénéfices après déduction des loyers et taxes minières (voir aussi § 3.2.2.). Au total, la taxe minière et la taxe sur le revenu s'élèvent à 73 % des bénéfices bruts.

TABLEAU III. 15

Structure et évolution des recettes courantes

	1964		1966		1968		1970		1964-70
	K.mio	%	K.mio	%	K.mio.	%	K.mio.	%	%
1. <u>Impôts directs</u>	<u>59,4</u>	<u>55,8</u>	<u>84,4</u>	<u>33,5</u>	<u>86,3</u>	<u>29,7</u>	<u>149,6</u>	<u>34,6</u>	<u>+ 16,6</u>
dont : Cies minières	...		58,5	23,2	42,2	14,5	49,5	11,4	
Autres sociétés	...		9,3	3,7	17,6	6,0	31,0	7,2	
Individus	...		15,5	6,2	25,3	8,7	32,0	7,4	
2. <u>Impôts indirects</u>	<u>26,7</u>	<u>25,1</u>	<u>145,5</u>	<u>57,7</u>	<u>184,9</u>	<u>63,5</u>	<u>247,6</u>	<u>57,3</u>	<u>+ 45,0</u>
Taxes douanières	10,7	10,0	15,4	6,1	21,2	7,3	68,1(2)	15,7	+ 31,0
Taxes à la consommation (1)	2,8	2,6	8,6	3,4	23,2	8,0			
Royalties minières	9,1	8,6	79,1	31,4	65,8	22,6	171,5	39,7	+ 18 fois
Taxe sur les exportations de cuivre	-	-	37,0	14,7	68,2	23,4			
Autres taxes indirectes	4,1	3,9	5,4	2,1	6,5	2,2	8,0(3)	1,9	+ 11,8
3. <u>Intérêts</u>	<u>8,1</u>	<u>7,6</u>	<u>15,7</u>	<u>6,2</u>	<u>13,2</u>	<u>4,5</u>	<u>21,4(2)</u>	<u>4,9</u>	<u>+ 17,6</u>
4. <u>Transferts courants</u>	<u>12,2</u>	<u>11,5</u>	<u>6,2</u>	<u>2,5</u>	<u>6,7</u>	<u>2,3</u>	<u>13,8(4)</u>	<u>3,2</u>	<u>+ 2,1</u>
TOTAL recettes courantes	106,5	100,0	251,8	100,0	291,1	100,0	432,4(2)	100,0	+ 28,6

(1) Alcool, bière et cigarettes

(2) Données pas exactement comparables. Les recettes se sont réduites à K. 301,4 mio. en 1971

(3) Estimation

(4) Résidu

Sources : Financial Statistics of the Government Sector, 1967-68 - Central Statistics Office, Lusaka, 1970 (Les données ci-dessus ne correspondent pas complètement avec ceux du Monthly Bulletin of Statistics, Ministère des Finances (pour 1970))

La réduction des prix du cuivre en 1971 a affecté considérablement les ressources du gouvernement zambien, dont la moitié provient des taxes perçues sur la production de minéraux.

Le gouvernement zambien a adopté en 1969 une structure tarifaire simplifiée et révisée qui a eu pour conséquence l'augmentation de la taxe sur les importations de plusieurs produits de consommation. Cette dernière, ainsi que l'augmentation des taxes à la consommation a eu pour but d'absorber une partie de la dépense et de limiter la sortie des devises étrangères. Diverses mesures fiscales et douanières ont été prises en vue d'augmenter les recettes en 1972 : une surtaxe de 5 % sera perçue sur toutes les marchandises supportant des droits de douane à l'importation ; les droits de douane sont augmentés pour certains articles, en particulier, boissons alcooliques, voitures, équipement électro-ménager, appareils photos, électrophones, disques, cosmétiques. En outre, l'importation de certaines catégories de produits est interdite, parmi lesquelles conserves de légume, poisson fumé, insecticides, tapis. Cependant, les taxes à l'importation en Zambie demeurent inférieures à celles des autres pays est-africains. En outre, elles sont calculées sur les prix FOB et non sur les prix CAF.

Les recettes dérivant de la taxation directe et indirecte représentaient 19 % du PIB aux prix de marché en 1964 et environ 32 % en 1970.

3.3.3. Conclusion

L'abandon du currency principle (1956) n'a pas été suivi par une politique inflationniste jusqu'à l'indépendance. Mais à partir de 1965, la nécessité de donner une impulsion plus forte au développement du pays a entraîné une expansion substantielle des crédits au secteur privé, qui ont déclenché un processus inflatoire. La D.U.I. a beaucoup contribué à aggraver ce processus étant responsable pour une partie importante de l'accroissement de la dépense publique. Cependant, en avril 1968, le gouvernement adopta des mesures de réforme économique (1) qui eurent des effets anti-inflatatoires, ainsi que des mesures monétaires et une politique d'austérité budgétaire (2) qui permirent de contrôler l'inflation. Il faut toutefois ajouter que les problèmes de politique budgétaire sont devenus plus délicats après la baisse des cours du cuivre.

Dans une perspective à moyen terme, il est évident qu'il faudra contrôler soigneusement surtout les dépenses courantes, si l'on veut garder sous contrôle le processus inflatoire que la récente dévaluation ne peut que favoriser à travers une augmentation des coûts courants de la production locale.

(1) Notamment la réforme Mulungushi (voir ch. 5.2.)

(2) Surtout en prévision d'une baisse des cours du cuivre qui, attendue en 1969, ne se vérifia qu'en 1971.

3.4. Relations économiques extérieures

3.4.1. Commerce extérieur

Le commerce extérieur joue un rôle important dans l'économie zambienne, les exportations représentent (1969) 64 % du PIB, les importations 26 %.

Exportations : La Zambie est le cinquième pays exportateur africain après l'Afrique du Sud, la Lybie, le Nigeria et l'Égypte. Le taux de croissance des exportations s'est élevé à 3,6 % par an entre 1954 et 1963 et à 18,0 % entre 1964 et 1969 (1), mais a subi une réduction en 1970 (- 6,7 % par rapport à 1969), avec un montant de 1 milliard de \$.

L'effort d'exportation le plus récent est dû exclusivement à l'industrie du cuivre, ce dernier produit ayant atteint 95 % de la valeur totale exportée (92 % en 1954 et 88 % en 1964). Le tabac, qui était devenu le deuxième produit d'exportation du pays en 1962 (2,3 % du total) a souffert du départ des fermiers européens (voir tableau III. 16). C'est pourtant sur ce produit que se basent les espoirs les plus prometteurs d'exportation.

TABLEAU III. 16

Structure des exportations et exportations totales (fob)

	1954	1956	1958	1960	1962	1964	1966	1968	1970	Taux de croissance (Valeur absolue)	
										1954-63	1964-70
Exp. totales (val. mil. \$)(1)	257,8	338,3	205,5	355,3	328,9	469,7	690,8	762,2	1.009,6	+ 3,6 %	+ 13,4 %
Index (1964 = 100)	54	71	43	75	70	100	146	162	213	-	-
<u>Composition</u>											
Cuivre	92,3	92,5	90,6	92,6	91,0	88,5	93,3	94,9	95,3	+ 3,4 %	+ 17,4 %
Zinc	2,2	1,8	2,2	2,6	2,0	2,9	1,7	1,7	1,5	+ 4,9 %	+ 1,1 %
Cobalt	1,8	1,4	1,9	1,1	0,9	1,0	0,9	0,6	0,9	- 0,5 %	+ 12,3 %
Tabac	1,3	1,1	1,5	1,5	2,3	1,8	0,9	0,5	0,4	+ 10,2 %	- 6,2 %
Autres (a)	2,4	3,2	3,8	2,2	3,8	5,8	3,2	2,3	1,9	- 2,2 %	- 20,2 %
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	-

(a) Inclus réexportation ; exclus jusqu'en 1963 ; exportation vers la Rhodésie et le Malawi

Sources : Monthly Digest of Statistics - Dec. 1964 et Dec. 1970 - Pour 1970 : Central Statistical Office. Chiffres pour 1954-63 sont des estimations dérivées de l'analyse des données valables pour la "Fédération".

(1) En Afrique en voie de développement seulement la Côte d'Ivoire, le Zaïre, le Dahomey et le Burundi ont fait mieux dans la deuxième période.

Un tel état de choses est particulièrement grave maintenant que les prévisions des cours du cuivre sont assez pessimistes, parce que les ressources du nouveau plan de développement en seront affectées bien plus que si un processus de diversification avait eu lieu dans les années 1960.

Importations : Le taux de croissance des importations a été assez élevé entre 1964 et 1970 (presque 15 % par an) (1) à cause du développement accéléré de l'économie et notamment des progrès substantiels dans l'amélioration des infrastructures. Les importations totales ont dépassé les 500 millions de \$ en 1970.

TABLEAU III. 17

ImportationsStructure des importations et importations totales

	1964	1966	1968	1970	Taux de croissance 1964-1970
Importations totales de marchandises (valeur en mio. de \$)	219,0	344,6	455,2	501,9	14,8 %
Index	100	157	208	229	-
<u>Composition</u>					
Biens de consommation	11(d)	9	8	9(e)	+ 11,0 %
Matières premières et demi-produits (a)	13	10	8	10	+ 8,0 %
Carburants et lubrifiants	12	9	11	12	+ 14,8 %
Biens d'équipements (b)	27	40	41	60	+ 31,2 %
Autres produits manufacturés (c)	36	32	30	9	- 28,5 %

(a) Inclus tous les produits chimiques

(b) Y inclus quelques biens de consommation durables

(c) Inclus des biens non distribués (moins de 2 % du total)

(d) Dont 80 % en produits alimentaires

(e) Dont 90 % en produits alimentaires

Source : M.D.S. Janv. 1971 - Pour 1970 : Central Statistical Office -

Les totaux diffèrent de 100 à cause de produits non distribués. Les valeurs des importations se réfèrent aux marchandises fob ou for (inclus packing) à l'endroit d'expédition. Il n'y a pas des données disponibles avant 1964.

(1) Deuxième pays dans l'Afrique en voie de développement après la Lybie.

L'augmentation rapide des importations de biens agricoles en 1969 (et en 1970) semble indiquer l'incapacité de la production locale à satisfaire une demande en expansion rapide. La consommation totale actuellement couverte par l'étranger est de 55 % (dont 50 % en biens de consommation). Plus de la moitié de l'augmentation des importations se trouve dans les biens d'équipement (machines et équipements de transport) dont l'importance s'est accrue au fur et à mesure que s'est développé le programme d'investissement inauguré après l'indépendance.

Le taux de couverture des importations par les exportations a toujours été positif, fluctuant après l'indépendance entre un minimum de 140 % en 1967 et des maxima dépassant 200 % en 1964 et 1969.

Les termes de l'échange ont subi des variations assez fortes depuis les années 1950, à cause surtout des fluctuations des cours du cuivre. Ils ont atteint des pointes dans les années 1955-1956 et 1966-1969. La retombée récente des cours du cuivre devrait avoir annulé l'avantage récemment accumulé. Les prix à l'importation au contraire sont restés assez stables, avec une légère tendance à la hausse, à cause surtout de la diminution de l'importance relative des importations en provenance de l'Afrique du Sud qui en général sont moins chères. En somme, on ne peut dire que, en dépit de la chute récente des cours du cuivre, l'évolution des termes de l'échange ait été défavorable au pays.

TABLEAU III. 18

Evolution des termes d'échange (1)

(1964 = 100)

	1955	1957	1959	1961	1963	1965	1967	1969
Prix à l'exportation	147	94	95	93	94(1)	115	160	201
Prix à l'importation	88	92	91	97	100	105	105	114
Termes de l'échange	167	102	104	96	94	110	152	176

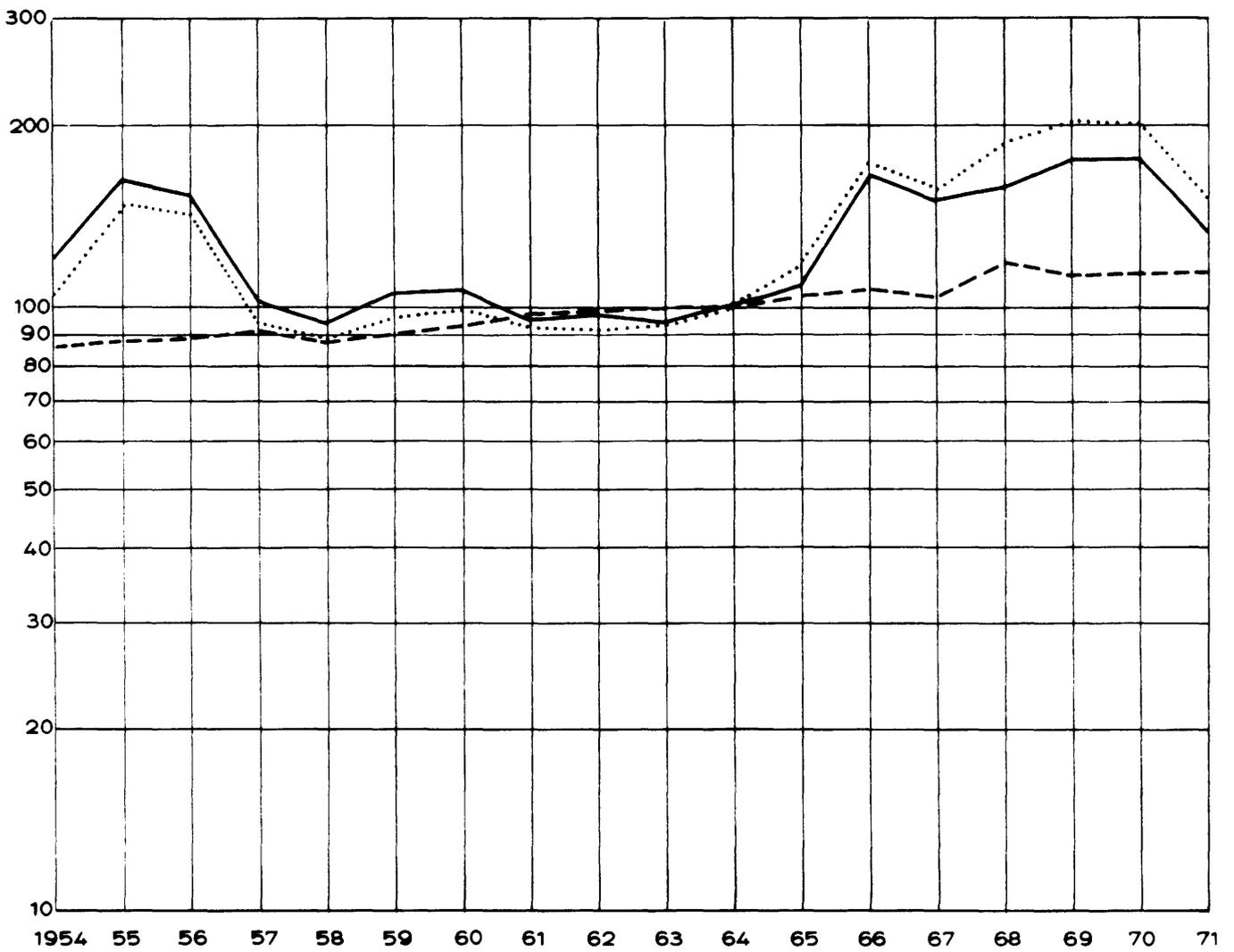
(1) L'index des valeurs unitaires jusqu'en 1963, ne se recouvrant pas avec celui des années suivantes, ne permet pas de reconstruire une série parfaitement comparable. L'index des exportations en 1963 a été calculé sur la base des seuls prix du cuivre, tandis que l'index des prix à l'importation en 1963 a été arbitrairement considéré égal à celui de 1964. En outre, les données des exportations avant 1964 n'incluent pas les ventes au Malawi et à la Rhodésie (environ 2 % du total).

Sources: International Trade Yearbook 1963 et Monthly Digest of Statistics 1970.

ZAMBIE : TERMES DE L'ECHANGE

(INDICE 1964 = 100) (1970-1971 : ESTIMATION)

..... PRIX A L'EXPORTATION
----- PRIX A L'IMPORTATION
———— TERMES DE L'ECHANGE



L'orientation géographique du commerce extérieur, qui n'est pas disponible séparément pour les années de la Fédération, s'est évalué comme suit à partir de 1964.

TABLEAU III. 19

Orientation géographique du commerce extérieur

(en % des exportations)

Pays de destination	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Sterling Area	47	48	40	35	33	30(1)
CEE	31	30	34	27	32	33
Reste Europe occidentale	5	6	8	8	9	9
Japon	11	12	14	20	21	24

(en % des importations)

Pays d'origine	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Sterling Area	81	76	70	64	62	63(1)
CEE	6	7	8	12	13	10
Dollar Area	6	8	12	12	11	10
Japon	2	4	4	6	6	7

(1) Les exportations vers et les importations en provenance du Royaume-Uni étaient respectivement 26 et 23 %, contre 33 et 17 % en 1964.

Source : Monthly Bulletin of Statistics, 1970

L'orientation traditionnelle des exportations zambiennes à destination du Royaume-Uni ("enforced bilateralism") est changée après l'indépendance. Le Japon, favorisé par le taux de croissance accéléré de sa production industrielle est devenu le premier client de la Zambie. L'aire de la Livre sterling, qui absorbait jadis presque la moitié des exportations zambiennes, a perdu rapidement du terrain à partir de 1966, surtout à cause de la diminution rapide des exportations à destination de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie, et représente désormais moins du tiers du total. Tandis que les marchés de la CEE absorbent environ le tiers des exportations zambiennes depuis l'indépendance, les marchés du Japon et des autres pays d'Europe ont plus que doublé leur importance relative (respectivement 24 et 9 % en 1969). Dans la CEE, le principal client de la Zambie est l'Allemagne, même si son importance ait tendance à décroître (38 % en 1969).

Quant aux importations, la zone sterling a vu récemment son importance, jadis écrasante, réduite (de 84 % en 1964 à 63 % du total en 1969), surtout à cause de la diminution notable des importations en provenance de la Rhodésie (40 % en 1964 et 5 % en 1969)(1). L'Afrique du Sud reste, cependant, le premier marché d'importation (20 % du total). Les importations de la CEE (plus de 10 % du total), de la zone dollar et du Japon, au contraire, ont augmenté rapidement. Le deuxième marché d'importation en Afrique est la CAE (avec 3 % du total).

La balance commerciale de la Zambie a vue s'accroître le boni vis-à-vis de la CEE de 134 millions de \$ en 1964 à 311 millions de \$ en 1969.

A partir de 1970, il faut s'attendre à une augmentation relative du commerce avec les pays de l'Est (surtout Roumanie, Yougoslavie et Chine).

Récemment la Zambie a fait une demande d'association à la Communauté de l'Afrique de l'Est (1968) et a conclu un accord commercial avec le Malawi.

3.4.2. Balance des paiements

L'examen de l'évolution de la balance des paiements de la Zambie n'est possible qu'à partir de 1964, étant donné qu'avant elle était consolidée avec celle de la Fédération (2).

La balance des opérations courantes, qui enregistrait un boni très substantiel en 1964 (105 millions de \$), s'est progressivement détériorée en dépit d'une balance commerciale très favorable (en moyenne + 227 millions de \$ par an entre 1964 et 1968) surtout à cause d'une augmentation accélérée après 1965 des dépenses des services (due à la hausse des coûts des transports et assurances dérivant de la réorientation du commerce vers la Tanzanie à la suite de la D.U.I.) ainsi qu'à cause des revenus d'investissements et des transferts de salaires des compagnies minières. Le boni de la balance des opérations courantes a cependant atteint des nouveaux records en 1969 et 1970, grâce à des surplus exceptionnels de la balance commerciale, dûs à une augmentation notable du volume et du prix des exportations et à une diminution des importations. La situation s'est de nouveau détériorée en 1971, à cause de la baisse des cours du cuivre ainsi que du désastre de la mine de Mufulira.

-
- (1) A remarquer que 40 % de la valeur des produits alimentaires importés par la Zambie en 1969 venaient du nord, contre 11 % en 1968. Cependant, les limitations aux importations en provenance du Sud ont été relâchées en 1972, à cause des difficultés financières récentes : "Sticking to political principles puts about 20 % on the cost of everything you can buy in Zambian shops" (The Times, 6/X/1971).
- (2) Les chiffres autres que ceux des importations et exportations des marchandises sont assez douteux : les invisibles, les transferts privés ainsi que les mouvements de capitaux sont souvent de véritables conjectures. Par conséquent, il y a inconsistance, par exemple, entre les flux de capitaux publics des budgets et ceux de la balance des paiements, comme il y a des différences parfois larges entre les changements des réserves de la balance des paiements et des situations monétaires. - 61 -

TABLEAU III. 20

Evolution de la balance des paiements

(en millions de \$)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969*	1970*
1. Exportations marchandises (fob) (1)	489,2	513,5	624,7	651,3	746,6	1.060,0	990,0
2. Importations marchandises (fob) (1)	-221,3	-312,5	-370,4	-465,5	-518,6	-500,0	550,0
3. <u>Balance commerciale</u>	267,8	201,0	254,3	185,8	228,0	560,0	440,0
4. Services nets (autres que 5 et 6)	- 70,3	- 44,7	- 83,0	-100,4	-135,0	-130,0	...
5. Revenus d'investissements	- 82,9	- 42,8	- 87,1	- 70,8	- 81,9	- 96,0	...
6. Transferts	- 9,0	- 25,9	- 13,4	+ 0,1	- 34,9	- 74,0	- 13,9
7. <u>Balance des opérations courantes</u>	105,5	87,6	70,7	14,7	- 23,7	300,0	155,0
8. Capitaux privés nets	- 73,6	- 0,3	16,9	20,4	40,6	-109,8	+129,0
(long terme)	(- 28,8)	(- 6,7)	(2,7)	(6,0)	(56,3)	...	...
9. Capitaux publics	- 6,6	- 14,1	- 8,0	14,1	27,3	...	...
(emprunts à long terme)	(9,0)	(3,6)	(5,9)	(19,7)	(40,2)	...	...
(remboursements)	(- 8,0)	(- 13,9)	(- 2,9)	(- 3,2)	( - )	...	...
10. Erreurs et omissions	-	2,8	- 15,5	- 34,4	- 30,0	...	...
11. <u>Balance des capitaux</u>	- 80,2	- 14,4	8,9	34,5	67,9	...	...
12. Mouvement des réserves (- = augmentation)	- 25,3	- 75,9	- 64,1	- 14,8	14,3	...	...
13. Réserves nettes (fin d'année) (2)	...	211,1	224,3	191,2	200,0	376,8	536,7

(1) Les chiffres des exportations et des importations inclus dans la balance des paiements ne correspondent pas aux données douanières (voir tableaux III.16 et III.17), comme c'est souvent le cas.

(2) Les chiffres ci-dessus ne correspondent pas aux situations monétaires publiées par la Banque de Zambie qui ne montrent pas d'augmentation dans les réserves entre 1965 et 1968. Il est en outre possible que les chiffres des réserves de change du FMI soient sous-estimés à cause de l'exclusion des avoirs des compagnies minières à l'étranger et des investissements du gouvernement dans des titres étrangers.

* estimations

Source : Balance of Payments Yearbook et International Financial Statistics.

Quant à la balance des capitaux, après le déficit grave enregistré dans l'année de l'indépendance (80 millions de \$), elle s'est rapidement et constamment améliorée, jusqu'à atteindre un surplus de 68 millions de \$ en 1968. Ce qui est notable, c'est l'augmentation rapide des capitaux nets à long terme soit publics soit privés (1). Cette dernière dérive en partie des dons (surtout du Royaume-Uni) en compensation des dépenses extraordinaires dues à la D.U.I.

Les avoirs extérieurs nets (réserves de change) se sont accrus de 211 millions de \$ en 1965 à 537 millions de \$ en 1970. L'une des meilleures façons d'apprécier la situation de liquidité est d'établir le rapport entre les réserves et le coût annuel des importations. Les réserves représentaient 7 mois d'importations de biens et services en 1965, environ 9 mois en 1968, et presque 12 mois (estimé) en avril 1970. Cependant, la situation s'est rapidement détériorée après août 1970 (réserves à 600 millions de \$), à cause de la baisse des cours du cuivre. Une partie de la réduction dans les réserves est due aussi à une extériorisation des réserves liquides (60 millions de \$) des sociétés minières permise par le gouvernement comme part de l'accord de participation dans l'industrie du cuivre. Les réserves de change étaient de 372 millions de \$ en juillet 1971. Elles auraient baissé jusqu'à 153 millions de \$ en juin 1972 (2) (ce qui correspondrait à environ 3 mois et demi d'importations).

3.4.2.1. Aide publique

De 1965 à 1970 inclus, la Zambie a reçu des engagements d'aide publique pour un montant de 329,7 millions de \$ surtout au titre du financement de projets. De ce montant 205,5 millions de \$ avaient été utilisés à la fin de 1970.

La BIRD est le plus grand créancier avec 137,7 millions de \$ (42 % du total). Les donateurs d'aide bilatérale ont été la Grande-Bretagne avec 36 millions de \$ (11 %), la Chine avec 17 millions de \$ (5 % ; mais beaucoup plus en 1971), la Yougoslavie avec 15,5 millions de \$ (5 %), les Etats-Unis avec 10 millions de \$ (3,0 %), l'URSS avec 5,6 millions de \$, le Danemark et l'Allemagne. Parmi les créanciers privés, des institutions financières italiennes ont accordé des crédits pour 40,5 millions de \$ (12,3 % du total) (3).

L'aide publique reçue par la Zambie entre 1965 et 1970 s'est élevée à 6,4 % des importations de biens et services. Elle a été de 9,4 \$ par an et par habitant pendant la même période.

(1) Il y a des différences parfois grandes entre la balance des paiements et les budgets dans le Timing de l'encaissement des fonds d'aide extérieure. Il est difficile de dire quels sont les chiffres corrects.

(2) Voir The Economist, 17 - 23 juin 1972

(3) Toutes les données se réfèrent à la dette publique extérieure (y inclus la non décaissée) au 31 décembre 1970.

Parmi les aides les plus récentes, à part le prêt chinois de 210 millions de \$ pour le Tan-Zam (sans intérêt, remboursable en 30 ans à partir de 1983, en partie à travers des exportations zambiennes à destination de la Chine), le PNUD a offert 16,3 millions de \$ en 1971 pour plusieurs projets à développer dans une période de 5 ans. La B.A.D. a octroyé à la Rural Development Corporation un prêt de 685.000 \$ (1).

3.4.2.2. La dette extérieure

La disponibilité d'une position confortable de réserve et l'évolution très favorable des termes de l'échange ont permis à la Zambie de limiter l'aide étrangère aux cas où ses conditions étaient favorables. Seulement 10,8 millions de \$ de crédits fournisseurs ont été négociés; tous en 1966, et il n'y en a plus eu depuis lors.

Par conséquent, la dette extérieure de la Zambie (y incluse la non décaissée) a toujours été très limitée par rapport à la plupart des autres PVD. Elle s'élevait à 178,1 millions de \$ en 1965 (19,6 % du PIB) et avait atteint 329,7 millions de \$ à la fin de 1970 (20 % du PIB, moins que la moitié du rapport de pays comme le Kenya, la Tanzanie et le Gabon).

Cependant, il y a eu une forte augmentation de la dette publique extérieure en 1971. Le chiffre de la dette publique extérieure totale aurait dépassé 800 millions de \$ à la fin de l'année. L'augmentation de la dette est surtout le résultat de l'émission d'obligations MINDECO (292 millions de \$) (2) garanties par le gouvernement pour compenser les compagnies minières de la participation que le gouvernement s'est assurée dans l'industrie du cuivre et du prêt chinois pour le chemin de fer (210 millions de \$).

Par conséquent, le service de la dette qui n'absorbait que 5 % des recettes d'exportation (biens et services) en 1969, aurait atteint 68 millions de \$ en 1971, soit 8 % des exportations estimées de marchandises.

(1) Prêt remboursable en 11 ans, délai de grâce : 4 ans, intérêt 6 % - comme participation... au financement d'une vaste exploitation agricole, le Nyama Farms Ltd., qui développera la culture du maïs et l'élevage des bovins sur une surface de 8.500 ha situés au nord de Lusaka.

(2) Il faut noter que le service de la dette des obligations MINDECO (40 millions de \$/an jusqu'en 1977 et 20 millions de \$/an de 1978 à 1981 ne pèse que sur le budget (pourvu que le prix du cuivre ne tombe pas au-dessous de 48 cents la livre) parce que elle est couverte par la part de l'Etat dans les dividendes de l'industrie minière. Quant à l'effet sur la balance des paiements, l'effet net est inférieur à ce que l'on pourrait attendre puisque les intérêts sur les obligations MINDECO remplacent en partie des revenus d'investissements que les compagnies minières auraient autrement exportés.

Voici, les nouveaux services de la dette de la Zambie (hypothèses : prix du cuivre de 50 cents la livre et taux de croissance du volume des exportations du cuivre à 3,5 %) :

<u>Année</u>	<u>millions de \$</u>	<u>% des exportations</u>
1973	68	7,2
1978	45	4,1
1983	23	1,8.

Quant aux perspectives de la balance des paiements, en dépit des efforts de diversification agricole entrepris récemment (notamment tabac), il est difficile qu'il y ait des changements dans la composition des exportations zambiennes à moyen terme. Par conséquent, les entrées en devises dépendront strictement des exportations de cuivre.

Une estimation des effets sur la b.d.p. récemment faite (1) pour l'année 1971 sur la base de trois hypothèses différentes sur le prix du cuivre relève du tableau suivant :

(en millions de \$)		
Prix du cuivre (\$ par tonne)	Valeur des exportations totales	Balance des opéra- tions courantes
1.560	1.148	252
1.272	938	84
984	728	- 84

Il est à prévoir (voir les conclusions sur le cuivre du chapitre 3.2.2.) que la valeur des exportations, en dépit d'une augmentation notable du volume exporté, diminuera d'environ 10 % entre 1970 et 1974. Cependant, dans l'hypothèse où les importations augmenteraient de 6 % par an pendant la même période (2), il semble que, face aux surplus récents de la balance des opérations courantes, il n'y aura pas d'insuffisance de devises étrangères pour financer le développement économique du pays.

(1) Richard Jolly, Financial Times, 13 août 1970

(2) A quoi il faut ajouter le renchérissement des importations du Royaume-Uni (dû à la dévaluation récente du Kwacha), qui représente encore plus d'un quart des importations totales.

IV. STRUCTURES SOCIALES4.1. Emploi, salaires, revenus

La population masculine active peut être répartie en trois groupes, ceux ayant un emploi salarié, ceux qui se trouvent dans le secteur de subsistance et ceux qui cherchent un travail (indications de grandeur pour 1965 : respectivement 300.000 - 500.000 et 100.000).

Selon le recensement de 1969, la population active est estimée à plus de un million, dont 71 % du sexe masculin. Parmi les 757.000 jouissant d'un emploi, environ 44 % se trouvaient dans le secteur agricole et les activités associées, 25 % dans le secteur des services, 8 % dans les mines et 5 % dans l'industrie. Moins de la moitié étaient des salariés.

Tableau IV.1.Population employée par secteur - 1969 (1)

	Total	Africains	Non-africains
Agriculture, fruits, pêche	330.300	329.100	1.200
Mines	57.600	52.900	4.700
Industrie	35.400	33.000	2.400
Construction	58.800	53.700	5.100
Electricité, gaz, eau	8.100	7.600	500
Commerce	41.400	39.100	2.300
Transport et communications	35.700	33.000	2.700
Services	189.700	181.400	8.300
Total	757.000	729.800	27.200

Source : Central Statistical Office, Census of population and housing, 1969

Le nombre d'emplois salariés s'élève à 372.100 (juin 1970), soit presque 20 % de la population active (mais dans la région occidentale la proportion est double). Environ 32 % du total est employé dans le secteur des services, 18 % dans la construction, 14 % dans les mines et 9 % respectivement dans l'industrie et l'agriculture ; 37 % de la main-d'oeuvre totale est employé dans le secteur public.

Quant à l'évolution de l'emploi entre 1964 et 1970, les chiffres totaux indiquent un accroissement de 38 %, ce qui inclut une diminution de 14 % du personnel étranger, dont l'importance relative est tombée de 12 à 7,4 % pendant la période.

(1) Correspondant aux citoyens de plus de 15 ans travaillant ou cherchant du travail

Le taux de croissance de l'emploi public, après l'indépendance, a été égal à celui de l'emploi privé. Face à une diminution de l'importance relative de l'agriculture et des mines, on a vu augmenter très rapidement celle des constructions et des transports, surtout, ainsi que celle du commerce et de l'industrie.

L'emploi qualifié (1) représentait 18,3 % de l'emploi salarié total en 1965 (56.000 personnes). Le gouvernement et les mines, qui sont parmi les secteurs qui absorbent le plus d'emplois (2), sont en même temps les usagers les plus importants (avec le commerce et les banques) d'emplois qualifiés. Par contre, l'agriculture, la construction et les services domestiques, qui traditionnellement nécessitent des investissements de capital réduits, absorbent surtout du travail non qualifié.

Il est à craindre que la croissance récente et extrêmement rapide des inscriptions aux écoles primaires, face à une croissance forcément moins rapide du marché du travail, sera un facteur de chômage dans la mesure où les abandons resteront élevés (53 %) et deux tiers des promus continueront à ne pas trouver de places dans les écoles primaires. La réinsertion d'individus demi-scolarisés dans l'économie rurale demeure en effet partout problématique.

Le recensement de 1969 indique que le chômage frappait presque un tiers de la force de travail et 50 % des salariés (3). Environ 80 % des chômeurs se trouvaient dans les zones rurales.

Les perspectives d'expansion de l'emploi salarié ne sont pas très brillantes. La nécessité d'améliorer continuellement la productivité des entreprises empêche d'espérer que l'emploi puisse s'accroître de la même façon que la production du secteur moderne. Cela est bien démontré, par exemple, par le fait que, face à un taux de croissance du secteur manufacturier de 14,1 % entre 1960 et 1964 et de 27,4 % entre 1964 et 1968, l'emploi dans le secteur a été pratiquement constant dans la première période et a augmenté seulement de 13 % dans la seconde période (4).

(1) Au moins deux ans d'instruction secondaire

(2) Cependant, les mines ont un coefficient de travail (nombre d'emplois pour U.S. \$ 1.000 de production brute annuelle) extrêmement réduit

(3) De tels chiffres sont bien supérieurs à ceux donnés par le BIT (moins de 20 %). Les chômeurs relevés par les statistiques zambiennes auraient augmenté de deux fois et demi entre 1964 et juillet 1969 pour retomber au chiffre de départ en septembre 1969 (9.700). Ce chiffre concerne cependant seulement les chômeurs enregistrés comme tels (dont une partie est simplement sous-employée) et pas les nouveaux enregistrés. Le recensement de 1963 indique que, face à 8.000 chômeurs "officiels", il y en avait 72.000 déclarés.

(4) Les gains de productivité restent remarquables même si l'on déduit l'effet des prix. Ils sont plus remarquables si l'on préfère les calculer sur la base des valeurs ajoutées dans le secteur.

Tableau IV.2.

Emploi salarié recensé au 31 décembre

	1964		1966		1968		1970		Accroissement % 1964-1970	
	Afric.	Etr.	Afric.	Etr.	Afric.	Etr.	Afric.	Etr.	Afric.	Etr.
Agriculture, forêts et pêche	34.5	0.7	34.9	0.5	34.1	0.5	33.5	0.4	- 2	- 40
Mines	42.5	8.3	47.6	7.2	48.7	6.1	51.1	5.5	+ 20	- 34
Industrie	18.0	2.9	27.0	3.0	31.5	2.8	33.9	2.9	+ 88	-
Construction	29.1	2.0	68.6	2.6	61.4	2.6	66.7	2.8	+130	+ 42
Electricité, gaz, eau	1.8	0.4	3.3	0.4	4.1	0.4	2.0(1)	0.4	+ 11	-
Commerce	14.5	6.4	22.1	6.4	25.3	6.3	28.9	4.6	+ 99	- 28
Transport	8.7	2.3	18.1	2.6	20.7	2.8	20.8	2.4	+139	+ 6
Services (exclus domest.)	52.4	8.4	50.0	6.8	63.7	7.7	72.8	8.5	+ 39	+ 1
Total	237.0	31.7	307.4	29.4	324.4	29.2	344.7	27.4	+ 45	- 14
dont secteur public	...	...	99.8	8.0	114.4	8.5	128.5 (2)	7.8 (2)	+ 29 (3)	- 3 (3)

(1) Services sanitaires, ici classes jusqu'en 1968, ont été inclus dans les services à partir de 1969

(2) Estimé, le total du secteur public étant de 134.5

(3) Sur quatre ans.

Source : Monthly Digest of Statistics, Jan. 1971

Le gouvernement est conscient de cette situation. Il poursuit l'africanisation des cadres, d'une part, tout en cherchant à éviter une baisse relative dans l'efficacité du travail (la proportion d'étrangers par rapport à l'emploi total a baissé de 47 % entre 1960 et 1970, et surtout récemment), et s'efforce de développer l'économie monétaire, d'autre part, et notamment l'agriculture, qui est le secteur qui peut assurer le nombre d'emplois le plus élevé par unité de capital investi, soit de façon directe, soit de façon indirecte (en stimulant l'industrie de transformation des matières premières agricoles), tout en décourageant les mouvements migratoires dérivant de la disparité croissante entre revenus ruraux et urbains qui contribuent à aggraver le chômage urbain.

Mais le problème le plus grave (1) est celui de l'augmentation accélérée des salaires. Les salaires ont augmenté d'environ 20 % par an entre 1964 et 1969 en termes monétaires, et de 12,5 % en termes réels. Leur limitation devrait être une question décisive pour le développement du pays. Or, sur une augmentation de la masse salariale de \$ 286 Mio, entre 1964 et 1968, \$ 242 Mio (soit 6/7) sont expliqués par l'augmentation des salaires et seulement \$ 44 Mio par l'augmentation des salariés. Les augmentations salariales dans l'industrie minière ont gravement réduit les recettes publiques (2), ainsi que les investissements publics.

Tableau IV.3.

Evolution des revenus réels (Kwachas)

Secteurs	Salaires réels moyens								Index 1969 1960 = 100	
	1961		1964		1967		1969			
	Afric.	Etr.	A	E	A	E	A	E	A	E
Agriculture, forêts, pêche	120	2.508	176	2.800	266	3.076	360	4.144	(1)	173
Mines	578	5.178	732	5.150	1.322	7.608	1.412	8.174	250	157
Industrie	274	2.634	406	2.960	668	4.472	744	5.154	315	193
Construction	240	2.868	286	3.100	500	4.650	560	5.693	237	147
Eau, électricité, gaz	248	3.602	320	4.240	630	5.572	721	6.750	345	193
Commerce	268	1.982	388	2.220	710	3.552	801	4.591	345	242
Transport	345	2.698	482	3.000	934	3.766	1.034	4.018	357	151
Services(exclus domest.)	284	2.336	392	2.500	690	2.704	794	3.173	310	138
Services domestiques	170	-	196	-	266	-	280	-	172	-
Tous emplois	288	3.046	382	3.294	666	4.454	754	4.869	277	162

(1) 1961 = 100

Source : Monthly Bulletin of Statistics, 1970

(1) voir Seers Report, 1964 et R. Jolly, The Seers Report in Retrospect, African Social Research, July 1971

(2) La masse salariale, qui avait atteint \$ 563 Mio en 1968, aurait été inférieure de \$ 200 Mio à la même date si les salaires africains et ceux des européens n'avaient augmenté respectivement que de 5 % et 3 % entre 1964 et 1968. On a calculé en outre qu'une limitation dans la croissance des salaires africains dans les mines de 5 % par an, les salaires des expatriés restant constants, aurait augmenté de \$ 70 Mio les recettes publiques dérivant de la taxation des profits miniers pendant la période 1965-1969 (Mémoire non publié par R. Jolly et M.L. Williams).

Comme l'indique le tableau IV.3., l'augmentation des salaires réels a été beaucoup plus rapide pour les emplois africains; surtout après l'indépendance, que pour les européens (respectivement 12,0 % et 5,5 % par an après 1960). Par conséquent, l'écart entre les salaires des africains et ceux des étrangers, qui était supérieur à 10 fois en 1961, s'était réduit à 6,5 fois en 1969. Le secteur des mines paie des salaires de deux à quatre fois (respectivement européens et africains) plus élevés que l'agriculture.

Du tableau IV.4. il ressort clairement que, tandis que pendant la période 1960-1965, l'accroissement de la productivité a contrebalancé en partie l'influence des augmentations salariales sur les coûts du travail (ainsi que sur la hausse des prix), ces derniers ont augmenté fortement depuis lors.

Tableau IV.4.

Salaires, productivité et coûts du travail (1) -(1964 = 100)

Année	Salaire annuel moyen par employé	Productivité	Coût du travail par unité de production
1960	83	85	97
1961	85	87	99
1962	90	87	103
1963	94	91	103
1964	100	100	100
1965	106	108	98
1966	112	96	117
1967	130	106	122
1968 (2)	154	112	138

(1) Basés sur la moyenne pondérée des salaires des africains et des non africains

(2) Préliminaire

Source : Zambia Manpower (1969), tableaux 4 et 5

La deuxième Convention Nationale à mi-décembre 1969 a décidé de suivre une politique de restriction des salaires et d'octroi d'augmentations futures sur la base d'accroissements dans la productivité. Le blocage des salaires fut supprimé au début de 1970 ; mais avec la disposition que toute augmentation annuelle ne dépasserait pas 5 % (limite qui fut cependant dépassée dans le cas de plusieurs grèves). Les organismes para-étatiques souffrent d'une inflation (existante et potentielle) des salaires,

étant donné que leur niveau est librement déterminé. Le gouvernement est préoccupé de la fuite de ses meilleurs cerveaux vers les secteurs para-étatique et privé. Une solution partielle a été trouvée dans la transformation de certaines institutions para-étatiques en départements gouvernementaux, avec une baisse conséquente des salaires.

Quant à la répartition du revenu national, 5 % de la population se partage 37,5 % du revenu, tandis que 27 % revient aux 60 % les plus pauvres de la population. Sur 18 pays africains pour lesquels des données sont disponibles, la Zambie se situe au niveau de Madagascar et du Sénégal et après le Gabon, le Nigeria et la Tanzanie, parmi les pays où les disparités dans la distribution des revenus sont les plus grandes.

Il faut avouer que, en dépit des efforts entrepris pendant le plan 1966-1970 pour réduire l'écart des revenus entre ville et campagne, le pouvoir d'achat relatif de la population rurale s'est réduit d'environ la moitié par rapport à celui des employés et salariés urbains, notamment parce qu'il y a eu une augmentation dans l'écart existant entre la productivité élevée des employés urbains et la productivité assez faible des employés dans le secteur de subsistance (1). Les chances de mettre en oeuvre une politique des revenus efficace sont bien plus limitées en Zambie que par exemple en Tanzanie où il y a une plus grande unité politique et sociale, mais pourraient s'améliorer dès que le programme de zambianisation aura été complété.

Le nombre très élevé de chômeurs scolarisés et le fait que dans la plupart des industries et du commerce (y inclus les organismes d'Etat) les expatriés occupent encore une grande partie des fonctions administratives et de responsabilité ont provoqué des grèves, en partie sauvages, en dépit des lois en vigueur visant à les empêcher. Les grévistes demandent une accélération du processus de zambianisation ainsi qu'une augmentation des salaires. Environ 21.000 journées de travail ont été ainsi perdues en 1969 et presque le double en 1970 (2). Le nouvel Industrial Relations Act, adopté en décembre 1971, devrait contribuer à réduire le phénomène de grèves.

(1) Ce dernier est estimé à 120 \$ par employé en 1965 (dont 86 % en produits de l'agriculture et de la pêche non commercialisés) cfr Manpower Report 1965-66, Govt. Printer, Lusaka, 1966, p. 14

A remarquer cependant que dans plusieurs secteurs même urbains, la productivité du travail a baissé après l'indépendance, avec des effets drastiques sur les coûts unitaires du travail (voir BIT, Report to the Government of Zambia, policy and machinery (Genève, 1969) ; par Prof. A. Turner)

(2) Mais dans les années 1962 et 1966 les journées de travail perdues dépassent 500.000, en 1963, 400.000

4.2. Enseignement

De 1954 à 1963, la responsabilité de l'éducation des européens relevait de l'Administration (et des ressources financières) fédérale, tandis que l'éducation "africaine" était une responsabilité territoriale dépendante des ressources locales. Cette dernière fut par conséquent largement exclue des ressources fournies par le cuivre zambien, et sa qualité fut bien inférieure non seulement aux écoles européennes, mais également aux écoles asiatiques (coloured). En outre, en dépit d'une structure industrielle relativement avancée, les opportunités pour les africains d'acquérir une instruction "sur le tas" étaient extrêmement limitées (et même inexistantes, avant 1960) à cause de la discrimination raciale.

Il en dérive que, au moment de l'indépendance, il y avait en Zambie un manque de cadres nationaux plus grave qu'ailleurs. Environ 86 % de la population n'a reçu aucune éducation scolaire, 12 % a accompli le 1er degré et 1 % le 2ème degré. En 1963, il y avait au juste, 110.200 zambiens ayant terminé la 4ème, 32.400 ayant terminé la 6ème, 1.200 (1) ayant terminé les études secondaires (nombre atteint en 1943 au Ghana, en 1955 en Uganda, en 1957 au Kenya et 1960 en Tanzanie) et 104 (1) ayant terminé les études universitaires (1 seul en 1950, 41 en 1960).

Le nouveau système d'instruction primaire consiste en un cours inférieur (4 ans) et en un cours supérieur (3 ans).

L'instruction secondaire est divisée en un cours "junior" (2 ans) et en un cours "senior" (3 ans). Pour le moment, environ un tiers des élèves terminant le cycle primaire sont admis à l'école secondaire et environ 2/3 terminant le cours junior sont admis au cours senior après examen.

Les programmes ont été révisés depuis l'indépendance. Dans l'école primaire, l'anglais est devenu la seule langue commune dès la première année, à cause de l'absence d'une langue unique indigène (2). Cependant, l'enseignement d'une langue véhiculaire reste obligatoire (3). Depuis 1964, il y a des classes expérimentales pour l'enseignement de la mathématique "nouvelle" selon l'Entebbe Mathematics Programme Grade One, un système qui est en train d'être adopté par tout le pays. En 1966, les programmes secondaires ont subi une révision drastique, notamment avec l'introduction de cours

(1) En 1964

(2) Il y a plus de 40 langues et dialectes tribaux, les langues officielles principales étant : chitemba, chinyaja, chitanga et silozi

(3) Ce n'est plus le cas dans les écoles secondaires, à cause de l'importance écrasante de professeurs étrangers.

pratiques de sciences agricoles (qu'on se borne d'améliorer aussi dans les écoles primaires de brousse, encourageant la formation de Young Farmers' Clubs dans chaque école et diversifiant les programmes dans les domaines technique et commercial). Depuis 1964, il y a aussi des cours par correspondance, des programmes d'éducation des adultes (1.200 classes en 1967, avec 15.818 étudiants). Depuis 1965, on a entrepris des campagnes d'alphabétisation des adultes ainsi que des programmes d'instruction primaire, secondaire et normale radiophoniques et télévisés. Particulièrement intéressante est l'expérience accumulée dans l'organisation des Centres d'Education Rurale. Le travail du LUTO (Let us Try Organisation) et du YAPS (Young Agricultural Produce Society) dans la province occidentale a bien illustré ce que la jeunesse peut accomplir avec soutien financier et encouragement adéquats, et comment un tel entraînement peut profiter aux CER et encourager la création de sociétés coopératives. En 1969, la Commission de l'enseignement technique a créé, dans le Copperbelt, l'Institut Technique de Zambie, qui enseigne la technologie, le génie civil, la mécanique, le bâtiment, en mettant l'accent sur l'industrie minière. Le Collège Technique du Nord, fondé par les compagnies minières, collabore étroitement avec l'Institut pour délivrer un diplôme équivalent au certificat national supérieur britannique.

Les progrès de la réforme ont été moindres dans le domaine de l'instruction technique et professionnelle, dont les 13 centres existant furent réduits à 3 en 1965 avec l'espoir d'en relever les taux d'inscription par rapport aux places disponibles (cependant, successivement, 5 nouveaux centres furent ouverts pour doter chaque province d'une école technique). Le système éducatif zambien n'avait produit que 60 artisans jusqu'en 1970. Il semble que, sans une campagne efficace de la part du gouvernement en faveur de l'instruction technique et professionnelle, il sera difficile de recruter un nombre suffisant d'élèves pour satisfaire les besoins du pays (1).

La nécessité de réformes dans le domaine de l'enseignement a évidemment porté le gouvernement à s'assurer un contrôle grandissant du système éducatif du pays largement contrôlé par les missions. Tandis qu'encore en 1963 le gouvernement (central et périphérique) administrait 34 % des 1.721 écoles primaires du pays, en 1967, il en administrait 63 % (sur 2.522). Il en va de même des écoles secondaires, dont il contrôlait 64 % (sur 97) dans cette dernière année.

L'effort d'investissement entrepris dans le domaine de l'éducation à partir de l'indépendance a été exceptionnel, même par rapport aux autres pays africains.

(1) cfr W.A.B. Saunders "An examination of the technical and vocational training in the Republic of Zambia" Lusaka, nov. 1967 (non publié).

Par exemple, dans les seules années 1965-1966, plus de 2.500 habitations pour enseignants primaires et presque 2.500 classes primaires ont été construites ; à ceci, il faut ajouter une vingtaine d'écoles secondaires, la plupart dans des zones rurales inaccessibles aux véhicules à moteur. Cette véritable "success story" a été rendue possible grâce à un haut niveau d'investissement en capital, 11,1 % du total du plan 1966-70, et d'investissement humain entrepris grâce à l'appareil du parti, et à la participation des paysans et des hommes d'affaires qui assurèrent leur participation à la construction des bâtiments scolaires sur une base de "self-help", le gouvernement se limitant à mettre en place des structures pré-fabriquées d'acier (nécessitant 3 à 4 jours de travail).

Le nombre d'élèves inscrits aux écoles zambiennes ressort du tableau suivant :

Tableau IV.5.

Elèves inscrits et enseignants (1968)

Niveau d'instruction	Nombre élèves inscrits				Nbre enseignants	
	Garçons	Filles	Total	1966-68	Total	1966-68
Ecoles primaires (7 ans)	339.928	268.965	608.893(1)	+ 29 %	11.986	+ 15 %
Ecoles secondaires générales (5 ans)	28.843	13.545	42.388(2)	+ 77 %	1.917	+ 61 %
Ecoles techniques et professionnelles	...	...	1.500(3)	nég.	...	...
Ecoles normales	1.397	783	2.180(4)	+ 39 %	140	+200 %
Université	793	155	948(5)	+217 %	64	(6)

(1) 621.500 en 1969-70

(2) 48.000 en 1969-70

(3) African Contemporan Record, London 1971. La source du tableau indique, au contraire, seulement 293 africains, tandis que le Manpower Report 1964-65 indique un total de 1.196 étudiants en 1964

(4) Et environ 1.500 enseignants primaires sortant

(5) 1.250 en 1970

(6) L'université a été ouverte en mars 1966

Source : Annuaire du Bureau Central de Statistique (Lusaka) ; Manpower Report 1965-66, Govt. printer Lusaka ; J.M. Mwanakatwe, The Growth of Education in Zambia since Independence, Oxford Univ. Press, 1968

La pyramide éducative est fortement écrasée, comme l'on peut le voir d'après le tableau suivant :

Tableau IV.6.

Proportion d'élèves en âge scolaire - (janvier 1968)

Cours d'études		%	Cours d'études		%
<u>Ecole primaire (cours inférieur)</u>			<u>Ecole secondaire (junior)</u>		
(env. 7 ans) 1ère classe		96	(env. 14 ans) 1ère classe		19
2ème classe		93	2ème classe		14
3ème classe		84	<u>Ecole secondaire (senior)</u>		
<u>Ecole primaire (cours supérieur)</u>			(env. 16 ans) 3ème classe		6
(env. 10 ans) 4ème classe		81	4ème classe		5
5ème classe		67	5ème classe		2
6ème classe		64	<u>Université</u>		
7ème classe		51	(env. 19-22 ans) inscrits		0,3

Source : Estimations du Ministère de l'Education

En effet, en 1966, pas plus de 1/3 des élèves inscrits à l'école primaire ont pu terminer le cycle relatif (1) et l'insuffisance d'infrastructures scolaires cause par la suite une forte sélection qui porte à interdire les études secondaires à environ 2/3 des élèves promus de 7ème. La croissance rapide du nombre d'élèves sortant de 7ème pourrait empêcher bientôt le gouvernement de garder la proportion d'un tiers admis aux études secondaires (2). Cependant, moins de 10 % des admis aux écoles secondaires terminent le cycle relatif.

Les élèves inscrits aux écoles professionnelles ne constituent que 1 % environ des élèves inscrits aux écoles secondaires (probablement le rapport le plus bas en Afrique). L'université récemment fondée n'est ouverte qu'à une minorité (par ailleurs, en croissance rapide). Elle n'a produit que 104 diplômés en 1970 dont seulement 4 ingénieurs (à cause de la difficulté de recruter des gens qualifiés pour de telles études).

(1) Dans les zones rurales, seulement 75 % des élèves terminant le cours inférieur du primaire (4 ans) peuvent poursuivre leurs études

(2) Selon les prix de 1968, le coût en capital d'une place dans une école secondaire était de 1.800 \$ (700 \$ sans internat). Si pendant le plan 1966-70 on avait voulu permettre à 50 % (contre 33 %) des élèves primaires promus de poursuivre leurs études dans le secondaire, cela aurait représenté une dépense en capital additionnel de 25 mio de \$, ce qui à part l'augmentation des charges récurrentes, démontre combien le coût d'amélioration de l'éducation secondaire est prohibitif.

Parmi les enseignants primaires (1966), 94 % sont zambiens, mais seulement 7 % peuvent se considérer comme qualifiés (c'est-à-dire ayant au moins terminé l'école secondaire (1)). Les proportions sont inversées pour les écoles secondaires, où les enseignants qualifiés sont 95 % et les étrangers 94 %.

La qualité de l'enseignement est affaiblie par la persistance de plusieurs écoles avec un seul enseignant et de l'enseignement en double session surtout dans les premières années.

En 1970, les dépenses allouées à l'éducation constituaient 18 % du budget ordinaire (dont plus de 70 % pour l'éducation primaire et secondaire générale), contre 1 % dans les années 1920, 5 % dans les années 1940 et 6 % dans les années 1950. Les dépenses publiques totales pour l'éducation ont atteint 6,2 % du PIB (le rapport le plus élevé en Afrique) et avaient atteint 20 \$ par tête en 1968, rapport parmi les plus élevés du monde (14 \$ au Congo-Brazza, 13 \$ au Ghana, 11 \$ au Sénégal, pays qui tous dépensent beaucoup pour l'éducation).

Etant donné l'insuffisance grave de cadres qualifiés en Zambie, il est utile d'avoir un aperçu des plans d'investissement élaborés dans le domaine. Un projet de la BIRD, pour un montant de 36,4 millions de \$ concerne la construction de neuf écoles secondaires et l'extension de 46 autres écoles, du Northern Technical College et d'écoles normales. Le nombre d'inscrits secondaires sera porté à 63.400 dans le cadre d'un tel plan. La Canadian International Development Agency participe avec 2 millions de \$ (à dépenser en 5 ans) au développement de l'éducation technique et professionnelle. Le gouvernement a alloué 4,5 millions de \$ à l'établissement du Zambia Institute for Technology à Kitwe et un montant similaire à de nouveaux centres professionnels à Chipata et Choma. On envisage de former jusqu'à 2.000 élèves secondaires dans l'électronique, ingénieurs, etc... Afin d'assurer la formation du personnel qualifié nécessaire pour mener à bien sa politique agricole, le gouvernement zambien doit achever la construction à Mpika, dans le Nord, d'un Collège d'agriculture qui coûtera 2,8 millions d'u.c. et devrait être opérationnel dès l'année 1973. On encourage les industries à s'organiser et à arrêter des programmes d'instruction de la façon adoptée déjà dans les mines et les banques. Mais le manque de cadres qualifiés est tel que les gens ainsi formés abandonnent souvent la société qui les a formés pour s'employer dans le secteur le plus rémunérateur, celui du commerce.

(1) La situation est cependant meilleure que dans plusieurs autres pays de l'Afrique anglophone.

4.3. Santé

Les infrastructures sanitaires ne sont pas très développées. Il y a environ 14.000 lits d'hôpital (10.022 en 1964), soit 3,5 lits pour 1.000 habitants, un médecin par 22.000 habitants (Ghana : 1 pour 14.000), 536 assistants médicaux, 122 ingénieurs sanitaires, 617 infirmières et 68 pharmaciens (dernières données : 1964).

V. POUVOIR ECONOMIQUE ET POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

5.1. Organisation du pouvoir économique

La transformation de l'organisation du pouvoir économique, qui était jadis dominé d'une manière écrasante par l'étranger, s'est déroulé par étapes et ne peut pas être considérée comme achevée.

Le "Modèle Zambien" jouit d'une flexibilité très élevée et manque d'une conception systématique reconnaissable.

Dans les toutes premières années après l'indépendance, l'économie zambienne restait organisée sur une base de capitalisme primaire. Mais les années 1966-1970 ont vu des changements institutionnels importants.

"Humanism in Zambia" (1967), "Zambia towards Economic Independence" ou "Mulungushi Declaration" (1968) et "Matero Declaration" (1969) constituent les pierres angulaires d'une nouvelle politique. La première, publiée deux mois après l'"Arusha Declaration", fournit les lignes directrices d'une pensée politique pratique. Les deux déclarations suivantes concernent des mesures et des programmes concrets de politique économique, entre autres une participation majoritaire de l'Etat dans le capital de 26 grandes compagnies et des sociétés minières respectivement (voir 3.2.2.).

On refuse, soit l'exploitation organisée du capitalisme, soit l'endoctrinement du marxisme, pour rechercher une troisième voie, celle de l'"Humanisme". A la nationalisation on préfère un certain contrôle sur l'économie privée, avec un regard particulier pour les intérêts du "common man". Dans le domaine de l'industrie minière et manufacturière, le système "joint-venture" est préféré, impliquant souvent une participation majoritaire du gouvernement ("Policy of 51 %"). Tout dépassement des limites établies pour le capital de base, le chiffre d'affaires et le nombre d'employés, implique la participation de l'Etat aux entreprises concernées, pour éviter la création d'une classe de capitalistes zambiens.

Les organismes para-étatiques jouent un rôle important dans la politique et le développement. Ils étaient une cinquantaine à l'indépendance, et sont plus de soixante-

dix maintenant, plusieurs ayant été radicalement réorganisés (1). Ils produisent environ la moitié du PIB et emploient environ le quart des salariés du pays.

L'efficacité de plusieurs organismes publics (organismes statutaires ou sociétés d'Etat) a laissé beaucoup à désirer (Cependant, il n'y a eu récemment aucun cas de corruption grave).

Des "budget speeches" pour 1969 et 1970, il ressort que le gouvernement a l'intention de mettre tous les organismes statutaires sur une base financière solide. Cependant, il est évident que des subsides restent nécessaires si l'on veut promouvoir le développement rural et compléter des projets non immédiatement rentables mais d'importance vitale pour le pays.

Le "corporation system", comme il est à présent, est un système de capitalisme d'état, et comme tel il n'a pas une rapport direct avec le socialisme. Il est probable que la "stateco-structure" existante ne soit qu'un stade intérimaire vers un modèle de développement dont l'adoption devra être précédée par un nouveau "round" de changements.

Les organismes para-étatiques dans les secteurs de l'industrie manufacturière des mines et de l'énergie ont opéré généralement sur une base de rentabilité pour pourvoir à leur autofinancement ainsi qu'au dégagement des bénéfices à utiliser pour le financement du développement économique. De nombreux organismes para-étatiques dans d'autres secteurs, au contraire, ont aidé à fournir au Zambien moyen (y inclus celui qui habite des zones rurales périphériques) des marchandises et des services à bon marché. Ces derniers ont été d'habitude moins efficaces et ont dû être subsidiés par le gouvernement.

(1) Parmi les plus importants, il faut mentionner :

- Agriculture : National Agricultural Marketing Board, Cold Storage Board, Dairy Produce Board, Tobacco Board, Rural Development Corporation (fusion du Agricultural Development Organisation et Crédit Organization of Zambia), Agricultural Research Council of Zambia
- Energie : Central African Power Corporation (seul organisation en commun avec la Rhodésie), Copperbelt Power Company, Victoria Falls electricity Board, Broken Hill Development Company
- Industrie : Zambia Industrial and Mining Corporation (ZIMCO) avec deux filiales : Industrial Development Corporation (INDECO) et Mining Development Corporation (MINDECO)
- Autre : Zambia Railways, Zambia Airways, National Coal Board.

5.2. Organisation de la politique économique et planification

Pendant les années vingt et trente les dépenses en capital du gouvernement nord Rhodésien étaient négligeables (1) et allouées en grande partie (plus des 2/3) aux régions le long du line of rail et du Copperbelt.

C'est seulement après la deuxième guerre mondiale que le pays fut doté d'un véritable programme de développement économique-social accéléré : le Plan Décennal 1947-1957.

Il s'agissait d'un plan du type "shopping list", c'est-à-dire le résultat des choix faits sur la base des projets soumis par chaque ministère avec en plus des estimations de dépenses pour les communications, l'énergie, et les centres de développement rural pour la population africaine.

Dans la première version du plan, l'objectif principal était de stimuler le secteur rural de subsistance et améliorer le niveau de vie de la population africaine : 31 % des dépenses de développement étaient allouées à l'éducation africaine, aux habitations africaines et au secteur rural. Cependant, le pouvoir législatif déjà dans la première année avait décidé une réorientation des priorités en faveur d'objectifs à court terme dans le domaine de la production alimentaire, des habitations et des routes.

Dans une deuxième version du plan (1953) l'importance relative des dépenses pour les secteurs "africains" et la population rurale fut fortement réduite, notamment le programme visant à établir plusieurs centres de développement rural (un seul centre fut autorisé par la suite, mais jamais terminé). Tout cela à cause d'une expansion surprenante de l'économie du pays après la guerre qui créa des nécessités pressantes de capitaux dans le secteur monétaire (surtout travaux publics (notamment routes), habitations, santé, énergie et eau) dont la rentabilité à court terme était vraisemblablement supérieure à celle d'investissements ruraux douteux. Par conséquent, si, d'une part, les africains urbanisés purent profiter du développement accéléré du pays, d'autre part, le secteur rural africain ne reçut pas proportionnellement plus d'attention que dans les années trente.

Le plan décennal dont les investissements se chiffraient à 36 millions de \$ dans sa première version, fut porté à 149 millions en 1953, surtout grâce à une expansion inattendue dans les recettes fiscales provenant de l'industrie du cuivre.

(1) Par exemple 50.000 \$ en 1925-26 (5 % des dépenses courantes), 390.000 \$ en 1938 (15 % des dépenses courantes) dont 57 % pour travaux publics.

TABLEAU V. 1

Répartition des investissements publics prévus dans les plans zambiens

(% du total)

Investissements	Plan 1947-57 (version 1947) (1)	Plan 1947-57 (version 1953) (2)	Investissements publics totaux effectifs 1947-61 (3)	Plan 1966-70/71(b)
TOTAL (millions de \$)	36	149	395	775
Santé	12,3	6,6	2,6	3,3
Education (Africains)	11,8	3,3	2,9	} 14,1
Education (Européens)	1,9	9,4	2,6	
Agriculture, forêts, élevage	20,0 (c)	3,5	3,8	15,4
Production manufacturière		-	0,8	11,0(a)
Développement rural	11,5	1,8	2,4	
Eau, gaz, électricité	7,5	13,6	27,9	9,5
Communications	14,0	17,0	18,2	20,8
Logements (africains)	7,7	12,1	8,1	} 15,3
Constructions et travaux publics (y compris loge- ments)	10,0	17,5	8,1	
Sécurité intérieure	-	3,3	3,3	n.d.
Autre et non distribué	3,2	11,9	19,3	10,6

(a) Dont 19 % pour les mines

(b) 65,7 % des investissements totaux, les investissements privés sont concentrés dans le secteur minier

(c) Inclue la commercialisation des produits agricoles et industriels

Sources : (1) Ten Year Development Plan for Northern Rhodesia as Approved by Legislative Council on 11th february 1947 (Lusaka Govt. Printer, 1951)

(2) Approved estimates of the development fund 1954-55, Northern Rhodesia, Lusaka, Govt. Printer 1954, p. 3

(3) Les chiffres pour 1947-52 sont dérivés de Approved estimates of the Department Fund, 1953-54, Northern Rhodesia (Lusaka, Govt. Printer, 1953). Pour les chiffres de 1953-60, voir Financial Statements 1952-60, Lusaka Govt. Printer. Pour 1960-1961, voir Estimates of Revenue and Expenditure, Northern Rhodesia, Lusaka (Govt. Printer, 1960).

Dans la première version du plan décennal on estime à 42 % la part du programme financée par les moyens financiers intérieurs. Mais à la fin de 1960, en dépit de l'importance financière largement accrue du plan 55 % avait été financé par de tels moyens(1).

Le plan décennal 1947-57 fut suivi par deux plans fédéraux de développement, l'un pour les années 1957-61, et l'autre pour les années 1959-63 (2).

A partir de l'indépendance, la Zambie a eu quatre plans de développement, dont l'un vient de paraître, le plan d'urgence (1964), le plan de transition (1965-66), le premier plan national de développement 1966-70/71 et le deuxième plan national de développement 1972-76.

Les changements institutionnels importants décrétés en Zambie dans les années 1966-1970, notamment les réformes Mulungushi (3) et Matero (4), la nationalisation partielle des banques commerciales (1970) et la décentralisation de l'administration régionale, ont renforcé les investissements d'exécution de la politique gouvernementale et ont porté en même temps

- a) à une décentralisation dans le processus d'élaboration des décisions au sein du gouvernement,
- b) à un pouvoir accru du MINDECO et INDECO et
- c) à une diminution de l'influence du bureau du plan sur le gouvernement.

5.2.1. Le Premier Plan de Développement (1966-1970)

Le premier plan national de développement à moyen terme (1966-70) fut prolongé jusqu'à la fin de 1971 afin de pouvoir compléter plusieurs projets ajoutés après son commencement. Par contre, les révisions périodiques qui auraient dû être faites par le bureau du plan ne furent pas entreprises à cause du départ des économistes expatriés qui les avaient élaborées.

Les investissements totaux du plan (780 millions de \$ dont seulement 15 % représentent l'aide étrangère) ont été presque identiques en termes réels aux prévisions. Les ministères et l'INDECO ont pu exécuter leurs programmes en dépit d'une hausse sans précédent dans les salaires réels et des difficultés dérivant de la D.U.I., grâce aux cours du cuivre, plus soutenus que prévu.

(1) Voir Financial Reports 1947-60, Lusaka, Govt. Printer

(2) Ils ne seront pas décrits ici puisque leurs chiffres se réfèrent à toute la Fédération

(3) D'après laquelle l'Etat acquiert une participation de 51 % dans le capital de 26 grandes compagnies (1968)

(4) Participation au capital des sociétés minières en 1969 (voir 3.2.2.).

La dimension du plan s'est avérée raisonnable contrairement à une opinion jadis répandue : il ne semble pas qu'il y ait eu une inflation du côté de la demande, sauf dans le secteur des constructions. Par conséquent, tout effet inflationniste et une partie des dépenses pour importations ne dériveraient pas d'une dimension excessive du plan (sauf que dans le secteur constructions) mais plutôt des augmentations excessives des salaires et de la consommation (3 à 4 fois les taux prévus). Les augmentations des salaires auraient ajouté environ 286 millions de \$ à la consommation totale pendant la période du plan.

Sur les 8 objectifs du plan, six ont été pleinement atteints et 1 partiellement.

1. La diversification de l'économie s'est développée, surtout dans le secteur urbain. La production industrielle a augmenté de 27 % par an (plan 15 %). Le secteur "construction" a plus que doublé entre 1964 et 1968 et, après une crise subie en 1969 (à cause des restrictions des crédits en 1968 et du budget austère de 1969), a repris en 1970. Les résultats des investissements exceptionnellement élevés alloués à l'agriculture ont été par contre décevants.

2. Un résultat remarquable a été d'avoir pu atteindre l'objectif de créer 100.000 nouveaux postes de travail rémunéré (+ 35 % par rapport à 1964), en dépit d'une croissance du produit réel inférieure aux prévisions et une expansion très rapide des salaires réels et monétaires.

3. La production physique a augmenté de moins de 6 % par an pendant la période contre une prévision de 9,7 %. Un tel résultat reste, cependant, remarquable par rapport à la majorité des pays en voie de développement, surtout si l'on considère les goulots d'étranglement et des dislocations causées par la D.U.I. ainsi que l'insuffisance de personnel qualifié. D'autre part, la hausse des prix du cuivre (autour de 1.500 \$ la tonne en 1970 contre 980 \$ estimés dans le plan) a permis au PIB de s'accroître selon le plan (+ 11 % environ par an en termes réels entre 1964 et 1970). L'objectif inscrit dans le plan de porter le PIB per capita à 400 \$ par tête a été légèrement dépassé dans la réalité.

4. Il a été possible de maintenir une stabilité des prix raisonnable, l'index des prix à la consommation ayant augmenté de 5,8 % par an pendant le plan (prévision 3 - 4 %). A part la construction, où des pressions de la part de la demande ont poussé les prix à la hausse, les augmentations des autres prix ont dépendu surtout de facteurs "cost-push" (hausse des salaires, des prix des importations (+ 3 % par an contre 2 % prévus) et du transport).

5. Quant au cinquième objectif du plan - la suppression de la disparité entre revenus ruraux et urbains, il faut avouer qu'il n'a même pas été approché en dépit des efforts sans précédents à ce sujet. Les revenus urbains réels ont ainsi augmenté d'environ 50 % ayant comme effet une augmentation des prix des marchandises urbaines. Cet effet, en diminuant le pouvoir d'achat des revenus monétaires ruraux, a contribué à détériorer encore davantage le niveau de vie de la population rurale. Le pouvoir d'achat relatif de cette dernière s'étant réduit d'environ la moitié par rapport aux employés et salariés urbains pendant le plan (1), il est tout-à-fait logique que l'émigration rapide vers les villes n'ait pas pu être ralentie. La population urbaine a augmenté de 8 % par an entre 1963 et 1969.

6. L'effort accompli dans le domaine de l'éducation, quoiqu'il n'ait pas toujours atteint les objectifs (extrêmement ambitieux) du plan, a été remarquable. Le nombre d'élèves inscrits avait atteint en 1969 620.000 dans le primaire (comme prévu dans le plan), 48.000 dans le secondaire (88 % du plan) et 1.250 (en 1970) dans l'Université (contre 1.700 prévus) ce qui représente un nombre quadruplé d'étudiants par rapport à 1965, année de l'ouverture de l'Université.

7. La politique des logements a correspondu au plan : 23.000 unités d'habitation à prix réduit ont été construites, quoique surtout dans les zones urbaines.

L'infrastructure sanitaire a augmenté de presque la moitié depuis l'indépendance : entre 1964 et 1969 les dispensaires ont augmenté de 47 % (dont 48 % sont ruraux), les lits d'hôpitaux de 39 %. Il y a cependant des problèmes assez graves concernant le personnel sanitaire, en partie à cause de difficultés de recrutement dans les centres d'enseignement relatifs, surtout en province.

8. Le progrès accompli dans l'expansion du système des transports et des communications a été remarquable vu les difficultés dues à la D.U.I. et à la politique de réorientation du commerce vers le nord.

5.2.2. Deuxième Plan National de Développement

Le nouveau plan de développement (1972-1976) de la Zambie vient d'être lancé. Il envisage un taux de croissance du PIB de 6,8 % par an bien plus raisonnable que le taux de 11 % prévu pour le plan précédent qui n'aurait jamais pu être atteint sans la hausse rapide des cours du cuivre de la fin des années 1960. Le PIB per capita (aux prix 1969) estimé à 340 \$ en 1971 (contre 400 \$ en 1969), devrait atteindre 420 \$ en 1976.

(1) D'une disparité en faveur des revenus urbains de 1 : 13 en 1964, on est passé à un rapport de 1 : 18,4 en 1970 (déclaration du Dr. Kanuda; voir African Development, oct. 1971). On a calculé que l'accroissement de l'écart mentionné est dû pour environ la moitié aux augmentations dans les salaires réels (voir R. Jolly, The Seers Report, op.cit.)

Les investissements publics se chiffrent à 2.066 millions de \$ (775 millions de \$ dans le 1er plan), soit 68 % des investissements totaux et les dépenses publiques courantes à 1.925 millions de \$.

Presque 74 % des dépenses totales seraient financées par les ressources budgétaires et l'emprunt interne, 12 % par l'emprunt extérieur et le reste à couvrir par des sources additionnelles (budgétaires et non-budgétaires). Parmi les recettes, la plus importante est représentée par les taxes minières (938 millions de \$ sur la base d'un prix de 1.120 \$ la tonne).

Parmi les objectifs du plan, il y a une intensification du développement rural, l'auto-suffisance des cultures vivrières (surtout le maïs), un doublement de la production manufacturière (substitution des importations) la création de 100.000 nouveaux emplois rémunérés (contre un accroissement de 67.000 chercheurs d'emploi par an), la construction de routes (pour 79 millions de \$) et une augmentation des élèves inscrits dans les écoles primaires (de 754.000 en 1972 à 880.000 en 1976), dans les écoles secondaires (de 58.000 à 74.500) et des étudiants dans l'université (de 1.700 à 3.000).

La stagnation de l'économie rurale des années 1960 devrait être surmontée grâce à une nouvelle stratégie visant à établir des zones rurales "à développement intensif" ("intensif development zones"), adoptant une combinaison de méthodes et, entre autres, mobilisant les paysans pour une production coopérative à travers des comités de village pour la productivité.

VI. INTEGRATION REGIONALE

6.1. Perspectives d'Association au Marché Commun Est Africain (MCEA)

Le MCEA, dont les débuts se trouvent dans les années 1920, a été fondé en 1967. Selon l'article 23 de l'accord, le MCEA est ouvert à l'adhésion de tout état frontalier.

La demande d'adhésion formelle de la Zambie remonte à 1968, mais elle n'a pas été sérieusement discutée pour des "difficultés d'ordre administratif" (raison officielle).

Cette demande se limitait à la participation de la Zambie aux organismes communs des postes et télécommunications, des services ferroviaires, portuaires et aériens ainsi qu'à des programmes de recherche.

En effet, si d'une part la Zambie souhaite intensifier ses relations commerciales avec les pays de l'Est Africain, elle n'envisage pas, du moins pour le moment, une adhésion complète au MCEA (1), soit à cause des difficultés dans le MCEA lui-même, soit à cause de certains désavantages que la Zambie aurait en s'associant. Ces derniers relèvent notamment du fait que :

- a) ses coûts de production, plus élevés que dans l'Est Africain (transports et travail) sont des facteurs désavantageux pour sa compétitivité industrielle ;
- b) l'adaptation de ses tarifs douaniers à ceux plus élevés du MCEA entraînerait une augmentation ultérieure du coût de la vie, déjà élevé, en Zambie et militerait contre ses exportations potentielles.

Il est cependant certain que les relations de la Zambie avec le MCEA s'accroîtront rapidement (surtout après l'achèvement du chemin de fer Tan-Zam en 1976), indépendamment de son adhésion au MCEA.

Le commerce de la Zambie avec le MCEA est négligeable, puisqu'il ne représente que 3,9 % (en 1967) des importations (dont deux tiers provenant de la Tanzanie) et 0,15 % des exportations (dont plus de la moitié à destination du Kenya). Quant à sa composition, il s'agit surtout de produits finis et semi-finis. C'est ce qui se passe d'habitude entre PVD, dont les produits primaires, constituant le gros du commerce, ne sont pas en général complémentaires.

(1) Cependant, il semble qu'il y ait, depuis le printemps 1972, un revirement de la politique zambienne en faveur d'une association pleine (Standard Bank Review, Avril 1972).

Il est évident qu'une intégration régionale pourrait augmenter l'importance des échanges de produits manufacturés (y inclus les machines et les moyens de transport) en encourageant l'industrialisation des pays concernés.

On peut conclure que l'utilité pour la Zambie de s'associer au MCEA est douteuse dans le court terme, mais une telle association pourrait vraisemblablement devenir la base d'une coopération efficace dans les politiques d'investissement (notamment dans le domaine industriel) visant à diversifier la structure productive de la Zambie, et devenir par conséquent une proposition convenable en dépit des quelques désavantages cités.

6.2. Perspectives de développement régional avec la Tanzanie

Il semble fort possible que l'axe Tanzanie-Zambie, résultat d'une ferme décision politique et de la création d'un réseau de communications (routière, ferroviaire, pipe-line) en voie d'achèvement, apportera au même genre de complémentarité fournie par l'axe Kenya-Ouganda dans les décennies passées. L'échange de produits le long du couloir de transport en voie d'achèvement amènera à certaines économies d'échelle, spécialisation dans la production ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles opportunités dans les secteurs agricole et commercial.

Il y a en outre de grandes perspectives pour la coopération des deux pays dans plusieurs secteurs, notamment ceux de l'industrie manufacturière, de la recherche et du tourisme (Tan-Zam Holiday Tours).

La Zambie jouit déjà d'une infrastructure industrielle très bonne mais elle n'est pas en mesure de l'exploiter convenablement à cause de sa faiblesse démographique. Il est évident que la Tanzanie, avec un marché de plus de 12 millions pourrait développer à long terme une industrie nationale assez diversifiée. Une planification du développement industriel des deux pays pourrait favoriser l'établissement en Tanzanie des industries de consommation les plus complémentaires des industries de biens intermédiaires zambiennes.

Quant aux possibilités de collaboration dans le domaine de la recherche, il faut noter que le développement de l'industrie du cuivre en Zambie et de l'agriculture de plantations en Tanzanie ont eu le même effet de retarder le développement du "hinterland" rural des deux pays. Ces derniers pourraient, par conséquent, collaborer pour rechercher ou améliorer les méthodes de transformation rurale les mieux indiquées pour maximiser les effets de valorisation du hinterland rural dûs aux tronçons route-rail en voie d'achèvement et au pipe-line. Les perspectives de développement du triangle Kasama-Abercorn-Mbeya, aire transnationale à cheval de la frontière "Tan-Zam", sont particulièrement intéressantes (1).

(1) Pour détails, voir Gary Gappert, *the Prospects for Regional Development and Planning between Tanzania and Zambia*, Syracuse Univ. Research Project, Dar-es-Salaam, 21.2.1968.

6.3. Autre

Puisque toute intensification des relations commerciales avec l'Angola, le Mozambique, la Rhodésie et l'Afrique du Sud n'est pas politiquement souhaitée dans le futur proche, il devient d'autant plus important pour un "land-locked country" comme la Zambie d'établir des associations et des accords commerciaux avec les pays limitrophes restant, c'est-à-dire à part le cas déjà examiné de l'Est Afrique, avec le Zaïre, le Botswana et le Malawi.

Le commerce avec le Zaïre, pays avec lequel la Zambie collabore déjà au sein du CIPEL a de bonnes perspectives. La Zambie pourrait exporter dans un futur proche : des pneumatiques, l'équipement pour le forage, des câbles de cuivre, des biens de consommation et aussi des produits textiles et des ananas (de la zone Mwinilunga dans le nord-ouest), et importer en échange par exemple du caoutchouc pour son usine de pneus.

La réalisation de la route reliant la zone minière de Pikwe-Selibe au Botswana (où des gisements importants de nickel et de cuivre ont été récemment découverts) à Kazungula, sur la rive zambienne du fleuve Zambeze (1), devrait permettre une augmentation substantielle du commerce entre les deux pays, surtout maintenant que le Botswana semble avoir l'intention de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud. L'amélioration des communications entre les deux pays devrait permettre au Botswana d'exporter vers la Zambie beaucoup plus de viande qu'elle ne le fait maintenant, ainsi que des taureaux d'élevage, des liqueurs (Kaouzo) et, à partir de 1974, du gypse et des cendres de soude. La Zambie pourrait de son côté exporter vers le Botswana du ciment (l'industrie sud-africaine n'étant pas en mesure de satisfaire même le marché national), équipement minier (notamment pour les forages des diamants, que la Zambie exporte déjà vers le Canada) et d'autres équipements manufacturés dans le copperbelt, des radio, des pneus, des parquets, des produits d'asbeste, des tuyaux, de la vaisselle, des briques, des meubles métalliques, des filets de pêche, des land-rovers (montées) et des poussins d'un jour. Une collaboration dans le domaine touristique est aussi envisagée (étude en cours).

(1) Le feu vert a été donné récemment à ces projets.

VII: SYNTHESE7.1. Les déséquilibres de développement

Les ressources dégagées par le développement remarquable de l'économie zambienne depuis les années 30, et notamment depuis l'indépendance, n'ont pas été suffisamment employées pour diversifier la production : l'importance du cuivre s'est accentuée depuis l'indépendance.

En 1968, la production minière constituait 98 % des exportations (95 % pour le cuivre), 42 % du PIB et fournissait 60 % des recettes d'exportation et 15 % de l'emploi salarié.

Par conséquent, la situation économique s'est détériorée dès que les cours du cuivre sont tombés au niveau le plus récent (environ 50 cents de \$ des Etats-Unis la livre contre plus de 70 cents jusqu'à mi-1970).

La croissance rapide de la production industrielle et du secteur de la construction a contribué au résultat remarquable de créer les 100.000 nouveaux postes de travail rémunéré prévus par le plan 1964-1970.

Cependant, la Zambie se situe parmi les pays africains où les disparités de revenus sont les plus grandes. Or, le pouvoir d'achat relatif de la population rurale s'étant réduit d'environ la moitié par rapport à celui des employés et salariés urbains pendant la période du plan 1966-1970, il est tout à fait logique que l'émigration rapide vers les villes n'ait pas pu être ralentie et que les efforts de développer le secteur rural se heurtent à des obstacles croissants.

7.2. Perspectives de croissance à moyen terme

Parler de perspectives de croissance à moyen terme signifie, pour le moment, faire surtout des prévisions sur les cours du cuivre ; or, il est peu de marchés qui soient plus spéculatifs que celui du cuivre. Mais, puisqu'il semble qu'une superproduction chronique du métal soit récemment devenue la règle, l'on est porté à croire que le prix le plus récent de 50 cents US la livre (prix retenu par le nouveau plan) semble bien correspondre au marché de l'offre et de la demande présent et prévu.

Puisque les recettes courantes dépendent pour environ 60 % du cuivre, les fluctuations des cours de ce dernier, autour d'un niveau plus bas que dans le passé, pourraient être la source de problèmes de politique budgétaire. Il faudra par conséquent contrôler soigneusement surtout les dépenses courantes, si l'on veut garder sous contrôle un processus inflationniste que la dévaluation ainsi que l'augmentation des droits à l'importation récentes ne peuvent que favoriser.

En dépit d'une réduction très rapide des réserves de change, qui se trouvaient à leur niveau le plus bas en juin 1972, avec 150 millions de \$ environ (contre 600 millions de \$ en août 1970), la Zambie n'a pas encore un besoin urgent d'aide étrangère. La situation pourrait cependant changer si les cours du cuivre restaient, comme prévu, à leur niveau actuel pendant plusieurs années.

7.3. Conclusion : Stratégie de développement

Les efforts de diversification des activités productives se heurtent en Zambie à plusieurs obstacles, dont les plus graves sont notamment :

- a) la disparité croissante des revenus
- b) la faiblesse démographique.

Une meilleure distribution des revenus est essentielle pour encourager la production agricole ainsi que pour augmenter la dimension du marché intérieur.

Mais, étant donné la faiblesse démographique du pays, une telle politique ne serait pas suffisante à fournir un marché à plusieurs parmi les industries de consommation à créer complémentaires des industries intermédiaires zambiennes existantes. Il semble, par conséquent, évident que seule une intégration régionale et une planification industrielle commune avec les pays limitrophes, où au moins la Tanzanie (avec ses 12 millions d'habitants) pourrait permettre d'exploiter convenablement l'industrie intermédiaire existante en Zambie et de poursuivre la croissance accélérée du secteur industriel et le développement en Tanzanie comme en Zambie des industries qui "mordent" sur l'agriculture.